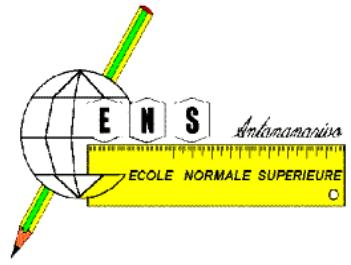




UNIVERSITE D'ANTANANARIVO  
ECOLE NORMALE SUPERIEURE

DEPARTEMENT DE FORMATION INITIALE LITTERAIRE  
CENTRE D'ETUDE ET DE RECHERCHES  
HISTOIRE-GEOGRAPHIE



MEMOIRE EN VUE DE L'OBTENTION DU CERTIFICAT D'APTITUDE PEDAGOGIQUE DE L'ECOLE NORMALE  
(CAPEN)

# ETUDE SUR L'ENSEIGNEMENT DE L'HISTOIRE ET DE LA GEOGRAPHIE SOUS LA TROISIEME REPUBLIQUE MALGACHE (1992-2011)

Présenté par : RAKOTOARISON Tiana Hasina Patrick

## Membres du jury :

Président : Monsieur RAZAKAVOLOLONA Ando, Maître de conférences à l'Ecole Normale Supérieure d'Antananarivo

Juge : Monsieur RAKOTONDRAZOA Modeste, Maître de conférences à l'Ecole Normale Supérieure d'Antananarivo

Rapporteur : Monsieur ANDRIAMIHANTA Emmanuel, Maître de conférences à l'Ecole Normale Supérieure d'Antananarivo.

Date de présentation : 14 décembre 2016

## **REMERCIEMENTS**

« Par la grâce de Dieu je suis ce que je suis » I Corinthiens 15 : 10a

D'abord, nous tenons à remercier Dieu Tout-puissant, grâce à sa bénédiction, qui nous a permis de mener à terme ce mémoire de fin d'étude.

Nous tenons à exprimer notre profonde reconnaissance à toutes celles et ceux qui sont intervenus dans le processus de conception, de préparation, de mise en œuvre et d'amélioration du présent mémoire.

A l'issue de ces cinq années d'études à l'Ecole Normale Supérieure, l'occasion nous est ici offerte d'adresser aussi nos sincères remerciements aux nombreuses personnes qui, de près ou de loin, ont rendu possible la réalisation de ce mémoire de fin d'études.

Nos remerciements vont en premier à notre directeur de mémoire Monsieur ANDRIAMIHANTA Emmanuel, Maître de Conférences à l'Ecole Normale Supérieure d'Antananarivo qui, avec une patience infinie, a bien voulu nous suivre et nous guider de ses précieux conseils dans l'avancement de nos travaux. Vous avez bien voulu nous faire l'honneur de défendre ce mémoire. Nous vous exprimons ici toutes notre gratitude.

Nos remerciements vont aussi à notre Président de jury, Monsieur RAZAKAVOLOLONA Ando, Maître de Conférences à l'Ecole Normale Supérieure d'Antananarivo, vous qui nous avez fait un grand honneur en acceptant de présider ce mémoire, malgré vos multiples occupations. Veuillez trouver ici le témoignage de notre profonde reconnaissance et notre profond respect.

Sans oublier de remercier notre Juge, Monsieur RAKOTONDRAASOA Modeste, Maître de Conférences à l'Ecole Normale Supérieure d'Antananarivo. Nous sommes très sensibles à l'honneur que vous nous faites en acceptant de juger notre travail.

Nous remercions également les responsables du MEN, de la CISCO de TANA-VILLE pour les appuis et tout particulièrement tous les enseignants ainsi que tout le personnel administratif du Lycée Moderne Ampefiloha et l'Ecole Sacré Cœur Antanimena, grâce à leur accueil chaleureux et leur disponibilité, malgré leurs occupations.

Tous nos sincères remerciements sont destinés à tous les professeurs de la CER Histoire-Géographie et Education à la Citoyenneté (HG-EC) et au Centre Interuniversitaire de Recherche en Didactique (CIRD), à ses responsables qui nous ont permis de consulter autant de fois que nous le voulions les ouvrages de leur bibliothèque.

**« Que tous ceux qui ont ainsi guidé et soutenu notre travail trouvent ici l'expression de notre vive gratitude. » Milles Merci !**

## **DEDICACE**

Je dédie cet humble travail à toutes les personnes, qui, de loin ou de près n'ont cessé de me soutenir aussi bien financièrement, moralement que spirituellement durant ces années de formation à l'Ecole Normale Supérieure, en particulier :

- A ma femme RAZAFINIAINA Tojonirina Maria, qui est toujours à mes côtés durant ces moments difficiles et sans qui, nous n'avons pas pu finir notre cursus universitaire.
- A ma famille, qui tous, n'ont cessé de nous apporter leur réconfort moral et matériel dans les moments les plus difficiles de notre vie étudiante.
- A la PROMOTION ANKOAY, filière HISTOIRE-GEOGRAPHIE, avec laquelle des moments inoubliables ont été vécus.

**QUE DIEU VOUS BENISSE !**

## **GLOSSAIRE**

**Raiamandreny** : Une dénomination malgache pour appeler les parents d'élèves. Il s'agit actuellement d'un jargon très utilisé dans le monde éducatif à Madagascar, précisément par les élèves.

## LISTE DES ABREVIATIONS

AKFM : Antokon'ny Kongresin'ny Fahaleovantenan'i Madagasikara (Parti du congrès de l'indépendance de Madagascar).

APC : Approche Par Compétences.

APS : Approche Par Situation.

APE : Association des Parents d'Elèves.

BEP : Bureau d'Etude des Programmes.

BEPC : Brevet d'étude du premier cycle.

BM : Banque Mondiale

CAE : Certificat d'Aptitude à Enseigner.

CAP Certificat d'Aptitude Pédagogique.

CISCO : Circonscription scolaire.

CPE : Commission Pédagogique d'Etablissement.

CPIE : Commission Pédagogique Inter-Etablissement.

CRESED : CREdit d'assistance au Secteur de l'EDucation.

CRESAN : CREdit pour la SANté.

CRINFP : Centre Régional de l'Institut National de Formation Professionnelle.

CTD : Collectivités Territoriales Décentralisées.

FRAM: Fikambanan'ny Raiamandrenin'ny Mpianatra.

ENS : Ecole Normale Supérieure.

ESCA : Ecole Sacré Cœur Antanimena.

FMI : Fonds Monétaire International.

LMA : Lycée Moderne Ampefiloha.

OCAM : Organisation pour la Coopération Africano-Malgache.

OECM : Office Nationale de l'Education de Masse et du Civisme.

ONU : Organisation des Nations Unies.

MAP: Madagascar Action Plan.

MFM: Mpitolona ho an'ny Fanjakan'ny Madinika.

MEN : Ministère de l'Education Nationale.

MINSEB : MINistère de l'Enseignement Secondaire et de l'Education de Base.

OUA: Organisation de l'Unité Africaine.

PAS: Programme d'Ajustement Structurel.

PRESEM : Programme de Renforcement du Secteur de l'Education à Madagascar.

SFF: Sekoly Fanabeazana Fototra.

SAFF: Sekoly Ambaratonga Faharoa Fototra.

TAJEFI: TAntara sy JEografia ary Fitaizana ho Isam-bahoaka.

ZAP: Zone Administrative et Pédagogique.

## LISTE DES TABLEAUX

|   |              |
|---|--------------|
| <b><u>Tableau n°1 : Programme scolaire d'Histoire-Géographie des Collèges à partir de 1965 .....</u></b>  | <b>9</b>     |
| <b><u>Tableau n° 2 : Programme d'Histoire-Géographie des lycées à partir de 1965 .....</u></b>  | <b>10</b>    |
| <b><u>Tableau n°3 : Tableau comparatif de 1967 et de 1973 sur l'étude de Madagascar des origines jusqu'en 1896 .....</u></b>  | <b>17</b>    |
| <b><u>Tableau n°4 : Tableau montrant les méfaits du système capitaliste.....</u></b>  | <b>25</b>    |
| <b><u>Tableau n°5 : La voie socialiste est une voie pour sortir du sous-développement.....</u></b>  | <b>27-28</b> |
| <b><u>Tableau n°6 : Tableau de comparaison entre les finalités des lois 78-040 et 94-033.....</u></b>   | <b>36</b>    |
| <b><u>Tableau n°7 : Les causes et les solutions du sous-développement dans les programmes de 1984-1986 et 1996.....</u></b>   | <b>43</b>    |
| <b><u>Tableau n°8 : Tableau de comparaison entre les programmes scolaires de 1990-1995 et 1996.....</u></b>   | <b>46</b>    |
| <b><u>Tableau n°9 : Tableau récapitulatif des grandes idées des programmes scolaires d'Histoire-Géographie de la première, seconde et troisième République.....</u></b> | <b>51</b>    |

## INTRODUCTION GENERALE

L'enseignement fait partie du maillon central de développement à Madagascar. Depuis l'avènement de l'école vers le début du 19<sup>e</sup> siècle (règne de RADAMA I : 1810-1828), il était considéré comme l'un des rouages du moteur de développement du pays. En effet, l'histoire de Madagascar est étroitement liée à l'enseignement.

L'histoire et la géographie vise à la formation de la personne et son insertion dans la vie sociale. Elle sert à préparer les jeunes à prendre une part active dans la vie sociale, politique et culturelle du pays. En général, l'histoire et la géographie nous permet de comprendre le monde d'aujourd'hui dans sa diversité et dans son unité. L'enseignement de cette matière ainsi que son apprentissage jouent un rôle, car apprendre l'histoire et géographie aux élèves répond à un certain nombre d'exigences. Il s'agit de connaître si les objectifs ainsi visés sont atteints à la fin de l'année scolaire : par exemple, l'élève doit être capable d'identifier les relations de cause à effet de l'histoire ; de sélectionner les informations ; de distinguer fait et opinion en histoire; de s'informer pour développer l'esprit critique.

Durant les différentes périodes de l'Histoire de Madagascar, l'enseignement de l'Histoire et de la Géographie et même de l'enseignement en général dépendait de la politique étatique en place. Selon V et G De Landsheere<sup>1</sup> : « L'éducation est un phénomène social, le détenteur du pouvoir n'accepte pas des dispositions éducatives, détruisant l'ordre qui lui donne ce pouvoir ».

Pendant la période coloniale, Gallieni avait utilisé l'enseignement pour former des auxiliaires malgaches pour aider l'administration coloniale dans la réalisation de ces objectifs. Mais également faire des langues et cultures françaises des prérogatives.

Pendant la première république, l'enseignement de l'Histoire et de la Géographie de la France tenait une place prépondérance, tandis que pour l'Histoire et la Géographie de Madagascar, on enseignait seulement les grandes lignes d'une manière éthéidée.

Effectivement, de 1958 jusqu'en 1972, les responsables pédagogiques se sont engagés à aménager le programme d'enseignement à Madagascar dans le but de bâtir une nouvelle pratique d'enseignement par ses formes, son contenu et par sa finalité.

---

<sup>1</sup>DE LANDSHEERE (V) et (G) : *Définir les objectifs de l'éducation*, PUF, Paris 1989.

Toutefois, l'enseignement à Madagascar prend toujours la forme néocoloniale et se base toujours sur la politique coloniale menée par Gallieni suivant ses instructions, « nous allons avant tout faire connaitre la France à ses nouveaux sujets et à leur faire aimer... »<sup>2</sup>.

Les raisons en sont que l'enseignement pendant cette période visent à une formation permanente pour dominer les malgaches et les obligés à avoir un sentiment d'attachement envers l'ancien pays colonisateur. La France a encore la main mise sur Madagascar.

Apres la revendication estudiantine de 1972, l'enseignement de l'Histoire et de la Géographie avait pris un tout autre visage. La mise en place des diverses institutions de planification des programmes scolaires et l'adoption d'une nouvelle politique étatique a engendré un changement majeur. Le modèle de société malgache de l'époque et les attentes des étudiants malgaches en sont les causes.

Pendant la troisième république (1992-2011), l'enseignement de cette matière va être de nouveau remis en question. A partir des années 1980, Madagascar est entré dans une phase de crise économique et politique. En 1986, le retour au programme plus classique est remarquable. Ce fait est lié évidemment aux visées politiques qui tendaient vers une libération et à une ouverture à l'étranger. On procédait alors à un réajustement de l'enseignement aux réalités nationales.

Justement, nous comptons étudier le passé prestigieux de l'enseignement de cette matière à chaque république qui a succédé dans notre pays à la colonisation. Pour atteindre notre objectif, notre choix s'est porté sur l'évolution de l'enseignement à Madagascar, pour être plus précis sous la troisième république d'où l'intitulé « **L'ENSEIGNEMENT DE L'HISTOIRE ET DE LA GEOGRAPHIE SOUS LA TROISIEME REPUBLIQUE MALGACHE DE 1992 A 2011** ». Les raisons de notre choix se présentent plus précisément comme suit :

- ❖ En tant qu'historien-géographe et futur enseignant de cette matière, nous nous intéressons de près à son enseignement.
- ❖ Cette période marque un tournant majeur, en principe, un nouveau souffle dans le domaine politique, économique, social et surtout dans l'enseignement de la vie du pays.

Pendant cette période, l'enseignement à Madagascar connaît un changement majeur. Ce qui nous amène à poser la problématique suivante : Compte tenu du contexte, nous nous demandons alors en quoi le contenu de l'enseignement de l'histoire et de la géographie durant la troisième république diffère des deux précédentes républiques ?

---

<sup>2</sup> RATRIMOARIVONY RAKOTOANOSY Monique Irène : *Histoire et nature de l'enseignement à Madagascar de 1896-1960* : thèse-Doctorat IIIème cycle, Université, Paris Sorbonne (Centre International d'Etude francophone) Multigr. 429 pages, Paris 1896.

Dans la résolution de ce thème, nous avons posé et vérifié les hypothèses suivantes. Il s'agirait de :

- ❖ L'enseignement de l'Histoire et de la géographie de la deuxième république est trop idéologique et socialiste et ne permettait pas de s'ouvrir au monde.
- ❖ Celui de la troisième république essaie de s'ouvrir au monde tout en risquant de prôner la prééminence néocoloniale et tout en sollicitant quelques points forts du programme de la première république.

Dans le cadre de la réalisation de ce travail, nous avons adopté la méthodologie suivante. En premier lieu, des recherches documentaire (documents officiels, programmes scolaires, ...) ont été effectué auprès des divers bibliothèques de la capitale comme : les archives nationales à Tsaralalana, la bibliothèque Universitaire à Ankafotsy et bibliothèque de l'ENS à Ampefiloha, bibliothèque nationale d'Antananarivo, la bibliothèque municipale à Analakely, bibliothèque du Ministère de l'Education Nationale... Deuxièmement, des entretiens avec des responsables pédagogiques ont été faits comme des enseignants d'Histoire-Géographie du Lycée Moderne Ampefiloha et Ecole Sacré Cœur Antanimena, du chef de division scolaire de la CISCO Antananarivo,...

Parmi les documents consultés, nous pouvons citer quelques auteurs et ouvrages tels que :

- BOITEAU (P) : *Contribution à l'histoire de la Nation malgache*, Editions sociales, Paris 1958.
- MONIOT (H) : *Didactique de l'Histoire*, Ed Nathan, 1993.
- RANDRIANARISOA (P) : *Madagascar d'une République à une autre, 1958-1982*, Tome I, Tananarive 1991.
- RATOVONANAHARY (R), RAZAFIMBELO (C) : *La formation des maîtres de 1960 à nos jours*
- HUGON(P) : *Aperçues historiques de l'enseignement à Madagascar*, In *Annuaire des pays de l'Océan Indien vol II*, 1975, Presse Universitaire, Aix Marseille, juin 1977.
- CLIGNET (R) et ERNST (B) : *L'école à Madagascar*, Edition Karthala, Paris 1995.
- DE LANDSHEERE(G) : *Comment les maîtres enseignent ? Analyse des interactions verbales*, collection pédagogique et recherche, Bruxelles 1969.
- Programmes scolaires de la première, deuxième et troisième république.
- Ordonnance N° 60-069 du 22 juin 1960 fixant les principes généraux de l'enseignement et de la formation professionnelle.
- Ordonnance N°62-056 modifiant et complétant l'ordonnance N°60-049 du 22 juin 1960 fixant les principes généraux de l'enseignement et de la formation professionnelle.
- Ordonnance N°78-040 portant cadre général du système d'éducation et de formation.

- Ordonnance N°94-033 portant cadre général de l'éducation.

Telles sont les approches qui nous permis d'amener à termes ce travail.

Reconstruire l'Histoire de l'enseignement qui est plus que centenaire n'est pas chose aisée. Ainsi, au cours de l'accomplissement de notre travail, nous avons eu des obstacles au niveau de la documentation qui est insuffisant en raison du comportement de certains fonctionnaires.

Notons que, pour bien comprendre le contenu de ce travail, il est nécessaire de connaître davantage les structures de l'enseignement à Madagascar avant 1992. Il faut rappeler également que ce thème met en exergue l'enseignement de l'Histoire et de la Géographie durant la troisième république (1992-2011), qui sont deux sciences inséparables et complémentaires.

Pour atteindre les objectifs annoncés, ce travail se subdivise en trois parties :

- La première partie sera dédiée à l'étude de la généralité de l'enseignement de l'Histoire et de la Géographie à Madagascar avant 1992.
- La deuxième partie sera consacrée à l'ouverture et réajustement après l'adoption du Programme d'Ajustement Structurel ou PAS.
- Recommandations et perspectives.

Quelques ouvrages étaient essentiels à la réalisation de notre travail comme :

- ANVANZINI (G) : *La pédagogie d'aujourd'hui, institution, discipline, pratique*, DUNOD, *Savoir enseigner*, Paris 1993.
- CLIGNET (R) et ERNST (B) : *L'école à Madagascar*, Edition Karthala, Paris 1995.
- DALONGEVILLE Alain : « *Enseigner l'histoire à l'école* », Pédagogie pour demain, Hachette Education, Paris, 1995, 128p.
- DE LANDSHEER (G) : « *Dictionnaire de l'évaluation et de recherche en éducation* », PUF, Paris, 1979.
- DE LANDSHEERE (V) et (G) : *Définir les objectifs de l'éducation*, PUF, Paris 1989.
- DESCHAMPS (H) : *Histoire de Madagascar*, 3ème édition Berger, Lurault, Paris 1972.
- HUGON(P) : Aperçus historiques de l'enseignement à Madagascar, In Annuaire des pays de l'Océan Indien vol II, 1975, Presse Universitaire, Aix Marseille, juin 1977.
- Le PELLEC (J), ALVARES (VM), AUGIDIER (F) : *Enseigner l'histoire : un métier qui s'apprend*, Hachette, Paris 1991.
- PROJET « *Education pour tous à Madagascar* » EPTM, Madagascar, décembre 2005.
- RATSIRAKA (D) : « *la charte sur la révolution socialiste malagasy* ».

- RANDRIANARISOA (P) : *Madagascar d'une République à une autre, 1958-1982*, Tome I, Tananarive 1991.
- RF Mager : Comment définir les objectifs pédagogiques, 2ème édition, Bordas, Paris 1990.

**PREMIERE PARTIE**

**GENERALITES SUR L'ENSEIGNEMENT DE**

**L'HISTOIRE ET DE LA GEOGRAPHIE A**

**MADAGASCAR AVANT 1992.**

Après la période coloniale, la situation générale de Madagascar ne va guère changer. L'ancienne métropole influence toujours les décisions qui concernent la Grande île. L'éducation et l'enseignement n'y font pas exception car le système éducatif des années 1960 à Madagascar était dicté par les orientations de la politique éducative et linguistique.

## CHAPITRE I : SITUATION DE L'ENSEIGNEMENT DE L'HISTOIRE ET DE LA GEOGRAPHIE DURANT LA PREMIERE REPUBLIQUE (1960-1972).

Suite à la sortie de Madagascar de la période coloniale et à la proclamation de la première République Malgache, le 14 octobre 1958, suivi par l'obtention de l'indépendance le 26 juin 1960, les responsables pédagogiques se sont engagés à aménager le programme d'enseignement à Madagascar dans le but de bâtir une nouvelle pratique de l'enseignement par ses formes, son contenu et par sa finalité. Toutefois, l'enseignement à Madagascar prend toujours la forme néocoloniale et se base toujours sur la politique coloniale menée par Gallieni. Sans doute l'enseignement vise pendant cette période à donner une formation permanente pour dominer les Malgaches à avoir un sentiment d'attachement envers la métropole.

### I- Textes officiels et orientations du système éducatif pendant les premières années de l'indépendance

L'ordonnance N°60-049<sup>3</sup>du 20 juin 1960 fixe les principes généraux de l'enseignement et de la formation professionnelle et la création de diverses catégories d'établissements d'enseignement, services et organismes relevant du Ministère de l'Education Nationale<sup>4</sup>. Le titre I se rapporte à l'enseignement du premier degré qui a pour objectif de former l'enfant au triple point de vue moral, intellectuel et physique. Cet enseignement apprend à la masse des élèves les notions indispensables à la vie courante et à l'exercice de la profession. Il initie aussi les élèves bien doués à poursuivre des études après leur sortie de l'école du premier degré. Plusieurs catégories d'établissements dispensent ce type d'enseignement :

- Dans le centre d'éducation de base, on donne principalement en langue malgache les rudiments de l'instruction : moral, calcul, hygiène et connaissances usuelles.
- Dans les écoles primaires élémentaires, on prépare les élèves au certificat d'étude primaires et à l'examen d'entrée en classe de sixième. Même si l'enseignement y est bilingue, l'examen comporte une option malgache et une option française.

---

<sup>3</sup> Journal officiel de la République Malgache, JORM, 1960 : 1107.

<sup>4</sup> Ibidem.

- Dans le cours complémentaires, on dispense l'enseignement moderne court tout en permettant aux élèves bien doués d'accéder au second cycle de l'enseignement secondaire. A la fin de ces cours, les études sont sanctionnées par le brevet élémentaire et le brevet d'enseignement du premier cycle ou BEPC.
- Dans les établissements de formation des instituteurs, la formation comprend deux niveaux : dans les collèges normaux, les études analogues à celles des cours complémentaires durent quatre années et sont complétées par une années de formation pédagogique, à l'issue de laquelle on obtient le certificat d'aptitude à l'enseignement (CAE) ; dans les écoles normales qui accueillent les élèves les élèves-maîtres au niveau de la classe de seconde, ceux-ci préparent le baccalauréat (option science expérimentale). Ces écoles accordent, en une année aux élèves-maîtres bacheliers, une formation professionnelle sanctionnée par le certificat de fin d'études normales et le certificat d'aptitude pédagogique (CAP). Il y a en outre un centre d'éducation physique et sportive qui forme les moniteurs d'éducation physique et sportive et les dirigeants des mouvements de jeunesse et de colonie de vacance. Par ailleurs, les écoles maternelles et classe enfantines recevant les enfants avant l'âge de six ans ne pourront être ouvertes dans une localité déterminée que lorsque les besoins de la scolarité primaire normale seront satisfaits dans cette localité. C'est l'une des raisons qui expliquent le déséquilibre interrégional et l'option centralisatrice des décideurs. Dispensé dans les collèges normaux et classiques et les lycées, l'enseignement secondaire, en faisant référence au titre II de l'ordonnance ci-dessus, comporte deux cycles (de la sixième à la troisième, de la seconde aux terminales), assure la promotion culturelle et humaine et vise à l'épanouissement de la personnalité. La sanction des études du second degré est le baccalauréat.

L'ordonnance N°62-056<sup>5</sup>du 20 septembre 1962 modifie l'ordonnance N°60-049 du 20 juin 1960 sous huit (8) exposés des motifs. La reforme répondait à plusieurs objectifs :

- Faire de l'éducation un moyen d'intégration dans sa civilisation, ne pas éloigner les élèves de son milieu.
- Porter le taux de scolarisation de 50% à 75% en dix ans en tenant compte de certains impératifs financiers.
- Assurer une décentralisation du financement de l'enseignement.

---

<sup>5</sup> Selon l'article 4 : la présente ordonnance sera publiée au journal officiel de la république malgache. Elle sera exécutée comme loi de l'Etat. Laurent BOTOKEYL.

Structurellement, l'enseignement du premier degré allait comporter deux cycles, un de quatre ans et un de deux ans. Une formation homogène devait éviter un analphabétisme pour les élèves qui sont éliminés après le premier cycle, elle permettait d'assurer à l'ensemble des jeunes une formation de base. Le plan de scolarisation prévoyait l'implantation d'un nombre d'écoles du second cycle correspondant au progrès de la fréquentation scolaire dans les écoles du premier cycle.

## II- ANALYSE DU PROGRAMME SCOLAIRE DE 1960-1967

Le 28 septembre 1958, un référendum a validé l'admission de Madagascar comme Etat membre de la communauté française, deux ans après le dilemme entre l'indépendance politique et indépendance économique vue la fragilité de cette dernière. A cet effet, l'ombre de la domination française encombrait encore la plupart des domaines. L'Etat Malgache nouvellement instauré, pour avoir l'aide de l'ancienne métropole a dû accepter les conditions imposées par la France. Et en 1960, la République de Malgache conclut avec la République française des accords de coopération touchant plusieurs domaines : économique, social et culturel.

### 1- Les accords politiques franco-malgaches

La France et Madagascar ont établi un accord de coopération et aide dans le cadre de l'enseignement et de la culture. Cette coopération traite comme grandes lignes<sup>6</sup> :

- La république Française s'engage à mettre en disposition de la République Malgache le personnel qualifié dont Madagascar peut avoir besoin, en matière d'enseignement, de la culture, de jeu et de sport.
- Le gouvernement malgache, s'est engagé de toujours consulté le gouvernement français sur toutes questions d'harmonisation des programmes d'études en ce qui concerne les cycles conduisant à l'obtention des diplômes, brevets valables dans toute l'étendue de la communauté.
- L'accès des sortants des lieux d'études malgaches (des maîtres, des techniciens, des chercheurs, des étudiants, des spécialistes) aux différents établissements extérieurs, notamment en France a été facilité par le gouvernement français.
- La libre circulation et l'importation des matériels éducatifs d'origine française a été approuvé par le gouvernement malgache comme : les livres, les périodiques, les journaux, les disques, les photographies, les films non commerciaux, etc.

---

<sup>6</sup> Convention sur l'aide et la coopération entre la république Française et la république Malgache dans le domaine de l'enseignement et de la culture, Journal Officiel du 23 juillet 1960, p.1290.

- D'un commun accord, les deux Etats pouvaient librement entretenir et développer, chacun sur le territoire de l'autre des établissements d'enseignements de tous degrés, des institutions de recherches, des bibliothèques et des centres culturels et les ressortissants de chacune des deux parties contractantes pouvaient aussi créer dans le territoire de l'autre des établissements d'enseignement privé.

La signature de ces accords apparaît comme un reflet de la volonté de la France à aider Madagascar. Pourtant, il faut justifier les équilibres entre la résolution des problèmes malgaches et les intérêts que les colonisateurs pourront en tirer.

Comment pourrait-on définir la souveraineté d'un pays dont les contrôles de son système éducatif et encore de plusieurs autres domaines dépendent encore des accords particuliers avec son ancien pays colonisateur, à savoir la France ?

Le ministre de l'éducation national Laurent BOKOKELY stipule dans son discours, lors de l'inauguration du lycée J.J RABEARIKO le jeudi 05 mai 1960<sup>7</sup> : « L'enseignement général suivant la fortune des établissements analogues de la Métropole...A l'échelle de nos préoccupations scolaires, le message est clair : il s'agit non seulement de s'adapter à un enseignement de type occidentale à des contingences locales, mais de penser à nos formules d'enseignement dans le développement harmonieux d'une culture qui puise à la fois aux sources de l'humanisme français et de l'humanisme malgache... »

Par la même occasion, le président TSIRANANA a aussi déclaré : « ...Je tiens à affirmer aussi que, plus soucieux que nous soyons de la défense et de l'illustration de la culture et de la civilisation malgache, nous tenons avec la même fermeté à ce que nos enfants continuent d'être nourris de la culture et de la science française... »

Ces discours affirment clairement quel était le type de système éducatif à cette époque. Madagascar avait acquis son indépendance, mais en réalité, c'était encore le gouvernement français qui détenait le levier de commande et les détenteurs du pouvoir politique récemment installés n'osaient et ne pouvaient point prendre des mesures incriminant le système éducatif français, ou des dispositions pouvant détruire l'ordre qui leur avait donné le pouvoir.

---

<sup>7</sup> Ecole publique de Madagascar, un bulletin pédagogique publié par le service académique n° 42, mai 1960.

## 2- Le cadre juridique

Le contenu de l'ordonnance n°60-049 a été expliqué par la volonté de l'Etat malgache à coopérer indéfectiblement avec l'Etat français. Cette volonté a été témoignée par l'adhésion de la République malgache à la communauté française.

### 2-1 Les finalités de l'enseignement

Selon la mention de l'ordonnance n°60-049 touchant les principes généraux de l'enseignement et de la formation professionnelle et portant création des divers catégories d'établissements scolaires : « l'enseignement secondaire a pour objet la consolidation et l'élargissement de la formation dispensée par l'école primaire, il assure la promotion culturelle et humaine et vise à l'épanouissement de la personnalité. Il prépare les cadres de l'enseignement de la Première République.

Portant, le taux de scolarisation de cette époque restait très faible, ce qui embarrassait les dirigeants car cette situation présente un manque au niveau des cadres susceptibles de faire recourir aux experts français<sup>8</sup>.

Pierre RANDRIANARISOA<sup>9</sup> note : « un peu plus de 23000 élèves malgaches suivaient l'enseignement secondaire et le nombre d'étudiants du niveau supérieur avoisinait 1000 unités ».

Autrement dit, l'enseignement a pour objet de former des cadres moyens et des cadres supérieurs. Ces derniers sont destinés à prendre en charge le bon fonctionnement des affaires locales.

Les discours du président TSIRANANA à l'occasion du baptême du lycée J.J RABEARIVELO rappelle : « le bon pour l'enseignement secondaire mérite une place de choix, car il permet d'envisager la formation des cadres et élites du pays, non seulement à bref délai, mais encore grâce à la création des lycées et collèges provinciaux dans toutes les provinces, car notre pays, accédant à sa pleine indépendance a besoin de tous les moyens et de tous les hommes nécessaires à l'exercice de sa souveraineté... »<sup>10</sup>.

De ce fait, un grand changement positif a été constaté au niveau de l'effectif scolaire entre 1960-1972. Pierre RANDRIANARISOA mentionnait que « pour l'enseignement primaire, l'effectif scolaire a doublé de 1960 à 1972 et celui de l'enseignement secondaire a quadruplé ». L'enseignement secondaire domine largement.

---

<sup>8</sup> Titre premier de la convention de la convention annexe sur l'aide et la coopération entre la République française et la République Malgache dans le domaine de l'enseignement.

<sup>9</sup> RANDRIANARISOA Pierre ; RAZAFIMAHEFA Aimé Lalao : *Madagascar d'une république à une autre, (1958-1982)*, Tome I, Imprimerie Harinivo, Antananarivo, 1991, 260p.

<sup>10</sup> Ecole publique de Madagascar, n°42, mai 1960.

En tout cas, l'identité nationale de Madagascar reste à conquérir même après la déclaration de l'indépendance. L'éducation, la culture, l'histoire et la géographie de la Grande Ile doivent être des facteurs potentiels exploitables pour arriver à cette fin. L'enseignement touche une opportunité pour la formation d'une valeur individuelle promettant pour le pouvoir politique. D'après cette même ordonnance n°60 049, l'enseignement devrait assurer la promotion culturelle et humaine et vise à l'épanouissement de la personnalité.

Après la définition des finalités, l'ordonnance s'étend sur les programmes, leur contenu et le volume horaire attribué.

## 2-2 Les programmes et les horaires

Selon l'article 9 de l'ordonnance n°60 049 : « les programmes et les horaires de l'enseignement secondaire, ainsi que ceux des établissement du premier cycle sont établis en considération des réalités et des besoins de Madagascar. L'organisation des études et des examens fera l'objet de convocations passées avec la République Française en vue d'accorder aux diplômes une valeur reconnue dans tous les Etats de la communauté ».

Le ministre de l'éducation nationale malgache avait comme première préoccupation, l'adaptation progressive de l'enseignement aux réalités malgaches.

Comme exemple, il est possible de souligner, l'initiative du pouvoir en place d'insérer dans le programme scolaire la langue malgache, la civilisation et l'histoire de Madagascar<sup>11</sup>.

Pourtant, cette initiative s'avère insuffisante car elle ne modifie rien dans l'esprit implanté par le système français. Ce dernier a inculqué la préparation des enseignés à des examens et diplômes français. Ce qui a dévalorisé d'une manière considérable l'esprit nationaliste des étudiants malgaches. La deuxième phase de l'article 9 de cette même ordonnance explique en tout cas : « Pour donner une valeur reconnus dans tous les Etats de la communauté, l'organisation des études et des examens fera l'objet de convention passées avec la République Française ». En bref alors, en 1960, l'enseignement était dans l'ensemble calqué sur le modèle français et un ordre scolaire français.

## 3- Un programme identique à celui de la France de 1960-1967

Rappelons que la signature de la coopération franco-malgache a empêché les dirigeants malgaches d'adopter des innovations concernant le programme éducatif qu'à l'issue d'une consultation à la France.

---

<sup>11</sup> Texte publié à titre d'information par le Ministère de l'Education Nationale, de la Jeunesse et des Sports, Journal Officiel du 17 décembre 1960 p 2610.

D'autant plus que la France estimait maintenir son influence dans son ancienne colonie et cette attitude se reflétait surtout sur le plan culturel.

Ainsi, de 1960 à 1967 une première période post-indépendance, les jeunes malgaches sont encore contraints d'étudier et à travailler sous un programme repris dans la structuration française.

L'initiative primordiale de la métropole dans ce cas était d'incruster dans le programme d'Histoire et de Géographie la relation France-Madagascar. L'Histoire de la colonisation a été fortement positivée par le programme. Dans sa thèse, RATRIMOARIVONY RAKOTOANOSY Monique note que dès son arrivée au pouvoir, le Général Gallieni énonce les principes directeurs de l'enseignement par la note circulaire du 05 octobre 1896 : « Madagascar devenu une terre française, la langue française doit donc devenir la base de l'enseignement dans les écoles de l'île.

De plus, nous devons tenir la main à ce que l'ensemble des programmes d'enseignement, soient remaniés de manière à ce rapprocher autant que possible de ceux de nos écoles similaires. Ces programmes devront naturellement revêtir un caractère personnel, permettant aussitôt que possibles des auxiliaires à nos colons, pour leur activités industrielles et agricoles. Nous devons avant tout faire connaître la France à ses nouveaux sujets et à leur faire aimer »<sup>12</sup>.

Cette référence chronologique démontre surtout la situation de l'enseignement à Madagascar durant la première décennie de l'indépendance. La structure implantée par l'administration coloniale est toujours présente : l'organisation, l'organisation et personnel enseignant de formation française. La publication de la note circulaire n° 15227 EN A/1 portant sur l'insertion des programmes d'Histoire et de Géographie de Madagascar<sup>13</sup> témoigne de la volonté des dirigeants à la malgachisation de l'enseignement.

Il a été déjà mentionné que malgré cette initiative de réforme, la liberté des responsables apparaît encore limité voire même absente à cause de la contrainte qui les amène à consulter, à chaque prise de décision de l'administration française.

Pour pouvoir juger l'efficacité des programmes scolaires avant 1967, faisons maintenant l'analyse des grands figurants dans les programmes d'histoire et de géographie dans le secondaire

#### 4- Les thèmes étudiés

L'étude des thèmes du programme pourrait expliquer l'orientation et l'évolution de l'enseignement. On trouve des thèmes majeurs qui spécifient chaque programme et ces thèmes

<sup>12</sup> RATRIMOARIVONY RAKOTOANOSY Monique Irène : *Histoire et nature de l'enseignement à Madagascar de 1896-1960* : thèse-Doctorat IIIème cycle, Université, Paris Sorbonne (Centre International d'Etude francophone) Multigr.-429 p, Paris 1896.

<sup>13</sup> Note circulaire n°15277 EN A/1, JORM du 17 décembre 1960.

varient avec le contexte politique et économique : l'analyse du contenu des programmes à travers ces grands thèmes est une démarche pour nous éclairer sur la valeur des programmes élaborés. L'étude du programme portera sur les programmes de lycées, c'est-à-dire de la classe de seconde jusqu'en classe terminale.

Voyons directement les thèmes étudiés de la classe de seconde jusqu'en terminale. En classe de seconde, le programme<sup>14</sup> comportait l'étude du XVIIème et XVIIIème siècles. Pendant le premier trimestre, la France de 1610 à 1715, la guerre de trente ans, l'Angleterre de 1603 à 1660, les deux premières Stuarts, la Révolution, Cromwell, les Provinces-Unies au XVIIème siècle, l'Angleterre de 1660 à 1688 ; et pendant le deuxième trimestre : les transformations économiques et sociales de l'Europe au XVIIème et XVIIIème siècle ; et enfin durant le dernier trimestre de l'année scolaire : la civilisation intellectuelle et artistique en Europe au XVIIème et XVIIIème siècle, la question d'Orient au XVIIIème et les questions coloniales aux XVIIIème siècle.

Après la publication de la note circulaire n°15277 EN A/1, il fut ajouté au programme de la classe de seconde l'étude de quelques biographies : l'étude de RAJOAKARIVONY I et II ; RAMARO Andriantsoly, TSIOMEKO, RAMITRAHO, RADAMA I, RANAVALONA I, RADAMA II, RASOHERINA, RANAVALONA II, RANAVALONA III, Jean René, Sylvain ROUX, Jean Laborde, la première et la deuxième guerre franco-malgaches.

En géographie, on donnait aux élèves de seconde des notions de base de la connaissance géographique en géographie générale, physique et humaine, en plus de l'étude des clans malgaches et leur mode de vie (les activités, les relations avec d'autres clans).

En classe de première, c'était la révolution française de 1789-1799, la France de 1799 à 1830, l'évolution politique et sociale de l'Angleterre et des Etats-Unis de la fin du XVIIIème jusqu'au milieu du XIXème, l'Europe de 1830 à 1848, la monarchie de juillet et la seconde République et l'étude de la géographie de la France d'outre-mer ; et après la publication de la note circulaire n°15277 EN A/1, Histoire de Madagascar de 1896 jusqu'à nos jours et l'étude géographique de Madagascar et son économie sont introduites dans le programme.

L'histoire en classe de terminale était centrée sur l'époque contemporaine (du milieu du XIXème jusqu'en 1939). Durant le premier trimestre, le programme comportait l'évolution de l'Europe de 1851 à 1871 ; pendant le deuxième trimestre, l'évolution politique et économique des principaux Etats (France, Angleterre, Allemagne, Russie, les Etats-Unis, Chine, Japon de 1871 à 1914 et enfin durant le

---

<sup>14</sup> Programme de 1960 : voir annexe N° 1

dernier trimestre les transformations du monde entre 1914 et 1939, et en géographie, l'étude des principales puissances économiques et la vie économique du globe.

Les dirigeants malgaches ont ajouté à ce programme l'étude approfondie de ce qu'on a vu en classe de seconde et première, de l'histoire et de la géographie de Madagascar.

Il est évident que la majorité de ces thèmes concerne les pays industriels du monde occidental, à priori l'Europe.

Cette situation a pour but de démontrer la supériorité de leur civilisation, mais aussi d'apporter des changements, du progrès et de développement dans les colonies. Mais aussi un moyen de maintenir encore l'influence de pays colonisateurs envers les pays dominés, dont Madagascar.

La première république essaie d'adapter le programme scolaire aux réalités autochtones, d'où la publication de la note circulaire n°15277 EN A/1 qui introduit l'histoire et la géographie de Madagascar dans le programme hérité de la colonisation. Un programme malgache inséré dans le programme français qui a été imposé par les accords de coopération avec la France. Cette réforme paraît très précaire comme réajustement insuffisante sans mise en ordre, tel un raccommodage.

##### 5- Un programme peu adapté aux besoins des élèves malgaches

Le programme à étudier ne semble pas rationnel et manque en grande partie d'une certaine logique : l'enseigné ne réalise pas nettement l'image des pays industrialisés qu'il étudie. Il lui est difficile de comprendre la réalité d'un autre monde, les personnages historiques... La civilisation, la culture occidentale sont trop différentes de sa réalité et de sa vie quotidienne. Cette distance entre les représentations du monde de l'histoire d'une lointaine réalité dans le programme scolaire ne permet pas à l'élève malgache une assimilation complète du contenu ; le modèle sociale reste implicite : le cadre physique d'un paysage où sillonnent des chemins de fer, des villes commerciales aux grandes surfaces, des hectares de terres où sont bâties des usines,...

En contrepartie, le programme n'aborde pas les activités rurales, les jeunes malgaches ne reconnaissaient ni le « progrès », ni le « développement », ni les « réformes » qui sont prononcés dans leurs leçons. Aucun chapitre ne traite les civilisations, les cultures des continents sous-développés comme l'Asie, l'Amérique Latine, l'Afrique qui ont les mêmes problèmes que Madagascar.

L'objectif est donc d'attacher les malgaches au sentiment profond que la France et l'occident présentent un modèle de développement et de progrès, grâce aux valeurs comme l'ardeur au travail, l'amour du progrès, la loyauté et la générosité qui leur ont permis de conquérir le monde.

Par conséquent, il faudra remarquer à travers les programmes cette volonté à faire assimiler aux enfants malgaches la civilisation française après la colonisation et la volonté du gouvernement français de De Gaulle de créer un univers français, une communauté internationale à une culture française, pouvant rivaliser avec le monde anglo-saxon.

### **III- Le programme scolaire d'Histoire-Géographie de 1967-1972**

Notons qu'entre 1967-1972, l'Etat malgache adoptait un changement de programme en matière d'Histoire-Géographie. Ce changement apporté des influences au niveau de l'enseignement de cette matière, ainsi qu'au niveau des impacts dont vécurent les enseignés. Rappelons encore une fois que l'une des préoccupations de la République Malgache, malgré les accords, après son instauration, était l'adaptation progressive de l'enseignement aux réalités malgaches.

Depuis la rentrée d'octobre 1965, selon RANDRIANARISOA Pierre<sup>15</sup>, l'étude de la langue malgache, jusqu'alors facultative dans les lycées est devenue obligatoire pour les élèves malgaches, de la classe de sixième aux classes terminales. Ensuite, les programmes d'Histoire-Géographie ont été réaménagés ; dès la rentrée d'octobre 1965, le nouveau programme de géographie a été appliqué dans le second cycle et le nouveau programme d'histoire un peu plus tard.

Dans ce nouveau programme d'Histoire-Géographie, de large place est accordée à l'histoire et à la géographie de l'Afrique et de Madagascar dans toutes les classes des lycées et collèges.

#### **1- Les thèmes étudiés dans les programmes**

Pour pouvoir juger de la cohérence entre l'ancien programme et le nouveau programme, analysons les programmes d'histoire et de géographie de la classe de sixième jusqu'en classes terminales. Pour ce faire, nous allons les présentées en deux tableaux bien distincts :

Tableau n°1 : Programme scolaire d'Histoire-Géographie des Collèges à partir de 1965.

| Classe<br>Matière | 6 <sup>ème</sup>                       | 5 <sup>ème</sup>  | 4 <sup>ème</sup>  | 3 <sup>ème</sup>  |
|-------------------|--|---|---|---|
| Histoire          | La préhistoire jusqu'à la fin du VIème | Le monde du début du VIIème siècle à la fin du XVIème siècle : *L'Islam | Le monde à la fin du XVIème siècle jusqu'en 1815 : *transformation de l'Europe. | Le monde de 1815 jusqu'à nos jours : *Les mouvements des nationalités et les aspirations libérales en Europe. |

<sup>15</sup> RANDRIANARISOA Pierre : op.cit.

|            |                      |   |   |   |
|------------|----------------------|---|---|---|
|            | siècle.              | *Le développement de la civilisation chrétienne occidentale.<br>*l'apogée de l'Inde.<br>*les grandes découvertes. | *la traite négrière en Afrique.<br>*les royaumes malgaches et l'ère des Révolutions | *Indépendance de l'Amérique Latine et l'essor des Etats-Unis.<br>*L'Europe technicienne.<br>*Situation générale en Afrique et à Madagascar à la veille de la colonisation, durant la colonisation et après la décolonisation.<br>*L'évolution mondiale de la fin du XIXe siècle au milieu du XXe siècle.<br>*Le monde actuel. |
| Géographie | Géographie générale. | L'étude des trois continents :<br>*l'Afrique<br>*l'Asie<br>*l'Océanie   | Les Paysages physiques et humaines des Etats de l'Europe et de l'Asie Soviétique.   | L'Afrique et Madagascar.  |

Source : Ministère de l'Education Nationale.

Tableau n°2 : Tableau du programme d'Histoire-Géographie des Lycées à partir de 1965.

| Classe<br>Matière | 2 <sup>nde</sup>   | 1 <sup>ère</sup>                               | Tle   |
|-------------------|--|--|---|
| Histoire          | -Histoire de l'Afrique et de Madagascar, des origines au milieu du XIXe siècle (pour Madagascar jusqu'en 1896).<br>-les faits dominants de l'évolution européenne et leur influence sur le reste du monde (du milieu du XVIIe siècle jusqu'en 1870). | Le monde de 1870 à la seconde Guerre mondiale. | -Le monde contemporain (1939-1960).<br>-Les civilisations contemporaines. |
| Géographie        | La géographie physique.  | La géographie générale humaine et économique.  | La géographie des grandes puissances.                                     |

Source : Ministère de l'Education Nationale.

A première vue, il est évident que ce nouveau programme, contrairement à l'ancien programme de 1960, englobait l'étude historique et géographique du monde entier et une place très importante était accordée à l'Afrique et à Madagascar.

Les programmes d'histoire-géographie de 1967 sont encore inclus dans la périodisation classique, c'est-à-dire, de la classe de sixième jusqu'en terminale, les élèves étudiaient successivement la Préhistoire, l'Antiquité, le Moyen-Age, la Renaissance, le classicisme et l'Epoque Contemporaine, d'où la cohérence interne du programme. Il faut reconnaître que le respect de l'ordre chronologique est positif en ce sens qu'il permet aux apprenants de saisir facilement les leçons et de situer dans le temps ce qui est très important dans l'enseignement et l'apprentissage de l'histoire.

## 2- Agrandissement du domaine de l'enseignement de l'Histoire et de la Géographie

Si avant 1967, le programme d'histoire et de géographie était basé sur l'étude des pays industrialisé, celui de 1967 confirme l'élargissement croissant du domaine de l'histoire et de la géographie.

Un élargissement dans l'espace car à part l'étude de l'Afrique et de Madagascar, ce programme ne néglige pas pour autant l'étude des autres continents comme : l'Asie, l'Océanie, l'Europe et les Amériques du Nord et du Sud.

C'était donc une histoire universelle car ce programme contenait l'histoire de toutes civilisations du monde, une des finalités de l'enseignement d'histoire est de former un citoyen du monde.

Selon l'instruction officielle<sup>16</sup>, cet élargissement est rendu indispensable, car Madagascar carrefour de la civilisation a fondu ensemble toutes sortes d'apports : asiatiques, africains et européen pour ériger une culture originale et jusqu'au XVIIe siècle, l'héritage culturel de la Grande Ile fut essentiellement asiatique, africaine et arabe, et au début du XIXe siècle, le roi Radama Ier (1810-1828) a ouvert son pays aux influences matérielles et morales de l'Europe industrielles et chrétienne. Après plusieurs tentatives de regroupement des pays sous-développés (Conférence de Bandoeng en 1955<sup>17</sup>) et des pays africains (OUA...) et par sa politique économique, Madagascar s'intégrait bien aussi bien à l'Afrique (OCAM), à l'Asie, qu'à l'Europe, d'où le caractère universel de l'enseignement de l'histoire à Madagascar à partir de 1967.

---

<sup>16</sup> Arrêté n°2819 du Journal Officiel du 05 août 1967, p.1337.

<sup>17</sup> Conférence de Bandoeng (avril 1955) des pays afro-asiatiques.

Ensuite, un élargissement dans le temps, car on note ici un agrandissement de l'étude par rapport à l'ancien programme puisque la date limite est portée à 1960, l'année de l'indépendance de Madagascar, mais aussi de la plupart des Etats de l'Afrique francophone.

Et enfin, un élargissement dans la matière enseignée, c'était la fin de l'histoire évènementielle pour l'histoire de l'Afrique et de Madagascar, car pour ce programme de 1967, politique, diplomatie, guerres, grands hommes et grandes idées se partageaient les chapitres avec l'analyse de l'économie, de la société, des cultures, des techniques, en un mot, c'était une histoire universelle, c'est-à-dire, étude des civilisations diverses dans le monde, dans leurs aspects originaux, comme dans leurs rapports et leurs évolutions.

En effet, l'histoire ne se limite pas seulement à relater des évènements ou des faits, mais elle répond aussi à des questions précises « où, quand, comment, pourquoi » ou faire retenir des dates. Entre autre, elle effectue aussi une analyse et des interprétations des faits.

### 3- Contenu principal du programme d'Histoire-Géographie

#### 3.1 Madagascar et l'Afrique : des pays en retard

L'initiative d'élargir le programme scolaire en matière d'Histoire-Géographie, se heurte par ailleurs, à un esprit colonial qui s'est toujours infiltré dans cette adaptation. Il est toujours à rappeler que cette réforme est encore le fruit d'une collaboration franco-malgache, faute d'indépendance totale et de capacité des ressortissants malgaches à l'époque.

Comme les programmes définissent les connaissances à apprendre, mais en lisant les programmes, des chapitres figurant dans le programme de sixième jusqu'en terminale, l'enseignement d'histoire-géographie montre le retard des pays africains francophones et Madagascar par rapport à l'occident jusqu'à l'occupation française.

Reprendons ici l'histoire de la classe troisième :

## Chapitre VI

Leçon 24 :l'exemple de Madagascar. Des « temps Malgaches » à la colonisation française. Comme il a été souligné, nous pouvons dire que dans les objectifs des programmes au stade de l'enseignement secondaire, il ne s'agit pas de former des spécialistes et moins d'inculquer un savoir « intellectualiste », en fait, ces programmes voulaient créer une faille séparant l'histoire de Madagascar avant la colonisation et durant la colonisation. Cela veut montrer le désir des étrangers de changer complètement l'histoire de Madagascar et de justifier la politique d'acculturation.

Leçon 27 : civilisation malgache à l'époque coloniale : évolution économique, sociale, religieuse.

L'objectif de cette leçon, c'est de faire connaître et d'expliquer aux apprenants les points positifs apportés par les colonisateurs.

### En classe de seconde

Leçon 15-16-17 des clans aux royaumes-la civilisation traditionnelle à la veille des réformes.

Son insertion au programme est toute autre pour la classe de seconde. Il est légitime que les élèves connaissent les réalités géographiques et historiques de leur pays pour mieux l'aimer le servir.

Pourtant c'est aussi un moyen de faire connaître aux apprenants que le développement de Madagascar se trouvait en retard, loin du progrès scientifique réalisé en Europe qu'après les réformes apportées par la France.

D'une manière générale, cet enseignement a donc pour objectif de montrer aux élèves que la seule solution aux problèmes rencontrés par les malgaches était la France, car même à l'heure actuelle on a tendance à se retourner vers la France, qui elle aussi compte maintenir son influence culturelle sur Madagascar. Selon les accords franco-malgaches, Madagascar se trouve toujours dans une situation de dépendance totale envers la France. Et lorsque le pays connaît des problèmes, il ne peut pas se passer de la métropole.

### 3.2 Un programme un peu chargé

Ce qui saute aux yeux pour ces annonces d'histoire et de géographie du secondaire, est la succession de leur contenu, parce que pour un horaire hebdomadaire de deux heures de cours de géographie et de deux heures d'histoire, le nombre de leçon est très important

En classe de seconde, il y a cinquante leçons d'histoire et trente-six leçons de géographie et douze séances de travaux pratiques.

En classe de première : cinquante leçons d'histoire, quarante leçons de géographie et huit séances de travaux pratiques.

En classe de terminale : cinquante leçons d'histoire et cinquante et une leçons de géographie. Cette situation prouve qu'on veut seulement donner aux élèves des connaissances générales sur l'évolution historique et géographique du pays.

Il importe aussi de détecter les démarches des responsables dans leurs conceptions des programmes. Elle se décale un peu du raisonnement habituel où les élèves étaient accoutumés à raisonner du particulier en général. L'esprit des programmes va ainsi du général au programme. C'est une méthode d'approche positive et efficace dans l'apprentissage et l'enseignement de l'histoire.

## Chapitre II : SITUATION DE L'ENSEIGNEMENT DE L'HISTOIRE ET DE LA GEOGRAPHIE A PARTIR 1972 JUSQU'EN 1992 (DEUXIEME REPUBLIQUE).

### I- LE TOURNANT DE 1972-1975

Les revendications étudiantes de 1972 ont engendré, suite à la demande du gouvernement malgache, la création d'une mission composée de cinq(5) spécialisations. Une commission interministérielle a été donc mise en place. Elle est chargée de procéder à l'évaluation du système éducatif et d'en déduire les stratégies possibles pour une réforme complète, basée sur la politique générale du gouvernement.

Le modèle de société malgache de l'époque et les attentes des étudiants malgaches en sont les causes. Après 1960, année de l'indépendance, Madagascar était en recherche de son identité nationale après 64 ans de colonisation. Ces étudiants recherchaient donc un enseignement adapté aux réalités malgaches. Ils sont donc à la recherche de la « malgacheitude » et voulaient combattre le néo-colonialisme et la dépendance économique. Point n'est besoin de rappeler ici la situation de dépendance de Madagascar vis-à-vis de la France de 1960 jusqu'en 1972.

De ce fait, le directeur général (français) des services académiques ainsi que les assistants techniques qui s'occupent de la conception en matière de l'éducation ont été remerciée. La direction de la planification et de l'orientation de l'enseignement a été mise en place.

#### 1- Le BEP-OTEP, la CNEP, institutions pour l'élaboration des programmes scolaires.

Le changement politique à Madagascar et la nécessité d'adapter les programme et les méthodes d'éducation aux réalités malgaches demandaient l'instauration d'un nouveau cadre pour élaborer les programmes scolaires.

De ce fait, dès le mois de mars 1973, le Ministère de l'Education Nationale et des Affaires Culturelles créa le Bureau d'Etudes des Programmes d'enseignement ou BEP et le 28 novembre 1973, un arrêté sur la création d'un Organe Technique de l'Elaboration des Programmes(OTEP) au sein du BEP fut promulgué.

Selon V et G De Landsheere : « L'éducation est un phénomène social, le détenteur du pouvoir n'accepte pas des dispositions éducatives, détruisant l'ordre qui lui donne ce pouvoir »<sup>18</sup>.

---

<sup>18</sup>Voir V et G De Landsheere, op.cit.

De même: « L'homme que l'éducation doit réaliser en nous, ce n'est pas l'homme abstrait, idéal, une perfection humaine vue à travers une philosophie éternelle, mais l'homme tel que la société veut qu'il soit et elle veut tel que le réclame son économie intérieur »<sup>19</sup>.

Pour ces deux auteurs donc, l'évolution politique sociale et économique entraîne inévitablement le changement du système d'éducation.

### 1.1 La mise en place du Bureau d'Etudes des Programmes(BEP)

L'arrêté N°0864 ENAC, portant création et organisation d'un Bureau d'Etudes des Programmes d'enseignement, au sein du Ministère de l'Education Nationale et des Affaires Culturelles paraît dans le journal du 10 mars 1973. Il a pour buts essentiels :

- la conception et l'élaboration des programmes définis, selon les directives ministérielles.
- la centralisation des travaux des commissions provinciales d'études des programmes.
- la diffusion des programmes (fascicules, documents pédagogiques).

Un autre arrêté N°4271-ENAC portant réorganisation du BEP fut promulgué le 18 novembre 1973. Cet arrêté apporte beaucoup plus de précisions sur le rôle du BEP.

D'après ces 2 articles, la BEP est en charge :

- a. de l'adaptation des programmes et des méthodes d'éducation aux réalités socio-économiques malgaches à tous les niveaux du système éducatif.
- b. de la recherche d'une meilleure liaison entre les recherches pédagogiques et l'enseignement proprement dit, en vue d'améliorer l'aspect quantitatif du système éducatif.
- c. de la coordination permanente des programmes d'enseignement entre les différents niveaux et disciplines du système éducatif.
- d. de l'organisation du perfectionnement des programmes et des méthodes d'enseignement à partir de l'exploitation des évaluations émanant des instances de base, instituées par le Ministère au niveau des enseignants.
- e. de l'organisation de la réalisation d'actions pédagogiques (manuels, fiches, soutien pédagogiques, recyclage etc.) entrant dans le cadre de l'application des programmes en vigueur.
- f. de l'examen préalable de tous projets de manuels ou documents pédagogiques soumis au Ministère de l'Education Nationale et des Affaires Culturelles pour agrément du Ministre.

D'après l'article 3 de cet arrêté, le BEP est composé :

---

<sup>19</sup>Ibidem.

- d'un coordonnateur général
- de 4 coordonnateurs dont un littéraire, un scientifique, un technicien et un administratif.
- de membres issus de l'enseignement primaire, de l'enseignement secondaire et technique, de l'enseignement supérieur, avec un représentant de chacune des disciplines suivantes : agriculture, éducation physique et sportive, arts ; avec deux représentants de l'institution nationale supérieure de recherche et de formation pédagogique dont un littéraire et un scientifique avec tous les directeurs du Ministère de l'éducation nationale et des Affaires culturelles et le Secrétaire Général, le recteur de l'Université, tous les présidents des établissements supérieurs relevant de l'Université, le Directeur de l'Institut national de recherche et de formation pédagogiques et le Directeur des études.

### **1-2 Naissance de l'Organe Technique d'Elaboration des Programmes(OTEP)**

Par un arrêté N°4272/ENAC du Ministère de l'Education Nationale et des Affaires Culturelles du 28 novembre 1973, un organe technique qui est en charge de l'élaboration du programme a été créé ou OTEP. Il est en charge :

- De la réalisation technique des programmes et différents ordres d'enseignement selon les directives de la BEP.
- De la réalisation technique de toutes les actions pédagogiques arrêtées par le BEP en vue de l'application des programmes en vigueur.
- Du perfectionnement des programmes et méthodes d'enseignement à partir des dispositions prises par le BEP.

Il ne faut pas minimiser l'influence des concepteurs des programmes sur ces derniers. C'est une commission mixte, dont la majeure partie était incluse dans le parti politique MFM<sup>20</sup> et qui ont participé aux revendications de 1972. En d'autres termes, ce sont donc des prosocialistes qui voulaient dénoncer « l'impérialisme » et qui voulaient également défendre la culture nationale et cherchaient en même temps l'indépendance de Madagascar dans tous les domaines. Ainsi, les principes qui ont présidé l'élaboration des programmes sont la dénonciation de l'impérialisme et des accords de coopérations ; la décolonisation de l'histoire et de la défense de la culture malgache.

Bref, le BEP et l'OTEP ont axé leur effort dans la conception pratique des programmes qui devaient répondre aux besoins et à l'aspiration des malgaches à cette époque. C'est une tâche ardue qui demande beaucoup de temps. Pourtant, pour l'année scolaire 1973, les réformes demandées ne

---

<sup>20</sup> MFM: Mpitolona ho an'ny Fanjakan'ny Madinika.

sont pas encore entreprises car cette année était juste une phase de mise en place des institutions qui ont commandé le changement des programmes.

### 1-3 La Commission Nationale d'Etudes des Programmes(CNEP)

La CNEP est en charge de la préparation des programmes scolaires. Créer en 1973, elle regroupait plusieurs équipes qui travaillaient parallèlement pour un groupe d'élèves précis. Sa principale tâche était de décloisonner les disciplines dans le but d'engendrer l'efficacité pédagogique. Des matières comme l'histoire-géographie a été enseignées ensemble à partir de cette année jusqu'en 1986. Et le « malgache » était la langue d'enseignement.

Concernant le programme d'histoire-géographie proprement dit, les changements du système éducatif revendiqués n'étaient pas encore effectifs. Ce n'est qu'en 1976 que des différentes réformes furent menées dans le sens de l'enseignement adapté aux besoins des élèves malgaches.

Pendant la période transitoire (1972-1976), les programmes scolaires, notamment ceux d'histoire-géographie demeuraient en grandes parties inchangés car les planificateurs du programme de 1973 se sont inspirés de l'ancien programme de 1967. On continuait donc à les étudier séparément, seulement, le changement résidait dans l'introduction du nouveau programme intégré à partir de la classe de seconde jusqu'en classe de terminale.

### 2- La nouvelle orientation

Dans l'optique de vérifier d'avantage ce changement d'orientation ou d'approche concernant les cours sur l'histoire et la géographie de Madagascar, comparons deux parties concernant l'étude de Madagascar des origines jusqu'en 1896 dans la classe de seconde de 1967 et de 1973 dans un tableau.

Tableau n°3 : TABLEAU COMPARATIF DE 1967 ET DE 1973 SUR L'ETUDE DE MADAGASCAR DES ORIGINES JUSQU'EN 1896.

| Classe de seconde<br>Thèmes | 1967   | 1973  |
|-----------------------------|--|---|
|                             | Madagascar jusqu'en 1896<br>a-Rétrospective de l'histoire malgache jusqu'en 1810. <ul style="list-style-type: none"><li>• Origines du peuple et de civilisation traditionnelle.</li><li>• Des clans aux royaumes :</li></ul> | L'homme dans la zone chaude : en exemple d'évolution de civilisation : Madagascar. <ul style="list-style-type: none"><li>• Cadre géographique.</li><li>• De la civilisation des ancêtres aux contacts avec le monde</li></ul> |

|  |  |  |
|--|--|--|
| <p>Madagascar des origines jusqu'en 1896</p> | <ul style="list-style-type: none"> <li>-les royaumes malgaches XVI siècle –XVIII siècle, les cadres territoriaux.</li> <li>-la civilisation traditionnelle à la veille des réformes : unité et diversités.</li> <li>b- le XIX siècle malgache</li> <li>Les problèmes de civilisation de 1810-1896. <ul style="list-style-type: none"> <li>• présentation chronologique (1810-1896)</li> <li>• Madagascar et le monde extérieur : contacts diplomatiques et culturels</li> <li>• L'évaluation de la civilisation malgache, la conciliation des deux mondes : monde des Ancêtres et occidental moderne</li> <li>• Madagascar en 1896.</li> </ul> </li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>extérieur jusqu'au XVIII siècle.</li> <li>➤ la vie quotidienne : habitat, etc.</li> <li>➤ Aspects économiques et sociaux.</li> <li>➤ Aspects culturels : Mettre en valeur l'apport de l'Islam et les relations avec l'Afrique.</li> <li>• Civilisation des ancêtres et apports de l'occident au XII siècle.</li> <li>➤ La vie quotidienne : nouvelles techniques de construction.</li> <li>➤ Aspects économiques et sociaux :</li> <li>-développement de l'artisanat</li> <li>-les échanges</li> <li>-les réformes <ul style="list-style-type: none"> <li>• Aspects culturels : scolarisation et diffusion du christianisme.</li> <li>• Madagascar : carrefour des civilisations de l'Océan Indien</li> </ul> </li> </ul> |
|--|--|--|

Source : Ministère de l'Education Nationale.

Cette étude comparative nous montre que le nouveau programme de 1973 essaie de mettre en valeur la civilisation malgache avant la colonisation, en outre l'ancien programme de 1967 cherche à étoffer l'identité culturelle des malgaches avant la colonisation. Cela se traduit par l'existence des thèmes comme les problèmes de civilisation de 1810-1896, la civilisation traditionnelle à la veille de réforme : unité et diversité.

Nous notons également une différence dans l'approche de l'histoire. Si en 1967, c'était une histoire évènementielle dont l'approche est jugée trop classique, au contraire en 1973, c'est une histoire thématique ou une histoire-problème suivant le mode des sciences historiques du moment. Nous constatons donc une volonté de modifier l'approche concernant l'histoire.

## 2-1Les thèmes abrogés

Si nous comparons les deux programmes, nous remarquons qu'en classe de seconde, l'apprenant n'étudiait plus l'étude de la Préhistoire faite en classe de sixième, en plus le programme ne contenait plus la présentation chronologique des faits dominants de l'évolution européenne et leur influence sur le reste du monde du milieu du XVIII siècle jusqu'en 1870, mais également les leçons sur l'absolutisme et libéralisme(1770-1870) et cette partie n'est plus intitulée les faits dominants de l'évolution européenne et leurs influences sur le reste du monde mais tout simplement l'homme dans la zone tempérée et la naissance de la société industrielle.

Cependant, l'étude historique et géographique de Madagascar en classe de seconde est plus élargie que celle de l'ancien programme. Ceci montre très bien la volonté des législateurs des programmes scolaires d'abandonner l'eurocentrisme trop flagrant de l'enseignement de l'histoire et de la géographie d'avant 1972.

Pour la classe de première, le mouvement intellectuel et artistique de 1870 à 1939 ainsi que la géographie humaine ne figuraient plus dans le nouveau programme de 1973.

Pour la classe de terminale, une partie intitulée l'évolution des sciences et techniques et l'esprit nouveau a été éliminée. L'étude économique du Tiers-Monde et des grandes puissances(les Etats-Unis, le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne fédérale, le Japon, l'URSS, la Chine) n'apparaissent plus dans le nouveau programme.

Certains de ces thèmes sont encore d'actualité de nos jours, si nous ne citons que le programme scolaire de classe de terminale.

Bref, la plupart des thèmes supprimés concernaient l'Europe occidentale. Cette situation justifie clairement cette volonté d'éviter la conception eurocentriste du programme et ce changement politique à Madagascar après la grève de 1972 pendant laquelle les malgaches revendiquaient l'indépendance totale de leur pays.<sup>21</sup>

---

<sup>21</sup>Voir V et G De Landsheere, op.cit.

## 2-2Les thèmes majeurs du programme d'histoire et de la géographie de 1973

Le programme de seconde était destiné essentiellement à donner aux élèves les bases d'un vocabulaire géographique, à leur faire découvrir et comprendre la zone chaude dans laquelle ils vivent, en prenant comme exemple Madagascar et à leur faire connaître la zone tempérée : le point de départ de la révolution industrielle. Ce programme intégré de la classe de seconde est donc beaucoup plus centré sur l'étude géographique de la zone chaude et de la zone tempérée.

Pour le programme de la classe de terminale il est centré sur l'étude de la décolonisation, la naissance du Tiers-Monde et sur la civilisation contemporaines c'est-à-dire la civilisation malgache, les civilisations africaines, les civilisations occidentales, les civilisations de l'Asie et de l'Océan Indien et les civilisations musulmanes. Dans le fond, le programme demeurait inchangé par rapport au précédent. Bref, les programmes intégrés de la classe de seconde jusqu'en classe de terminale concernant l'histoire contemporaine. En même temps, tous les thèmes sont axés sur les faits historiques se rapportant à l'histoire et la géographie de Madagascar, par exemple : l'impérialisme et ses conséquences, la décolonisation, le sous-développement du Tiers-Monde, la zone chaude etc.

L'objectif était d'expliquer le sous-développement de Madagascar à l'aide de l'histoire et de la géographie.

Sur le plan pédagogique, le choix des périodes et les thèmes à étudier étaient conditionnés par les besoins des élèves qui sont d'actualiser et d'adapter les cours d'histoire et de la géographie aux réalités malgaches. Le choix était également lié à un contexte socio-politique bien déterminé, à savoir la recherche de l'identité nationale et le désir des malgaches d'être solidaire avec les pays membres du Tiers-Monde surtout l'Afrique car Madagascar voulais s'identifier avec ces pays du Tiers-Monde qui ont subi eux aussi l'exploitation des grandes puissances et qui ont les même problèmes que Madagascar. Le principal objectif est de faire comprendre à l'élève malgache les problèmes de son pays.

Pourtant, l'éducation va prendre un nouveau tournant avec l'adoption de la charte de la Révolution socialiste malgache en 1975.

## II- UN PROGRAMME IMITE DU SOCIALISME ET VOLONTAIREMENT PROGRESSISTE

L'arrivée au pouvoir du président Ratsiraka Didier a donné naissance à l'adoption de la Charte de la révolution socialiste malgache en 1975. Ainsi, un profond changement fut entrepris concernant les contenus des programmes scolaires particulièrement pour l'histoire et la géographie. De ce fait, les diverses révisions ou aménagements du programme d'histoire et de la géographie depuis 1975

répondaient au souci d'intégrer l'éducation nationale dans le développement du pays et à la finalité du système d'éducation conformément aux dispositions de la charte de la révolution socialiste malgache qui est de construire une société socialiste moderne, décentralisée, harmonieusement équilibré et techniquement développée. Pour ce faire, l'Etat malgache a défini clairement par la loi N° 78-040<sup>22</sup> promulguée à Antananarivo le 17 juillet 1978. Les objectifs généraux de la politique de la république démocratique de Madagascar en matière d'éducation et de formation.

### **1- Le cadre juridique : la loi 78-040**

D'après la loi 78-040 du 17 juillet 1978, les objectifs fondamentaux de l'éducation à Madagascar sont : la démocratisation, la décentralisation et la malgachisation de l'enseignement.

- ✓ Démocratiser l'enseignement signifier donner les mêmes chances à tous les malgaches sans exception la possibilité de recevoir un enseignement de base, de s'instruire et de se former selon leur aptitudes conformément aux besoins de la nation malgache.
- ✓ La décentralisation s'applique aux décisions concernant la répartition à travers le territoire nationales des établissements d'enseignement (Niveau I dans les Fokontany (SFF), Niveau II dans les Firaisam-pokontany (SAFF), Niveau III dans les Fivondronam-pokontany (SAFM), Niveau IV dans les Faritany).
- ✓ La « malgachisation » de l'enseignement consiste à harmoniser le contenu et les méthodes de l'enseignement avec les impératifs de la révolution. Ceci implique également l'utilisation de la langue malgache comme langue d'enseignement.

L'école était donc devenue un berceau de la société socialiste et que les Malgaches de cette époque tendirent de construire. Elle était devenue un lieu de l'élaboration et de diffusion d'une culture nationale de libération visant à supprimer les rapports de production du capitaliste, jugés trop étroqués au bénéfice de rapports sociaux démocratisées et libérés de la domination impérialiste<sup>23</sup>.

En résumé, l'enseignement de l'histoire-géographie était de faire comprendre aux élèves les méfaits du système capitaliste et les bienfaits du système socialiste.

Il y a donc une affinité entre les contenus du programme et le modèle de société. Sur ce Tyler<sup>24</sup> a mentionné que: « la conception des objectifs est étroitement liée à une conception de la société, l'éducation à une fonction intégratrice. L'élève harmonisera et promouvra ainsi les tendances et les

---

<sup>22</sup> Voir l'annexe N° 5

L D'HAINAUT : *Des fins aux objectifs de l'éducation*, Paris, Nathan, 2<sup>ème</sup> édition, 1980, p 77.

<sup>23</sup> Instruction officielle dans le programme.

<sup>24</sup>Voir V et G De Landsheere, Tyler Rw: *Basic principles of curriculum and instruction*, Chicago University Press 1950, p 55.

talents individuels au profit de l'intérêt commun. Le rôle de « bons » objectifs est précisément de faire cette harmonisation.

## **2- L'élaboration du programme**

Il est important de rappeler ici qu'en 1973, le BEP et l'OTEP ont mis en place des institutions pour élaborer les programmes scolaires, mais ce n'est qu'en 1975 et en 1976 que des réaménagements des programmes sont effectifs, en vue de les adaptés aux besoins des élèves malgaches.

Un autre réaménagement du programme scolaire a été fait en 1980-1984.

En réalité, les programmes d'histoire-géographie et instruction civique intégrés depuis 1976 n'ont pas changé dans leur fond car dans le contenu, les programmes étaient identiques et restaient fidèles à l'esprit qu'a voulu leur donner la CNEP ou Commission Nationale d'Etude des Programmes, réuni en décembre 1973. S'il y a eu changement, ceux-ci sont plutôt d'ordre technique et concernaient surtout la présentation plus détaillée et la formulation des intitulés.

## **3- Le programme intégré d'histoire, de géographie et d'instruction civique**

Les programmes de 1975 restaient en vigueur dans l'ensemble avec des aménagements techniques dictées par les impératifs de la charte de la révolution socialiste malgache pour l'année scolaire 1976.

Les programmes intégrés de 1976 à 1986 présentent clairement le choix et les valeurs de l'idéologie socialiste.

En 1989, De Landsheer<sup>25</sup> affirme que : « depuis toujours, les philosophes et les politiciens ont assignés des objectifs à l'éducation, car éduquer implique toujours un objectif ».

De même, Jerry POCZTAR écrit que : « les finalités de l'éducation sont censées exprimées le consensus social en matière d'éducation et elles décrivent en quelque sorte le projet que la société se donne à un moment donné par la voix de ses dirigeants en disant ce que cette société dans son ensemble veut devenir et en décrivant le type d'homme qu'elle veut former ». <sup>26</sup>

Alors, nous nous demandons les raisons pour lesquelles les planificateurs du programme ont intégré les trois disciplines : l'histoire, la géographie, et l'instruction civique ?

En décembre 1973, l'objectif premier de la CNEP est le décloisonnement des disciplines qui constituent un obstacle à la perception du réel. Cependant, le monde et la vie sociale sont constitués

---

<sup>25</sup> De Landsheere, op.cit.

<sup>26</sup> Jerry POCTZAR : *La définition des objectifs pédagogiques*, 3<sup>ème</sup> édition ESF, Paris, 1987.

par des objets complexes et des phénomènes globaux. Mais cette culture en fragment s'avèrent être incapable de transmettre à l'élève un système de référence lui permettant d'actualiser et de saisir leurs propres relations cohérentes entre les divers objets étudiés et de saisir leur propre relation avec ces objets.

Nous connaissons que l'histoire a pour but d'étudier les rapports de l'homme au sein de la société. En d'autre terme, le mode de production capitaliste et socialiste.

Pour la géographie, elle consiste à déterminer les actions humaines dans le milieu où ils vivent. Quant à l'instruction civique, elle apprend aux élèves les valeurs et l'organisation sociale qui régissent leur nation, d'où une complémentarité entre les trois disciplines.

Et c'est pour cette complémentarité que ce dernier ainsi que les planificateurs du programme de l'année 1975 ont intégré les trois disciplines en une seule, sous la dénomination de TAJEFI (TAntara sy JEigrafiaary Fitaizana ho Isam-bahoaka).

C'était donc une première si l'on se réfère à l'histoire de l'éducation.

A partir de 1976, les programmes scolaires sont traités en deux langues dont le malgache et le français. La malgachisation de l'enseignement a commencé en 1976 en premier année du premier cycle (classe de T6 ou 6<sup>ème</sup>) et elle s'étendait progressivement d'année en année dans les classes supérieures. A partir de 1980, Les programmes de TAJEFI de T6-T9 (classe de 6<sup>ème</sup>-3<sup>ème</sup>) ne sont plus traités en Français.

Cette place du malgache a été définie par la CNEP de 1973 : « La langue Malagasy est comme l'indépendance et la liberté conquises, il faut la consolider et la sauvegarde et surtout en faire un instrument pour l'unité et non la discorde. Et c'est dans ce sens qu'il faut déployer les plus grands efforts pour la mise au point du Malgache commun en partant du malgache officiel qui doit être enrichi et perfectionné par les apports des variantes régionales ».

Le retour à la francisation de l'enseignement à partir de 1990 est dû en partie aux problèmes de cette mise au point du Malgache commun.

Depuis 1976, la majorité des thèmes a étudié par les élèves a été consacré à l'étude des méfaits du monde de production capitaliste, des bienfaits du mode de production socialiste, à approfondir les réalités nationales notamment socio-économique et à inculquer le civisme suivant l'impératif de la révolution socialiste malagasy.

#### **4- Le programme basé sur l'histoire contemporaine et la géographie de Madagascar**

En tenant compte des revendications des étudiants de 1972, les législateurs du programme d'histoire, de géographie et d'instruction civique intégrée ont orienté les nouveaux programmes (1976-1986) vers l'approche de l'histoire contemporaine et thématique et de géographie nationale.

Par conséquent, l'histoire universelle est abandonnée au profit de l'histoire nationale et contemporaine qui était considérée comme un moyen de lutte contre la situation de dépendance dans laquelle se trouvait Madagascar.

L'école est devenue un lieu où le régime politique de cette époque diffusait leur idéologie, permettant aux élèves d'analyser et de juger en connaissance de cause la situation de dépendance de Madagascar après la colonisation et de les amener à opter pour la voie socialiste. De ce fait la charte de la révolution socialiste a été introduite d'office au programme de TAJEFI.

L'étude de Madagascar dans les programmes de T6 à T12 (6<sup>ème</sup> à Terminale) tenait également une place importante.

De 1975-1986, la classe de sixième étudiait le milieu naturel et la civilisation traditionnelle malgache, en commençant par l'étude de leur localité.

En T7, le programme était consacré à l'étude du monde rural et urbain à Madagascar.

En T8, le programme contenait l'étude de Madagascar, qui est un pays victime de l'exploitation du monde capitaliste.

En T9, l'étude de l'évolution de la société et de l'économie malgache, en faisant l'étude régionale de Madagascar.

Nous remarquons que dans la classe de sixième jusqu'en de terminale, presque tous les thèmes d'études sont consacrés à l'étude de Madagascar.

D'après Jean Noël LUC<sup>27</sup> : « l'approche historique du milieu définit essentiellement une procédure d'observation, un état d'esprit, un mode d'investigation du réel car à travers les sollicitations historiques du milieu, l'élève n'est pas confronté immédiatement à des abstractions et à des concepts, mais à des problèmes incarnés dans son environnement, aux indices de l'évolution du cadre du mode de vie dans le passé proche. Elle participe à l'éveil général de l'intelligence et de la personnalité. Elle contribue à la formation civique et prépare l'acquisition d'une culture historique opératoire ». Toutefois, il y a aussi mentionné que : « l'exploitation du milieu nous semble être un point de départ nécessaire, mais s'il faut partir du milieu, il convient aussi de savoir le dépasser. L'étude de

---

<sup>27</sup> Jean Noël LUC : *L'histoire par l'étude du milieu*, 2<sup>ème</sup> édition ESF, Paris, 1984.

milieu différent élargit la prise de conscience des vestiges laissés par le passé et permet d'utiles exercices de comparaison et de généralisation».

Nous sommes du même avis, puisqu'entre 1976-1986, les connaissances acquises étaient réduites aux réalités nationales et sont en générale des faits contemporains. Ces élèves de n'ont pas des connaissances sur les civilisations universelles car ils n'étudiaient point les civilisations de la Préhistoire, de l'Antiquité, du Moyen Age, de la Renaissance et du Classicisme. A notre avis, ce programme réduit aux réalités nationales est une des causes de la baisse du niveau des élèves à partir des années 80 et que le Ministère de l'Education Nationale avec les aides des étrangers essaie actuellement de rehausser.

## **5- Le programme à tendance socio-économique**

La première chose que nous remarquons sur les programmes de TAJEFI (1976-1986) est son orientation socio-économique car la majorité des thèmes à étudier ce rapport à la production au sein de la société. Cette situation est conforme aux principes dictés par la loi 78-040, c'est-à-dire à l'option de la voie socialiste pour Madagascar.

### **5-1 Les thèmes sur le système «capitaliste »**

De 1975 à 1986, trois classes (T8, T11, T12) ont étudié le « capitalisme » à partir des exemples : les Etats-Unis, l'Europe de l'ouest (Angleterre) et le Japon. Les leçons sur le système capitaliste concernent la naissance, l'apogée du système capitalisme, le système colonial et toutes les nouvelles formes d'exploitation des pays capitalistes. L'objectif était donc de faire discerner par les élèves les rapports de production existantes et d'agir en connaissance de cause.

Il ne faut pas oublier que le but du TAJEFI était de former et d'éduquer des élèves à acquérir des connaissances « scientifiques », un esprit d'analyse et un esprit critique sur les faits historiques et géographiques, mais également socio-politiques et socio-économiques de leur pays.

L'enseignement du TAJEFI présente le système capitaliste d'une manière négative. On inculque à l'esprit des élèves que c'est le système capitaliste qui est la cause de notre sous-développement.

D'un autre côté, l'administration de l'époque veut se servir de l'enseignement de l'Histoire et Géographie comme arme pour contrer le capitalisme. DE LANDSHEERE (V) et (G) ont défendus cela précédemment.<sup>28</sup>

---

<sup>28</sup>DE LANDSHEERE (V) et (G) : *Définir les objectifs de l'éducation*, PUF, Paris, 1989.

Tableau n°4 : TABLEAU MONTRANT LES MEFAITS DU SYSTEME CAPITALISTE

| Année<br>Classe | 1976  | 1980-1984  |
|-----------------|---|--|
| T8              | <p>Les fondements historiques du « sous-développement »</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le développement du capitalisme et le phénomène colonial ; le but de la colonisation.</li> <li>• La fin du colonialisme classique et l'apparition de formes nouvelles d'exploitation.</li> </ul> | <p>Ny Kapitalisma<br/>Ny olana aterany amin'izao tontolo izao.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Fanjakazakana: <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ ara-toekarena</li> <li>▪ ara-tafika</li> <li>▪ ara-politika</li> </ul> </li> </ul> <p>Madagasikara firenena niharan'ny fanjakazakana nateraky ny kapitalisme.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Fanjanahantany.</li> <li>➤ Fanjanahantany amin'ny endriny vaovao.</li> <li>➤ Madagasikara tany iharan'ny tsy fahampiana.</li> </ul>   |
| T11             | <p>La crise mondiale du capitalisme</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la crise et ses prolongements dans le monde</li> </ul>   | <p>Le capitalisme monopoliste et l'impérialisme<br/>Le développement industriel et ses conséquences</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Renforcement des clivages et des antagonismes socio-économiques : la lutte des classes entre la Bourgeoisie manufacturière et le prolétariat ouvrier (misère rural, bas salaire et absence de la réglementation du travail etc.)</li> <li>➤ Manifestation et conséquence de rivalités des puissances impérialistes.</li> <li>• Renforcement du système colonial.</li> <li>• Aggravation des contradictions au sein du capitaliste (la première Guerre Mondiale, la crise de 1929, le</li> </ul> |

|     |  | deuxième Guerre Mondiale   |
|-----|--|--|
| T12 | L'Amérique anglo-saxonne : exemple des Etats-Unis<br><br>Les malaises du système Américain « problème sociaux et problèmes raciaux » | <p>La société américaine</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Une société non homogène : une société de classes.</li> <li>➤ Les malaises sociaux : le chômage, la population, les drogues, les violences sociales, les manifestations d'inégalités sociales « les contestataires ».</li> </ul> |

Source : Ministère de l'Education Nationale.

L'analyse de ce tableau nous montre que le système capitaliste à cause de la concurrence illimitée des grandes puissances est la cause de la colonisation des pays d'Afrique, d'Asie et de Madagascar. Les pays capitalistes cherchent par tous les moyens à dominer le monde économique, militaire et politique. Et c'est encore les rivalités entre ces pays qui ont entraîné la première Guerre Mondiale, la crise de 1929 et la deuxième Guerre Mondiale qui ont ravagé le monde entier. Le monde capitaliste est aussi un monde d'inégalité sociale et de discrimination raciale (par exemple : problème des noirs aux Etats-Unis). La classe ouvrière est exposée à plusieurs sortes de problèmes, comme le bas salaire, l'absence de la réglementation du travail etc.

Le but de l'enseignement de ces méfaits du système capitaliste est d'apprendre aux élèves malgaches que la voie capitaliste ne convient pas aux malgaches. Alors, il faut choisir la voie socialiste, si on veut se soustraire de la domination de ces pays capitaliste, si on veut acquérir notre indépendance sur tous les plans et combattre toutes sortes d'injustice sociale.

En 1990, dans les classes de T8, on enseignait surtout aux élèves que Madagascar était victime de toutes formes d'exploitations du système capitalisme à savoir la colonisation par l'économie de traite et le pacte colonial et le néocolonialisme par la loi cadre et les accords de coopération franco-malgaches. Le sous-développement de Madagascar est dû à la détérioration des termes de l'échange. On cherche surtout à ce que les jeunes malgaches détestent le système capitaliste.

Le chauvinisme excessif des dirigeants de l'époque allait engendrer beaucoup de méfaits pour le pays et ce jusqu'à nos jours.

## 5-2 Les thèmes sur le système «socialiste»

Comme sur le thème « capitaliste », le système socialiste en T8, T9, T11 et T12 avec des études de cas : l'URSS et la Chine. L'objectif était de convaincre les élèves que la voie du socialisme est la voie à suivre, si on veut sortir de notre sous-développement en montrant aux élèves comment la Russie et la Chine arrivaient à se hisser au rang des pays développés en adoptant le système socialiste. Rappelons encore que le souci de l'Etat malgache à cette époque était la création d'une société plus juste avec la création d'un homme nouveau débarrassé de toutes les contraintes et de tous les préjugés acquis à l'option socialiste et prêt à lutter pour l'instauration d'une justice sociale dans un pays qui en a longtemps privé.

L'enseignement du TAJEFI était donc devenu un instrument de libération et de progrès.

Le programme montre alors aux élèves que si Madagascar était et est un pays sous-développé c'est surtout à cause de l'exploitation du système capitaliste et la voie socialisme est le seul moyen efficace pour sortir du sous-développement<sup>29</sup> et de la domination des pays développés d'où l'introduction de l'étude de la révolution socialiste et de la révolution russe dans le programme.

Il ne faut pas oublier que la décolonisation donnait du Socialisme soviétique un nouvel élan auprès des pays du Tiers-Monde qui voyaient dans la voie socialiste un moyen d'échapper à l'impérialisme et une solution au blocage du développement.

Sous forme de tableau, reprenons tous les thèmes qui présentent que la voie socialiste est une solution pour sortir du sous-développement.

Tableau n°5 : La voie socialiste est une voie pour sortir du sous-développement

| Année<br>Classe  | 1976   | 1980-1984  |
|------------------|--|--|
| 6 <sup>ème</sup> | <ul style="list-style-type: none"><li>• Les problèmes du monde rural.</li></ul>  | <ul style="list-style-type: none"><li>• NY asa fivelomana sy ny fihariana.<br/>➤ Ny fokonolona: ny anjara toerany eo amin'ny fanorenana ny sosialisma.</li></ul> |
|                  | <ul style="list-style-type: none"><li>• La réforme agraire d'après la charte de la révolution socialiste malagasy.</li></ul> | <ul style="list-style-type: none"><li>➤ Ny vaha olana</li><li>➤ Ny fanavaozana sy fizakan-tena araka ny sori-dalana voarakitra</li></ul>                         |

<sup>29</sup> Livre rouge p.19.

|                  |  |  |
|------------------|--|--|
| 5 <sup>ème</sup> | <ul style="list-style-type: none"> <li>• La terre appartient à ceux qui la travaillent.</li> <li>• Les problèmes de remembrement des terres : les coopératives des Fonkontany et le principe de « la maîtrise populaire du développement ».</li> </ul> | <p>ao anaty Boky mena</p> <p>-Ny fananganana koperativa socialiste mamokatra</p> <p>-politikan'ny fifindra-monina</p> <p>-ny famahoahana ny fampianarana</p>   |
| 4 <sup>ème</sup> | <ul style="list-style-type: none"> <li>• La lutte contre le « sous-développement ».</li> <li>• Le choix de la révolution socialiste malgache.</li> <li>• Les voies et moyen de réalisations du programme de la révolution socialiste.</li> </ul>       | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Ny ady amin'ny tsy fahampiana :</li> <li>• Ny sosialisma:</li> <li>➤ Famaritana.</li> <li>➤ Ny ady atao ho fampivoarana ny toekarena sy ny fiaraha-monina Malagasy, ny safidy sosialista arak any fototra iorenan'ny revolisiona sosialista.</li> <li>➤ Farimbona sosialista.</li> <li>➤ Orinasa sosialista.</li> <li>➤ Fanavaozana ny fizakan-tena.</li> <li>➤ Fandraisana ho fananam-pirenena ireo fitaovam-pamokarana iankinan'ny aim-pirenena.</li> <li>➤ Politika mifandray vazan-tany efatra.</li> <li>➤ Ny fifandraisana ara-diplômasia, ara-barotra, ara-toe-karena.</li> </ul> |
|                  | <ul style="list-style-type: none"> <li>• La marche vers l'indépendance et la lutte de libération nationale.</li> <li>• La révolution socialiste malagasy.</li> <li>• Option de la charte.</li> <li>• La république</li> </ul>                          | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Ny revolisiona Malagasy.</li> <li>• Ny antony nisafidianana ny sosialista.</li> <li>• Fampivoarana ara-toekarena, ara-pitondrana, ara-tsosialy.</li> </ul>  |

|                  |   |   |
|------------------|---|---|
| 3 <sup>ème</sup> | <p>démocratique Malagasy.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Mode de production socialiste.</li> <li>➤ Les fondements de l'économie socialiste : l'apport marxisme léninisme.</li> <li>➤ Collectivisation et réalisation de l'entreprise.</li> <li>➤ Planification.</li> <li>➤ Mode de distribution des revenus.</li> </ul> |   |
| T11              |   | <p>Recherches de solutions (Tiers-Monde)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• voie capitaliste : ex : « le faux miracle ivoirien »</li> <li>• voie socialiste : ex : « Mozambique et Algérie »</li> </ul> <p>Démontrer la possibilité de mobilisation de la masse</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ parler des différentes mesures socio-économiques et politiques prises par les pays du Tiers-Monde, ayant opté pour l'orientation socialiste</li> <li>▪ Madagascar</li> </ul> <p>Etudier le cas de Madagascar pour l'étude de la voie socialiste (document de base : la charte de la révolution socialiste Malagasy).</p> |
| Année<br>Classe  | 1976  | 1980-1984   |
|                  | ➤ Le modèle soviétique  | Ex : URSS   |

|     |  |   |
|-----|--|---|
| T12 | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le modèle soviétique de développement et non évolution.</li> <li>• La société soviétique « l'homme nouveau » « le réalisme socialisme »</li> <li>➤ Le modèle chinois</li> <li>• La « voie chinoise » du développement : évolution et originalité.</li> <li>• La révolution culturelle et la nouvelle société</li> </ul> | <p>Une société de travail</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'homme objet d toutes préoccupations, travail, émulation, revenu, logement, salaire, loisirs,....</li> <li>• Le réalisme socialiste au service de l'éducation socialiste, de la société et des intérêts du peuple travailleur : création de l'homme nouveau.</li> </ul> |
|-----|--|---|

Source : Ministère de l'Education Nationale.

L'analyse de ce tableau montre que l'enseignement de TAJEFI légitime le choix politique de la République Démocratique de Madagascar et travail dans ce sens pour l'élaboration son modèle de société.

L'enseignement de ces trois disciplines intégrées était donc un moyen de promouvoir le socialisme car son but est de persuader les jeunes malgaches à opter pour la voie socialiste suivie par la Russie qui est devenu une des grandes puissances mondiales ainsi que la Chine.

En même temps, on enseignait aux jeunes malgaches que la voie capitaliste est néfaste même pour les modèles de réussite dans ce genre comme « le faux miracle ivoirien » ; malgré la hausse de son taux de croissance économique, la Côte d'Ivoire qui a choisi la voie capitaliste devient de plus en plus endetté et son économie est dominée par les multinationales. On démontre aux jeunes malgaches les bienfaits du socialisme comme la possibilité de mobilisation de la masse en vue de l'indépendance économique qui est indiquée dans le programme de T11 comme la seule possibilité pour le Tiers-Monde, riche en main d'œuvre, d'améliorer le niveau de vie de sa population. L'enseignement leur parle des différentes mesures socio-économiques et politique prises par le pouvoir politique des pays socialistes, la maîtrise populaire des richesses nationales, au service des intérêts du peuple travailleur. Et pour Madagascar, l'étude de la charte est introduite dans le programme de TAJEFI.<sup>30</sup>

### 5-3 Les thèmes « sous-développement » et « Tiers-Monde »

A la suite des revendications populaires de 1972, les planificateurs du programme scolaire ont accordé une place importante à l'étude de Madagascar. L'étude du sous-développement et du Tiers-Monde avec lesquels s'identifie Madagascar était de ce fait non négligeable.

Pour la classe de quatrième, on enseignait le caractère « sous-développement » de l'économie malgache de 1976-1986. Il s'agit de la réalité malgache en histoire et en géographie. Et l'enseignement de cette vérité et de ce réalisme débouche vers un diagnostic qui devrait permettre aux élèves malgaches de se situer par rapports à la communauté internationale.

Tandis que pour la classe de première, le programme met l'accent sur l'approche critique de la notion du sous-développement. Pour la classe de terminale, l'enseignement se focalise sur l'étude de la civilisation du Tiers-Monde. Cette fréquence de thème sur le sous-développement dans le programme de TAJEFI justifie la volonté de l'Etat malgache d'être solidaire des africains et asiatiques sous-développés.

---

<sup>30</sup>DE LANDSHEERE (V) et (G) : *Définir les objectifs de l'éducation*, PUF, Paris, 1989.

De plus, l'enseignement de TAJEFI est destiné à faire connaître aux élèves les buts attribués par l'Etat dans sa politique de développement pour lutter contre le sous-développement. Ainsi, le programme scolaire concerne les problèmes des pays sous-développés et les recherches de solution. Parmi ces problèmes : la forte poussée démographique, la sous-alimentation et la malnutrition, l'insuffisance des infrastructures sociales et culturelles, le caractère prépondérant de l'agriculture, la situation de dépendance dans laquelle se trouvait l'économie malgache. Il fait connaître aux élèves les obstacles au développement et les tendances au blocage et l'échange inégal qui sont les causes du déficit de la balance de paiement et de l'incapacité des Etats du Tiers-Monde à faire des investissements, d'où la solution la plus efficace pour sortir du sous-développement : la voie socialiste. La voie socialiste permet de supprimer les rapports de production capitaliste, au bénéfice de rapports sociaux démocratisés et d'instaurer une société juste et libérée de toutes formes d'exploitation car les moyens de production se trouvent entre les mains de la population toute entière ou la masse populaire.

Bref, l'enseignement de TAJEFI de 1976-1986 est teinté du choix politique de la deuxième République de Madagascar. Voyons par la suite une autre tendance du programme.

#### **6- Le penchant pour une histoire politique**

Les programmes intégrés de 1976-1986 mettaient en exergue la structure sociale et économique de la société. Le but de l'enseignement de TAJEFI, conformément aux principes dictés par le Livre Rouge est d'inculquer aux élèves les notions de cause à effet des rapports socio-économiques existants pour former des jeunes responsables, ayant un esprit d'analyse critique pour une situation donnée.

Et précisément, l'histoire politique occupe une partie importante dans ce programme intégré, surtout l'histoire de Madagascar des origines jusqu'à l'époque de la République Démocratique de Madagascar de 1976.

Le programme scolaire de la classe de T6 contient l'étude de la civilisation malgache traditionnelle et son évolution.

L'étude historique et humaine de Madagascar; la mise en place du peuplement ; le problème des origines ; la population actuelle était étudié en classe de T7.

Pour la classe de T8, la colonisation et les réactions à l'oppression coloniale et la marche vers l'indépendance figurait dans le programme scolaire.

La classe de première étudiait: les forces en présence et le caractère mondial de la deuxième guerre mondiale et ses conséquences (ONU, la formation des deux blocs et le développement du nationalisme dans les pays colonisés).

Et en classe de terminale, on enseignait les problèmes des relations internationales, les problèmes des rapports entre « pays riche et pauvre », le non-alignement et les lutte de libération nationale et les mouvements révolutionnaires anti-impérialistes (ANC, OLP etc.).

Tous ces thèmes sur l'histoire politique se lient aux formes d'exploitations subies par l'Afrique, l'Asie, l'Amérique latine et Madagascar, au système colonial et aux luttes de libération nationale.

Le but en est de montrer aux élèves combien l'histoire de peuple d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et de Madagascar est bouleversées par la domination et la suprématie des Grandes puissances économiques, et dorénavant il faut lutter contre cette hégémonie des pays capitalistes et pour ce faire il est essentiel d'être solidaire avec les autres pays sous-développés.

La principale lacune de ces programmes de TAJEFI est la réduction des connaissances acquises par les élèves aux réalités et aux quelques faits de civilisation nationale, au détriment des civilisations universelles. En plus cette inculcation excessive à l'esprit des élèves de cette idéologie socialiste pourrait être dangereuse (rejet de toutes les nouveautés occidentales, risque d'isolement, hostilité démesurée envers les riches,...)

## CONCLUSION

Ainsi, on pourrait dire que l'enseignement à Madagascar au cours la Première République est façonné en grande partie par l'héritage colonial. Même si l'octroi de l'indépendance fut à la fois source de joie et d'inquiétude. Dans ce cas la population malgache commence à s'habituer dans un système de gouvernement moderne. En plus la prise importante de la place de responsabilité des enseignants malgaches tient une place importante, ainsi que l'implantation et l'ouverture des écoles publiques dans toutes les provinces illustrées avec l'augmentation du taux de réussite aux divers examens. Cette situation engendre des impacts flagrants au niveau du nombre des apprenants dans chaque province. Mais cet édifice scolaire commençait à basculer vers la deuxième moitié de la première décennie de l'indépendance à cause de l'inadaptation de ce système éducatif et linguistique à Madagascar qui provoque sans doute la chute des résultats aux examens officiels.

La proportion élevée d'illettrés (analphabète et personnes sachant lire mais ne pas écrire) et l'écart croissant entre villes et campagnes, portaient atteinte à la crédibilité du régime en général et semblaient accélérer la perte de confiance et de fidélité à l'instruction éducative locale en particulier. A notre avis, cette mauvaise conjoncture socio-économique a incité, sans doute, le peuple malgache qui est de nature « irénique » à « mettre les pieds dans le plat » en 1972.

L'enseignement devrait donc satisfaire les attentes de la société, avancées par le pouvoir politique.

La fin du régime de la Première République et l'avènement de Didier RATSIRAKA au pouvoir avec la mise en place de la charte de la révolution socialiste en 1975 ont entraîné un changement radical sur les programmes d'histoire et de géographie à Madagascar à partir de cette année. Ainsi, les programmes intégrés de TAJEFI présentent sans ambivalence le choix et les valeurs de l'idéologie socialiste conformément aux dispositifs de la charte, la finalité en est la création d'une société plus juste.

Les législateurs des programmes scolaires ont cependant accordé une place prépondérante à l'étude sociale et économique de la société, pour mettre en saillie les méfaits du système capitaliste et les bienfaits du système socialiste.

Ils ont également attribué une place importante à l'étude de l'Histoire et Géographie de Madagascar : les buts sont d'unir, de mobiliser et de consolider les malgaches par le biais de l'histoire l'unité nationale en développant chez les jeunes malgaches un sentiment d'attachement à leur pays.

Ce programme est marqué par les points suivant : son orientation idéologique, la décolonisation de l'histoire, le nationalisme et la malgachisation.

**DEUXIEME PARTIE**

**OUVERTURE ET REAJUSTEMENT**

**APRES L'ADOPTION DU**

**PROGRAMME D'AJUSTEMENT**

**STRUCTUREL OU PAS**

A partir des années 1980, Madagascar et plusieurs pays ont entré dans une phase de crise économique et politique. En 1986, le retour au programme plus classique est remarquable, ce fait est lié évidemment aux visées politiques qui tendaient vers une libération et à une ouverture à l'étranger. On procédait alors à un réajustement de l'enseignement aux réalités nationales. Ce fait est lié au contexte de l'époque.

#### I- LE CONTEXTE HISTORIQUE

Au milieu des années 80, les bailleurs de fonds tels que le FMI (Fonds Monétaire International) et la BM (Banque Mondiale) ont imposé à l'Etat malgache le « gel des fonctionnaires ». L'endettement sans issus des petits pays comme Madagascar vers la fin de la seconde du XXème siècle a entraîné la mise en cause de la crédibilité de ces pays en développement qui n'arrivent plus à rembourser leurs dettes.

Il s'agit d'une série de mesures interdisant le recrutement de nouveaux fonctionnaires afin de limiter les dépenses. Le secteur de l'éducation a été la principale victime car le nombre d'enseignants fonctionnaires était insuffisant.

L'attribution de ces fonds est conditionnée par l'acceptation du pays solvable de suivre un vaste programme, recommandé par le FMI, dénommé Programme d'Ajustement Structurel (PAS).

En général, le PAS est synonyme de « redressement ».

Par la suite, les pays concernés règlent chacun leur programme de gouvernement suivant les exigences de l'ajustement structurel, matérialisés par des séries de restriction que le gouvernement assisté doit respecter, sous la stricte surveillance du FMI comme la diminution des dépenses publiques, le désengagement de l'Etat, la suppression des subventions des dépenses publique, etc. Donc, le recours au FMI est inévitable pour la plupart des pays de la planète. C'était le cas et c'est encore le cas de notre pays et l'adoption d'une économie libérale que cela exige a obligé notre pays à l'économie planifiée à changer la politique, d'où la fin de la fin de la République Démocratique de Madagascar en 1991, car Madagascar entrait à partir de mai 1991 dans une phase de crise politique qui se traduit par des contestations et des manifestations de rues et le régime de la seconde République est ébranlé.

La mauvaise gestion des affaires de l'Etat pendant la deuxième République a entraîné l'économie de Madagascar dans une phase de difficulté. Madagascar ne pouvait plus investir et la balance de paiement se trouvait dans une situation déficitaire. C'était pourquoi on a été obligé de faire recours à la Banque Mondiale et ou le FMI et d'accepter le PAS, c'était donc la fin du régime socialiste à Madagascar.

A partir des 80, des accords ont été successivement ratifiés entre Madagascar en vue de redresser l'économie malgache, l'action menée par la banque mondiale et le FMI pour combattre et améliorer l'éducation, à préserver l'environnement, à accroître les possibilités économiques offertes aux femmes, à renforcer les services de planification démocratique, de santé et nutrition et à développer le secteur privé. Ces actions visent particulièrement la restructuration et la redynamisation d'un sous-secteur, comme l'éducation nationale (appuyée par le CREdit d'assistance au Secteur de l'EDucation ou CRESED), la santé publique (assistée par le CREdit pour la SANté ou CRESAN).

## II- LE PLAN D'AJUSTEMENT STRUCTUREL (PAS)

Pour résoudre les problèmes de l'éducation à Madagascar, l'Etat a mis en place le CRESED (CREdit d'assistance au Secteur de l'EDucation) en 1990 et la PRESEM (Programme de REnforcement du Secteur de l'Education à Madagascar). Leur objectif est d'améliorer la qualité et l'efficacité du secteur de l'éducation ( primaire et secondaire CEG) le CRESED axe ses activités sur les matières suivantes : Malgache, l'Histoire-Géographie, l'Anglais, les Sciences naturelles et le PRESEM sur le Français, le Mathématique, la Physique-Chimie.

Le projet comprend les parties suivantes :

-le renforcement des aptitudes sectorielles en matière d'administration de gestion et de planification et l'équipement en ressources humaines et matérielles.

-l'amélioration de la qualité de l'enseignement de base et de l'enseignement secondaire générale par la formation des enseignants. Pour arriver à cette fin définie, l'UERP ou Unité d'Etude et de Recherche Pédagogique a été créée par le décret N°89356 du 17 octobre 1989.

L'UERP est en charge de la recherche pédagogique, de l'étude et de la mise en forme des voies et moyens propres à l'amélioration de la qualité de l'enseignement.

Elle est donc créée pour mettre en œuvre la rationalisation de l'enseignement et notamment des programmes scolaires.

Elle a déjà aménagé les programmes de 1986-1987-1988-1989 applicables à partir de l'année scolaire 1990-1991<sup>31</sup>.

L'avènement de 1991 à Madagascar nécessite aussi une autre refonte des programmes scolaires, l'UERP a alors procédé à un autre réaménagement des programmes scolaires, c'est le programme de la

---

<sup>31</sup> Voir annexe N° 7

période transitoire de 1992<sup>32</sup> et en 1994<sup>33</sup>. Tout ce changement est lié aux changements fondamentaux d'orientation politique et économique de la nation malgache.

### III- LE CADRE JURIDIQUE : LA LOI 94-033

On a mis du temps pour remplacer la loi 78-040 car après la chute de la République démocratique de Madagascar, le modèle de société malgache est devenu flou.

#### Les finalités de l'éducation

La loi 94-033 portantes orientations générales du système de l'éducation et de formation à Madagascar<sup>34</sup> est voté par l'Assemblée Nationale le 23 novembre 1994. Ce changement d'orientation de la politique éducation malgache, officialisée par la loi 94-033 est rendue indispensable à cause de l'adoption du programme d'ajustement structurel et le contexte économique et politique.

Il faut noter que le cadre est défini très tardivement car en fin de compte les planificateurs du programme n'attendaient pas la publication de ce cadre juridique avant de réaménager les programmes.

Si pendant la deuxième République, l'éducation vise à la création d'une société socialiste, l'enseignement, après la fin du ce régime doit conférer aux élèves dans la pleine jouissance et de liberté le sens de leur responsabilité en tant que membre d'une société démocratique dans un Etat de droit.

Les objectifs fondamentaux qui constituent cette nouvelle loi sont :

- La libération des contenus et du système d'enseignement de tout précepte idéologique
- La promotion du partenaire dans la gestion des établissements scolaires
- L'aménagement d'un espace large au profit des langues étrangères à côté de la langue nationale
- La décentralisation du pouvoir de responsabilité en matière de gestion des établissements scolaires et de formation transférés aux Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD).

Faisons la comparaison de finalités de l'éducation contenue dans la loi 78-040 et 94-033

---

<sup>32</sup> Voir annexe N° 10

<sup>33</sup> Voir annexe N° 10

<sup>34</sup> Voir annexe N°8

Tableau n°6 : COMPARAISON ENTRE LES FINALITES des lois 78-040 et 94-033

| Lois      | 78-040  | 94-033   |
|-----------|---|--|
| Finalités | <p>La construction d'une société socialiste moderne décentralisée harmonieusement équilibrée et techniquement aux développée, conformément aux dispositions de la charte de la Révolution socialiste Malagasy.</p> <p>Les objectifs fondamentaux sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-la démocratisation du système de formation et d'éducation.</li> <li>- la décentralisation du système de l'éducation.</li> <li>-la Malgachisation de l'enseignement</li> </ul> | <p>Favoriser l'épanouissement physique, intellectuel, moral et artistique de la personnalité de l'individu, dans la pleine jouissance de sa liberté.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-Conférer aux membres de la société malgache le sens de leur responsabilité.</li> <li>-De protéger l'environnement, de promouvoir l'éducation d'autrui, de défendre la cause de la justice sociale.</li> <li>-De se montrer tolérants envers les systèmes sociaux politiques ou religieux différents de leur.</li> <li>-Prépare l'individu à une vie active</li> <li>-Libéré l'initiative, favoriser la créativité, développer l'esprit d'entreprise.</li> </ul> |

Source : Auteur.

A première vue, ces deux lois sont très différentes.

D'un côté, la loi 78-040 a pour but de construire une société socialiste malgache et de l'autre côté la loi 94-033 cherche à protéger les droits de chacun dans une société libérale.

Si la loi 78-040 privilégie la solidarité et l'éducation de masse par « la démocratisation » et « la décentralisation », en outre la loi 94-033 met en valeur l'épanouissement physique, intellectuel, moral et artistique de la personnalité de l'individu dans la pleine jouissance de sa liberté. De plus, l'un des objectifs principaux de la loi 78-040 est la malgachisation d l'enseignement. On note au contraire dans la loi 94-033 une tendance vers une liberté et une ouverture à l'étranger. Cela se traduit par cette

phrase : « l'éducation et la formation à Madagascar doivent prioritairement conférer aux membres de la société malgache le sens de leur responsabilité et la capacité d'être et de se montrer tolérants envers les systèmes sociaux, politiques ou religieux différents de leur mais veillent à ce que soient sauvegardés les droits de la personne et les valeurs humanistes communément admises ainsi que d'œuvre pour la sauvegarde de la souveraineté et de la cohésion nationale, la paix et la solidarité internationales dans un monde caractérisé par l'interdépendance ».

Donc, si la loi 78-040 montre une tendance vers la fermeture, au contraire la loi 94-033 annonce une ouverture vers l'étranger.

Cette loi 94-033 lance un appel à tous les membres de la société pour contribuer au développement économique de la nation, à la protection de l'environnement et du patrimoine du pays.

L'article 4 de la loi 94-033 préserve l'éducation contre l'influence des idéologies, d'où dépolitisation de l'enseignement.

Cet article 4 a mentionné également que: « l'éducation et la formation doivent être protégé contre tout risque de dérives, notamment contre leur confirmation par un groupe social, politique, religieux ou autre ».

Cependant, durant la deuxième République, l'école est un moyen efficace pour la diffusion de l'idéologie socialiste. De ce fait, la charte de la République socialiste soviétique a été introduit d'office par dans le programme de TAJEFL<sup>35</sup>.

#### IV- La langue d'enseignement

Si auparavant, par la loi 78-040, le gouvernement malgache a procédé à « malgachiser » l'enseignement, la langue d'enseignement était donc le Malgache officiel. Mais plus tard, en 1990, dans le cadre général de l'amélioration de la qualité de l'enseignement, le Ministère de l'enseignement secondaire et de l'éducation de base a pris une décision précise sur l'usage des langues dans tous les établissements scolaires ? Ainsi, Mr Velompanahy Aristide, le 01 octobre 1990 a promulgué la décision N°1001-90/MINESEB relative à l'usage des langues dans les établissements scolaires des niveaux I, II, III.

L'article 2 de cette décision a stipulé qu'à partir de la rentrée 1990-1991 les langues d'enseignement à utiliser :

---

<sup>35</sup>DE LANDSHEERE (V) et (G) : *Définir les objectifs de l'éducation*, PUF, Paris, 1989.

-Pour les niveaux II et III :

\*le malgache pour l'enseignement de malgache, de la morale et de l'Instruction civique, de l'histoire et de la géographie de Madagascar.

\*le français pour l'enseignement du français, des matières scientifiques, de l'histoire et de la géographie des autres pays et de la philosophie.

Il semble qu'il est très difficile d'appliquer cette décision car imaginer un peu un professeur d'histoire et de géographie qui doit enseigner l'histoire et la géographie de Madagascar en malgache et celles des autres pays en français. Cette situation pourrait perturber énormément les cours.

S'inscrivant dans la politique de revalorisation de l'enseignement à Madagascar actuellement la langue d'enseignement de toutes les matières sauf le malgache est le français.

La section 5 de la loi 94-033 concernant les langues d'enseignement est très vague car elle ne précise pas clairement les langues d'enseignement à utiliser. Ce sont donc les discours politiques qui nous dictent que le français est devenu la langue d'enseignement. Mais vu la situation actuelle : non-maîtrise du français par les enseignants et les élèves, la plupart des professeurs expliquent encore les leçons en malgache et donnent les résumés en français. La maîtrise du français s'améliore progressive

Mais en tant que citoyen malgache, il nous faut nous poser de question : est-ce- que la francisation de l'enseignement est une solution pour améliorer la qualité de l'enseignement à Madagascar ? Car il est vrai que parler une langue ne signifie pas uniquement transcrire un mot, elle véhicule une idée, un principe et une conception.

Il est utile de rappeler que pour l'enseignement de l'Histoire et la Géographie, la langue est juste un moyen et non une fin ou un but.

V- LES AMENAGEMENTS DU PROGRAMME D'HISTOIRE ET DE GEOGRAPHIE A PARTIR DE 1986  
A NOS JOURS

A partir de 1986, il existait quatre changements des programmes d'Histoire et de Géographie. Le premier en 1986-1987-1988 pour les classes de première et de cinquième et en 1988 pour les classes de terminale et de quatrième et en 1989 pour la classe de troisième.

Le deuxième aménagement en 1990.

Le troisième pendant la période transitoire de 1992.

Et le quatrième en 1994.

La crise politique et économique de la deuxième République a obligé Madagascar à demander l'aide des pays riches et d'adopter le PAS ce qui entraîne une tendance vers une libéralisation et une ouverture du pays à l'étranger à partir de 1986.

En 1991, Madagascar entre dans une phase de crise politique, marquée par des manifestations des rues qui ont abouti à la chute de la deuxième République de Madagascar. Le libéralisme a fortement inspiré la population malgache. Cette situation est liée au contexte international (l'échec de l'URSS), c'est-à-dire la naissance des mouvements pour le libéralisme, modèle occidental dans le monde entier, surtout dans les pays sous-développé.

Point n'est besoin de souligner ici l'ouverture de la troisième République à l'étranger.

Les programmes d'histoire-géographie servent d'indicateur à ce nouveau changement du contexte politique, économique de Madagascar à partir de 1986 car l'étude de l'histoire et de la géographie nationale et socio-économique est délaissée au profit de l'histoire universelle.

Selon les instructions officielles, le réaménagement du programme d'histoire et de géographie en 1986 était fait à cause de nombreuses remarques formulées par les Commissions Pédagogiques d'Etablissement (CPE), qui ont demandé la réactualisation et la revalorisation de l'enseignement.

La CPE est mise en place par l'arrêté N°3607 ENAC du 08 octobre 1986 et placée sous l'autorité directe du chef d'établissement. Les membres de CPE sont tous les enseignants de l'établissement et toutes personnes relevant de l'administration et pouvant éclairer les travaux de recherches pédagogiques. Son rôle est d'assurer le fonctionnement d'un système permanent à chaque enseignant de prendre part à tous les travaux de recherches pédagogiques selon les directives ministérielles.

Les enseignants ont donc vu les faiblesses du programme d'avant 1986 et plusieurs personnes ont souligné également la diminution du niveau de connaissance des élèves qui ont suivi les programmes de 1976 à 1986.

Alors, pour résoudre ces problèmes, la CNEP réunie en 1986, 1987, 1988 ont fait réintroduire l'histoire et la géographie universelles dans le programme. Elle a séparé le TAJEFI en 3 disciplines indépendants l'une de l'autre. Elle a réhabilité l'histoire et la géographie comme étant des disciplines ne s'incluant pas seulement dans la socio-économie.

Elles retrouvaient par conséquent leur spécificité, leurs propres méthodes et leur enseignement était alterné comme ce qui s'était passé avant 1973.

#### VI- PRESENTATION DES THEMES D'ETUDES

De 1976-1986, l'histoire-géographie thématique axée sur l'aspect socio-économique et l'évolution politique s'est imposé dans un lit basé autour programme de TAJEFI. L'effort était basé autour de la formation de citoyens responsables et engagés, dictée par la charte de la révolution socialiste. Cependant, à partir de 1986, le retour dans le programme à la périodisation classique analogue à celui d'avant 1973 était en marche. Les élèves étudient des thèmes classiques relatifs à la division des grandes périodes de l'histoire, en commençant par la préhistoire et les notions de base de l'histoire universelle.

Le programme de TAJEFI d'avant 1986, séparé en trois disciplines est donc complètement remanié en 1986. On note une reprise de programme d'histoire-géographie d'avant 1972.

Si on compare les thèmes étudiés dans les programmes de 1986-1987-1989 et ceux des programmes réaménagés, applicables à partir de 1990-1991, les programmes n'ont pas changé dans le contenu, sauf l'élimination de certains chapitres qui n'ajoutent rien à l'enchaînement logique des thèmes selon l'instruction officielle. Ce réaménagement a été fait car la lecture des divers rapports des CPE<sup>36</sup> et CPIE<sup>37</sup> parvenus aux services de la pédagogie du MINESEB<sup>38</sup> a montré que la plupart des enseignants éprouvait une certaines difficulté dans l'exécution des programmes scolaires car on a constaté que ceux de 1986-1987-1988 est en général trop chargé.

En effet, les programmes de 1986-1987-1988 demeuraient le document de référence, ainsi, les instructions officielles et les objectifs quo y sont définis restaient en vigueur. Pour les programmes de 1990 restaient un document de référence, seulement toutes les parties du programme se référant au

---

<sup>36</sup> Commission Pédagogique d'Etablissement.

<sup>37</sup> Commission Pédagogique d'Inter-Etablissement.

<sup>38</sup> Ministère de l'Enseignement Secondaire et de l'Education de Base.

programme socialiste ont été enlevée (Etude de l'Union soviétique, de la Chine), en plus quelques chapitres ont été rajouté comme l'émergence du Tiers-Monde, une nouvelle mutation dans les relations internationales (essoufflement du système communiste).

On sait que l'année scolaire de 1992 à cause de la grève de 1991 a été écourté, c'est pourquoi les élaborateurs du programme ont fait un allègement général. Ils se sont inspirés du manuel de géographie GREGH pour le programme de géographie de la classe de seconde. Ainsi, retour à la case départ des années de la première République.

Enfin, pour les programmes de 1994-1995, les thèmes étudiés en 1992 étaient en général maintenus, mais en plus, quelques chapitres ont été soit transférés d'un niveau à un autre, soit rajoutés comme la réapparition de la Révolution russe dans le programme de première, la gestion des ressources et de l'environnement, le tourisme. On a remarqué aussi dans ce nouveau programme de 1994-1995 l'adoption d'une nouvelle approche car ici les programmes se présentent d'une façon différentes car en dehors du contenu, les législateurs du programme ont mentionné aussi les objectifs de la matière et les objectifs de l'enseignement de la discipline à chaque niveau d'étude : sixième, cinquième, ainsi de suite jusqu'en classe de terminale.

On se demande alors ce que c'est que l'objectif ?

Pour DEWEY<sup>39</sup> : « un objectif signifie la précision à l'avance de la fin ou de l'achèvement possible d'un processus d'enseignement ». Pour RF Mager<sup>40</sup> : « un objectif est la description d'un ensemble de comportement (performances) r être dont l'étudiant doit se montrer capable pour être reconnu compétent, une fois qu'il a suivi tel ou tel enseignement».

Et quels en sont les avantages pour définir les objectifs ?

Cette détermination de préciser les objectifs aide énormément les professeurs et les étudiants, car elle permet d'évaluer avec efficacité la valeur d'un cours ou d'un programme et à y suggérer des améliorations du futur, de choisir convenablement les moyens et les méthodes d'enseignement. L'élève a aussi le moyen d'évaluer ses propres progrès tout au long du cours.

A titre exemple, les objectifs assignés par l'UERP à la matière histoire sont :

- acquérir les concepts de base en histoire
- comprendre la diversité des conditions matérielles et socio-culturelles
- pouvoir se situer dans le temps et dans l'espace

---

<sup>39</sup> DEWEY : *Définition dans le document de l'UERP*.

<sup>40</sup> RF Mager : *Comment définir des objectifs pédagogiques*, 2<sup>ème</sup> édition Bordas, Paris, 1990.

- être sensibilisé aux réalisations humaines nationales et étrangères
- développer son esprit de curiosité
- faire preuve d'esprit critique et de tolérance etc...

Les objectifs de l'histoire sont les suivants :

- comprendre le monde d'aujourd'hui dans sa diversité et dans son unité, identifier les relations de cause à effets de l'histoire,
- sélectionner les informations,
- distinguer faits et opinions en histoire,
- s'informer pour développer l'esprit critique.

Enfin, les objectifs par niveau :

- comprendre les fondements et l'évolution de quelques civilisations planétaires jusqu'au XIX siècle.
- utiliser le savoir-faire permettant l'appréhension de la démarche historique.

Cette nouvelle approche a pour but de diriger les enseignants

RF Mager a dit : « qu'il est important de pouvoir exprimer clairement le but que vous (les enseignant) voulez atteindre. C'est que lorsque vous ne savez pas au juste ou vous allez, votre voyage a des chances de mal se terminer avant même que vous ayez pu vous en apercevoir. »

Tout cela est alors dû à l'ouverture de Madagascar sur les innovations en matière de pédagogie à savoir la pédagogique par objectifs et l'enseignement centré sur l'élève.

Selon Jerry POCZTAR<sup>41</sup> : « Nous appelons « objectifs » ce que saura, sera ou fera un « élève » au terme d'un processus d'apprentissage dont on ne préjuge en rien pour l'instant. On passera d'une pédagogie dite « des contenus » à une pédagogie centré sur l'élève dans la mesure où l'objectif implique sa réussite car tout comme une « cible » qu'on ne peut viser n'est pas un cible, un objectif pédagogie qu'on ne peut pas atteindre n'est pas un objectif ».

La pédagogie par objectif et la pédagogie centrée sur l'élève devait donc préciser la capacité de l'élève à la fin de l'apprentissage.

De 1986-1995, les élèves de la classe de sixième ont à étudier la préhistoire et l'antiquité, la T7 : le monde du VII-XVIII siècle, la T8 l'évolution du monde aux XVII-XIX siècle et T9 le monde du XX siècle. Ceci marque la reprise des thèmes classiques d'avant 1972.

---

<sup>41</sup> Jerry POCZTAR : *La définition des objectifs pédagogiques*, 3<sup>ème</sup> édition, les éditions ESF, Paris, 1987.

## **1- La reprise de l'histoire et de la géographie universelles**

Si le programme d'avant 1986 était centré sur l'étude de Madagascar au premier cycle du secondaire, au contraire, à partir de 1986 on note un très grand élargissement des champs d'étude historique et géographique car le programme marque une large ouverture vers l'étranger.

Les élèves ont à approfondir de la classe de sixième à la classe terminale toutes les civilisations du monde entier.

Alors, les planificateurs du programme ont réintroduit dans le programme d'étude de plusieurs pays : l'Afrique, l'Amérique Latine, l'Amérique anglo-saxon, l'Europe, l'Océanie, l'Asie et surtout Madagascar.

La notion de civilisation est bien définie en classe de seconde. Le but pédagogique est de faire acquérir chez les élèves une méthode d'apprentissage dont ils en auront besoin pour comprendre l'évolution historique de l'humanité. Que chaque peuple possède la civilisation qui lui est particulière. Il faut donner aux élèves une connaissance générale de l'histoire tant dans le temps que dans l'espace et leur faire acquérir des connaissances sur les thèmes jalonnant l'histoire universelle. Ainsi, l'histoire de Madagascar est intégrée dans le cycle universel car l'objectif est de rendre les élèves capables de maîtriser les concepts fondamentaux de l'histoire de la civilisation malgache et ensuite de pouvoir situer exactement l'histoire de Madagascar dans le cycle universel. En 1986, l'étude du système capitaliste et socialiste fait partie des leçons sur l'histoire universelle. Il ne faut pas oublier que le souci de l'Etat est de former les élèves pour une compréhension internationale plus vaste. Ce fait est lié à un contexte économique bien déterminé : la politique économique est l'ouverture à l'étranger par des coopérations en vue de résoudre les problèmes économiques qui pesait sur la nation malgache.<sup>42</sup>

Pouvons- nous dire alors que le programme d'histoire et géographie de 1986 ont une conception européocentriste ?

RANDRIAMIANDRISOA écrit dans son mémoire que : « l'euro-péo-centricité du programme de 1986 se juge non pas par la place qu'occupe l'Europe mais des éléments qui sont plutôt d'ordre sémantique, à titre d'exemple : les divisions historiques (préhistoire, antiquité, moyen-âge etc...) sont employées pour la première fois par les européens. Et qui nous dit de tel vocable intègre au contexte malgache ?

Il nous semble que critiquer l'euro-péocentrisme dans le programme d'histoire-géographie est un non-sens car tant qu'on adopte les matières de penser occidentales, leur manière de vivre, on doit

---

<sup>42</sup>Jerry POCZTAR : *La définition des objectifs pédagogiques*, 3ème édition, les éditions ESF, Paris, 1987.

l'accepter comme valeur universelle et il faut devancer le niveau politique, scientifique ou économique d'un pays donné pour s'affranchir de cette situation ; également universel que soit, son état d'esprit, la vision du monde sera toujours focalisée par un pays qui a su être le pionnier dans un domaine quelconques.

A notre avis, ceci est vrai car si on analyse la situation avec l'adoption de ce programme d'ajustement structurel, avec la francisation de l'enseignement. Plusieurs domaines à Madagascar sont commandés par les étrangers surtout Français qui n'ont pas ménagé leurs efforts pour nous aider, Toutes fois, il faut faire attention à cette immixtion du PRESEM et de CRESED dans le domaine de l'enseignement, même si on a besoin de leurs aides car on risque de presser notre autonomie, notre langue et notre culture.

## **2- La dépolitisation de l'enseignement**

Dès l'année 1986, marqués par une tendance vers la libéralisation et l'ouverture à l'étranger, les planificateurs de programme ont soulagé le programme d'histoire-géographie en vigueur des notions idéologiques comme le système socialiste et capitaliste.

Pour bien voir ce changement d'orientation du programme à partir de 1986, nous allons comparer les programmes de la classe terminale de 1984-1986 et de 1996.

**Tableau n°7 : LES CAUSES ET LES SOLUTIONS DU SOUS-DEVELOPPEMENT dans les programmes de 1984-1986 et de 1996**

| Sous-développement | Les causes du sous-développement  | Les solutions contre le sous-développement   |
|--------------------|---|--|
| Année 1984-1986    | -facteurs internes<br>-facteurs externes<br>*ordre économique international et échange inégal<br>*développement du capitalisme et le phénomène colonial | -à l'échelon national<br>*la voie socialiste<br>*les mesures économiques (nationalisation etc...)<br>-à l'échelon international<br>*lutte contre l'hégémonie des grandes puissances<br>*OUA, non-alignement<br>*dialogue Nord-Sud<br>*dialogue Sud-Sud |

|      |   |  |
|------|---|--|
|      |   | -Madagascar : étude de la voie socialiste (d'après la charte de la révolution socialiste malagasy).  |
| 1996 | <ul style="list-style-type: none"> <li>-cause humaines</li> <li>*croissance démographique</li> <li>*carences fondamentales</li> <li>-causes économiques</li> <li>*sur le plan agricole</li> <li>*sur le plan industriel</li> <li>*sur le plan commercial</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>*solutions internes (PAS pour l'année scolaire 1994-1995)</li> <li>*solutions externes</li> <li>-dialogue Nord-Sud</li> <li>-dialogue Sud-Sud</li> <li>-Groupement régionaux</li> <li>-aides externes</li> <li>-aides extérieures</li> <li>-attitude devant les dettes</li> </ul> |

Source : Ministère de l'Education Nationale.

L'analyse de ce tableau nous permet d'avancer que le programme d'histoire-géographie avant 1986 accuse les pays capitalistes et la colonisation d'être responsables du sous-développement du Tiers-Monde et la principale solution avancée est la voie socialiste. Par conséquent, on a enseigné en classe les différentes mesures prises par l'Etat socialiste malgache. Par contre, à partir de 1986, l'enseignement ne prône plus l'idéologie socialiste et met l'accent sur les causes internes (essor démographique, faiblesse de l'agriculture, de l'industrie et du commerce) du sous-développement, on ne prend plus la voie socialiste comme une solution. Ceci est lié au contexte historique et économique après : le libéralisme.

Par suite, l'étude du PAS est incluse dans le programme de la classe terminale à partir de l'année scolaire 1995-1996.

L'étude de l'Union soviétique est carrément élimée dans le programme d'histoire et de la géographie de 1992, en 1995, les législateurs du programme ont réintroduit dans le programme de la classe de première l'étude de la Révolution russe, mais dans une nouvelle orientation car l'étude n'est plus axée pour mettre en valeur les bienfaits du système socialiste suivi par l'URSS.

On l'étudie seulement en tant que fait historique comme la révolution française qui a bouleversé le cours d'histoire universelle.

Ceci marque la volonté de l'Etat de changer complètement l'orientation du pays.

### **3- L'introduction de l'étude de l'environnement dans le programme à partir de 1986**

On sait qu'actuellement le problème de la destruction de l'environnement est un des problèmes majeurs du monde entier. L'action de la banque Mondiale et du FMI à Madagascar vise aussi cette protection de l'environnement.

On sent par conséquent se dessiner à travers le programme un objectif moralisateur pour sensibiliser les élèves sur les méfaits de l'incendie, le tavy, la culture sur brulis qui sont très importants dans les milieux chauds comme Madagascar.

On met en garde les élèves que la rupture des équilibres des phénomènes naturels est très dangereux pour l'humanité.

Cela se traduit par l'insertion de la partie intitulé : la conservation de la nature dans le chapitre sur les problèmes du monde actuel. Ce thème consacré à l'environnement est beaucoup plus détaillé dans le programme de 1995.

En géographie de seconde, un chapitre intitulé tectonique des plaques est aussi introduit dans le programme à partir de 1986, mais vu l'absence de documents d'accompagnement et l'insuffisance de manuels, les enseignants « éprouvent des difficultés dans la réalisation du cours ».<sup>43</sup>

Si tels sont les orientations de programmes d'histoire-géographie de 1986-1996. Faisons une étude plus approfondie sur les méthodes adoptées par l'UERP pour construire les programmes scolaires actuels.

### **VII- UNE NOUVELLE APPROCHE POUR LA CONCEPTION DES PROGRAMMES SCOLAIRES : L'APPROCHE CURRICULAIRE**

L'UERP a adopté une nouvelle approche appelée « approche curriculaire » pour la conception des programmes scolaires. Depuis longtemps dans beaucoup de pays et à Madagascar, les programmes scolaires officiels se réduisent encore à une liste de matières à enseigner et à une spécification du temps hebdomadaire à consacrer à chacune d'entre elles.

Avant tout, il faut bien connaître la différence entre « un programme scolaire » et un curriculum<sup>44</sup>.

Si le programme scolaire est la liste des contenus à enseigner, rédigée de chapitre en chapitre au niveau de chaque discipline et le découpage à priori des durées (horaires) affectés à chaque enseignement, le curriculum est au contraire un ensemble d'actions planifiées pour susciter

<sup>43</sup>Jerry POCTAR : *La définition des objectifs pédagogiques*, 3ème édition, les éditions ESF, Paris, 1987.

<sup>44</sup> Le terme curriculaire (curricula en pluriel) est un mot utilisé par les américains pour désigner « le problème scolaire vu de la façon la plus large ».

l'instruction, il comprend en effet la définition des objectifs de l'enseignement, les contenus, les méthodes (y compris l'évaluation), les matériels (y compris les manuels scolaires) et les dispositions relatives à la formation adéquate des enseignants.

D'après le professeur Louis d'Hainaut<sup>45</sup>, grand spécialiste de l'élaboration des curriculums dans les pays francophones, « un curriculum est un projet éducatif » qui définit :

- Les fins, les buts et les objectifs d'une action éducative
- Les voies, les moyens et les activités mis en œuvre pour atteindre ces buts
- Les méthodes et les outils pour évaluer dans quelle mesure l'action a porté ses fruits.

L'approche curriculaire essaie par conséquent de concilier trois préoccupations majeures : centration sur l'élève, sur le savoir à acquérir et sur la société.

-L'approche curriculaire doit faire passer au premier plan les besoins, les intérêts, les aptitudes et l'expérience vécu de l'élève.

-La progression dans l'apprentissage des disciplines est caractérisée par la netteté des objectifs poursuivis et la précisions des contenus à enseigner.

-La prise de conscience des principales activités sociales et des problèmes individuels et collectifs qu'elles soulèvent est recherchée pour favoriser l'intelligence sociale.

La clé de cette nouvelle méthode d'élaboration des curricula est précisément la définition des objectifs.

V et G De Landsheere eux aussi ont précisé que : « les questions de curriculum portent toujours sur les fins de l'éducation et les programmes seront d'autant plus efficaces et claires qu'ils s'expriment en comportements à apprendre et subsidiairement en liste des matières.

Pour une meilleure compréhension de cette nouvelle approche, reproduisons et faisons ici la comparaison entre les trois types de programme d'histoire, sur le premier chapitre intitulée la notion de civilisation, produits successivement par l'UERP en 1990 en 1995 et en 1996.

Tableau n°8 : Comparaison entre les programmes scolaires de 1990-1995 et 1996

---

<sup>45</sup> Louis d'Hainaut : *Des fins aux objectifs de l'éducation*, Paris, Nathan, 2<sup>ème</sup> édition, 1980.

## 1-En 1990

| Semaines | CHAPITRE   | LECON  |
|----------|--|--|
| 1-2      | LA NOTION DE CIVILISATION<br>1-Etude générale d'une civilisation | -Qu'est-ce-qu' une civilisation ?<br>-Les éléments constitutifs d'une civilisation<br>-Les caractères d'une civilisation<br>-Les grandes civilisations actuelles |
| 1        | 2-Les grandes périodes de l'histoire                             | -Tableau général de l'histoire de l'humanité et particularités essentielles de chaque période  |

## 2-En 1995

- Objectifs de la matière
- Objectifs de l'enseignement de l'histoire au lycée
- Objectifs de l'histoire en classe de seconde

A la fin de la classe de seconde, l'élève doit être capable de :

- comprendre les fondements et l'évolution de quelques civilisations planétaires jusqu'au XIX siècle
- utiliser les savoir-faire permettant l'appréhension de la démarche historique
  - volume horaire : 2 heures par semaine

## CONTENU

1-Notion de civilisation : définitions, caractères, évolution

## 3-En 1996

-Objectifs de la matière

-Objectifs de l'enseignement de l'histoire au lycée

-Objectifs de l'histoire en classe de seconde

A la fin de la classe de seconde, l'élève doit être capable de :

- comprendre les fondements et l'évolution de quelques civilisations planétaires jusqu'au XIX siècle.

- utiliser le savoir-faire permettant l'appréhension de la démarche historique
- volume horaire : 2 heures par semaine

## CONTENU

### LA NOTION DE CIVILISATION

(02 semaines de 2 heures)

Objectifs général : L'élève doit être capable de comprendre les éléments constitutifs d'une civilisation et son évolution.

| OBJECTIFS SPECIFIQUES   | CONTENU   | OBSERVATIONS  |
|---|---|---|
| L'élève doit être capable d(e) : Définir une « civilisation »<br>-Identifier les éléments constitutifs d'une civilisation | - Définition de civilisation<br>- Les éléments constitutifs d'une civilisation :<br>*un espace géographique<br>*une organisation politique et sociale<br>*des valeurs culturelles et religieuses. | Discuter les deux définitions de civilisation du pluri dictionnaire Larousse<br>1. action de civilisation (la présence française en Afrique a contribué à la civilisation de vastes régions)<br>2. Forme particulière de la vie d'une société, dans les domaines moral et religieux, politique, artistique, intellectuel, économique. |
| Caractériser l'évolution d'une civilisation   | -L'évolution d'une civilisation<br>- naissance<br>-apogée<br>-déclin<br>-fin  | -Donner des exemples de civilisations disparues, d'autres qui ont survécu très longuement. REMARQUE : cette leçon introductory doit être traitée assez rapidement<br>La prise de note se limitera à :<br>-noter les définitions de civilisation<br>-énumérer les éléments d'une civilisation  |

Nous constatons qu'en 1990, le programme d'histoire en classe de seconde se réduit à une liste des contenus à enseigner, rédigée de chapitre en chapitre et à la spécification du volume horaire

attribué à chaque chapitre. Les planificateurs des programmes n'ont pas défini ni les objectifs ni les activités, ni les méthodes d'enseignement.

Dans les programmes d'histoire de seconde de 1995 et de 1996, les objectifs sont identiques et bien définis, mais celui de 1996 essaie déjà de diriger les professeurs (3<sup>ème</sup> grille : observations) et à la fin du programme, les planificateurs ont donné des instructions sur la mise en œuvre du programme et sur le rôle important de l'évaluation. La première grille est réservée aux objectifs spécifiques, ceci témoigne qu'on passera actuellement d'une pédagogique dite « des contenus » à une pédagogie centrée sur l'élève dans la mesure où l'objectif implique sa réussite. (L'élève sera capable de + verbe d'action). A partir de cette comparaison, dégageons ici les avantages qu'on peut tirer de cette nouvelle approche.

Tout d'abord, l'absence des objectifs ouvre la porte aux déviations et aux esquives car le professeur est libre d'interpréter à sa façon chaque chapitre. Cette situation est dangereuse, notamment pour l'enseignement de l'histoire et de la géographie (deux disciplines pouvant véhiculer une idéologie).

Alors actuellement, les compétences exigées aux élèves, les méthodes et les moyens utilisées sont bien précisés, tout risque de déviation est éliminé. En plus, mettre en partie à la disposition des enseignants des batteries d'objectifs opérationnels (programme de 1996) leur épargne un travail considérable, selon V et G de Landsheere<sup>46</sup>. En effet, l'adoption de cette nouvelle approche se présente comme une solution pour les pays sous-développés comme Madagascar, face au manque de matériels didactiques, à l'insuffisance des manuels et de la formation des enseignants.

Cette nouvelle approche facilite vraiment le travail des professeurs. Prenons comme exemple : ce programme sur la notion de civilisation qu'on va appliquer à Madagascar, à partir de l'année scolaire 1996-1997.

Dans la grille intitulée « observation », les planificateurs du programme mentionnent déjà les activités que le professeur devait accomplir (discuter les deux définitions de civilisation du pluridictionnaire Larousse).

Selon les responsables à côté de ces trois grilles, il devait y avoir une autre pour l'évaluation, mais il leur paraît nécessaire de laisser à chaque enseignant l'initiative. Ils leurs donnent seulement quelques instructions sur les méthodes, les types et les supports d'évaluation.

---

<sup>46</sup>DE LANDSHEERE (V) et (G) : *Définir les objectifs de l'éducation*, PUF, Paris, 1989.

Assigner à l'enseignement des objectifs qui se traduisent chez les élèves par des comportements observables bien spécifiés présente donc de nombreux avantages : une aide précieuse aux professeurs, une meilleure évaluation des élèves qui est liée à la précision des critères et des objectifs, mais aussi une meilleure évaluation des enseignants car savoir avec précision si l'objectif est atteint ou non permet un ajustement adéquat de l'enseignement.

RF Mager<sup>47</sup> propose lui aussi qu' « avant d'établir vos programme d'enseignement, avant de déterminer la méthode ou matériel à utiliser, il est important de pouvoir exprimer clairement le but que vous voulez atteindre. C'est lorsque vous ne savez pas au juste où vous allez, votre voyage a des chances de mal se terminer, avant même que vous ayez pu vous en apercevoir ».

Savoir clairement où l'on veut aller facilite considérablement le choix des moyens ou révèle rapidement l'inadéquation de ceux dont on dispose ou que l'on a choisi.

Cette nouvelle approche vise aussi l'harmonisation de l'enseignement au niveau national.

En résumé, le concept d'objectif est essentiel à cette approche curriculaire, mais quels objectifs éducatifs l'école doit-elle chercher à atteindre ?

Pour Tyler, les objectifs sont déterminés par l'étude de l'enfant, de la société et de la nature des disciplines. Quant aux critères des choix à opérer, ils proviennent de la philosophie et de la psychologie.

La démarche générale de la construction d'un curriculum peut se schématiser de la façon suivante :

- 1- Adoption de la politique éducative. Les intentions de curriculum en découlent
- 2- Evaluation des besoins et des faisabilités
- 3- Définition des buts et des objectifs
- 4- Planification :
  - a. Les finalités étant connues, on s'interroge sur les contenus à donner à l'enseignement sur la méthodologie, les matériels et les instruments nécessaires, sur les formes d'évaluation.
  - b. Les besoins en formation de l'enseignement
- 5- Première élaboration structurée du programme
- 6- Expérimentation et évaluation
- 7- Elaboration définitive et diffusion générale accompagnée d'un contrôle de qualité

---

<sup>47</sup> RF Mager : op.cit.

En fait, cette démarche n'a guère été suivie dans son intégralité. Toutefois, l'approche curriculaire des programmes scolaires essaie de respecter la triple cohérence :

- 1- La cohérence entre les objectifs des programmes scolaires et les contenus de l'enseignement.
- 2- La cohérence entre les contenus et la nature de l'évaluation
- 3- La cohérence entre les objectifs et la nature de l'évaluation

Toute violation grave de l'une de ces trois règles invalide l'ensemble de l'action éducative et les essais et les expérimentations sont incontournables. La durée de l'expérimentation ne peut pas être inférieure à 2 ans pour avoir une validité scientifique car il faudra procéder à de longues observations pour acquérir une image d'ensemble de la vie quotidienne de la classe et de la façon dont les élèves la perçoivent.

Alors, l'UERP a conçu un calendrier faisant ressortir la programmation des travaux d'élaboration, d'expérimentation et de la mise en place des nouveaux programmes scolaires, conçus suivant l'approche curriculaire.

#### LE CALENDRIER D'ELABORATION DES CURRICULA

La stratégie retenue prévoit 2 ans 6 mois pour la construction de curriculum dont :

- 6 mois pour l'élaboration de la version expérimentale, réalisée par des chargés d'étude de l'UERP, des cadres de la direction de l'enseignement secondaire et de la direction de l'enseignement primaire, des enseignants de l'Ecole Normale Supérieure et des enseignants de collèges et des lycées. Ces programmes expérimentaux sont par la suite distribués aux enseignants expérimentateurs.
- Une (1) année pour l'expérimentation et l'évaluation. Les écoles d'expérimentation sont réparties dans toute l'île
  - 18 écoles primaires
  - 23 collèges d'enseignement général
  - 9 lycées d'enseignement général

La mise en œuvre est étudiée et les résultats sont évalués. Ces tests nous permettent donc de vérifier si les performances des élèves sont bien celles souhaitées, si les objectifs d'apprentissage et le contenus du curriculum sont adaptés aux besoins de formation des élèves, à leur niveau et à leur intérêts et de savoir quelles sont les causes d'échecs et de réussites.

Par exemple, la notion de civilisation ne figure pas dans le programme d'histoire version expérimentale, appliqué dans les écoles d'expérimentation pendant l'année scolaire 1994-1995, mais à partir des résultats des essais, les responsables ont pris conscience qu'il faut introduire l'étude de civilisation par l'étude de la notion de civilisation. Certains chapitres faisant partie de la version expérimentale sont aussi éliminés, par exemple le chapitre II intitulé l'Afrique noire, à cause du facteur temps.

-1 (une) année pour élaboration définitive, impression et la distribution.

Les curricula du secondaire seront élaborés et publiés suivant le calendrier suivant :

#### LE CALENDRIER D'ELABORATION DES CURRICULAS

| Classes<br>Année scolaire | 6 <sup>ème</sup> / 2 <sup>nde</sup>   | 5 <sup>ème</sup> / 1 <sup>ère</sup>   | 4 <sup>ème</sup> /Tle   | 3 <sup>ème</sup>                               |
|---------------------------|---|---|---|--|
| janv à sept 1994          | ETUDE   |   |   |  |
| 1994-1995                 | Test et expérimentation   | ETUDE   |   |  |
| 1995-1996                 | -rectification<br>-finalisation<br>-impression<br>-distribution<br>-formation | Test et expérimentation   | ETUDE   |  |
| 1996-1997                 | Généralisation  | -rectification<br>-finalisation<br>-impression<br>-distribution<br>-formation | Test et expérimentation   | ETUDE  |
| 1997-1998                 |   | Généralisation  | -rectification<br>-finalisation<br>-impression<br>-distribution<br>-formation | Test et expérimentation                        |
| 1998-1999                 |   |   | Généralisation  | -rectification<br>-finalisation<br>-impression |

|           |  |  |  |                             |
|-----------|--|--|--|-----------------------------|
|           |  |  |  | -distribution<br>-formation |
| 1999-2000 |  |  |  | Généralisation              |

D'après ce calendrier, les programmes de la classe de sixième et de seconde seront appliqués à partir de l'année scolaire 1996-1997 ; à cette époque, l'UERP est en train d'imprimer ces programmes et il va les distribuer dès le début des grandes vacances ; ceux de la classe de terminale et de quatrième en phase d'expérimentation et enfin celui de la classe de troisième se trouve encore en phase d'étude. En un mot, la construction des programmes scolaires ou la traduction des buts en contenus d'éducation est très difficile, alors il faut choisir la méthode la plus efficace et donner aux législateurs des programmes une formation plus approfondie sur les techniques d'élaboration de curricula.

Ce fait est également remarqué pour la matière Histoire-géographie et ce fait ressentir ou remarqué jusqu'à la troisième République.

Voici un tableau qui précise cela :

Tableau N°9 : Tableau récapitulatif des grandes idées des programmes scolaires d'Histoire-Géographie de la première, seconde et troisième République.

| Première République  | Deuxième République  | Troisième République   |
|--|--|--|
| Le programme scolaire était identique à celui de la France. (Cf tableau N° 1 et 2) | Le programme scolaire était centré autour du monde socialisme. L'implication étatique était remarquée (Cf tableau N° 4 et 5) | Le programme scolaire est recentré sur la dépolitisation de l'enseignement (Cf tableau N° 7-8) |

Source : Auteur.

VIII- La loi 2004-004 du 26 juillet 2004 et N°2008-011 du 17 juillet 2008 (EPT : Education Pour Tous)

Ces lois portant orientation générale du SEEFM revêtent des principes fondamentaux articulés autour de quelques idées forces :

- Droit à l'éducation et à la formation (Education Pour Tous)
- Décentralisation de pouvoirs et compétences en matière de gestion des établissements scolaires aux CTD
- Adaptation des partenariats dans la gestion des établissements scolaires
- Importance de l'école et des établissements d'enseignement et de formation en matière d'éducation
- Droit et obligation de l'élève (apprenant)
- Mise en place de l'Office Nationale de l'Education de Masse et du Civisme (OECM)

Remarque :

- ✓ Cette dernière loi a fait l'objet d'un projet de loi n°2005-041 du 23 novembre 2005 modifiant certaines dispositions en matière d'orientation du SEEFM. Cette modification concerne particulièrement éducation fondamentale du second cycle réduite à trois ans au lieu de quatre ans. Ainsi, l'éducation fondamentale est dispensée sur dix ans.
- ✓ Le nouveau Plan EPT (2008) est en ligne avec les objectifs du MAP<sup>48</sup> et avec ceux du millénaire. Parmi les principales réformes, l'allongement du primaire de 5 à 7 et la fourniture d'une éducation de base de dix ans figurent parmi les grands chantiers. La mise en place des réformes est prévue de manière progressive. Ainsi, l'expression du primaire se ferait-t-elle sur une période de sept ans, avec une expérience des nouveaux curricula et des manuels avant leur généralisation progressive.

---

<sup>48</sup> MADAGASCAR : EN MARCHE VERS L'EDUCATION PRIMAIRE UNIVERSELLE POUR TOUS ? : Diana COURY et Nelly RAKOTO-TIANA, Edition IRD, Marseille 2010.

## CONCLUSION

Les changements fondamentaux d'orientation politique et économique de la nation et l'ouverture sur les innovations en matière de pédagogie sont autant de raisons majeures qui ont dicté la recontextualisation des programmes scolaires à partir de 1986 jusqu'à maintenant. Depuis 1990, le Ministère de l'éducation nationale par le biais de l'unité d'étude et de recherche pédagogiques s'est donné comme tache le réexamen, voire la réforme de ces derniers.

Pour ce faire, en 1990, l'UERP a réaménagé les programmes scolaires de 1986, 1987, 1988 de la classe de seconde, première et terminale. Par la suite, à cause de la grève de 1991, l'année scolaire 1992 étant écourtée, alors l'UERP est obligé d'alléger les programmes scolaires de 1990, en éliminant quelques chapitres. Puis en 1994, la grève terminée, il faut encore que l'UERP fasse un autre réaménagement pour les réactualisations. C'est pour remédier donc à ce changement fréquent des programmes scolaires que l'UERP a choisi l'approche curriculaire.

L'enseignement de la matière Histoire-Géographie n'y fait pas exception. Des réformes dans les programmes scolaires ont été effectuées et elles sont toujours d'actualité. A partir de la troisième République, cette matière a de trouver un nouveau souffle.

**TROISIÈME PARTIE**

**RECOMMANDATIONS ET**

**PERSPECTIVES**

Après avoir pris connaissance de la situation globale de l'enseignement et de l'éducation nationale, nous avons poursuivi notre étude dans la constatation des réalités vécues. L'enseignement à Madagascar a connu des hauts et des bas depuis la première République jusqu'à la troisième République voire même jusqu'à nos jours. Des réformes ont été entreprises dans ce sens que ce soit pour le perfectionnement ou la pratique. Ils ont constitué entre autres des blocages au niveau de la qualité, des résultats et de motivations. Comment peut-on appliquer l'enseignement de l'Histoire et de Géographie devant ces protubérances, d'où les recommandations et perspectives devant les périodes considérées. Ainsi, nous allons proposer des solutions par le biais de cette dernière partie. Elle comporte deux chapitres dont en première lieu les recommandations et en dernier lieu les perspectives d'avenir.

## Chapitre I : RECOMMANDATIONS

### I- Renforcement des formations

L'arrêté ministériel n° 2374/71-MINESEB du 22 Avril 1991 porte la création au niveau de chaque DREN d'une commission pédagogique inter-établissement (EPIE), l'EPIE est le cadre de la formation continue des enseignants. Elle a pour rôle :

- de renforcer et redynamiser la Commission Pédagogique d'Etablissement (EPE) afin d'assurer la formation continue des enseignants de l'enseignement secondaire public ;
- d'harmoniser le traitement des programmes scolaires en vigueur dans le cadre d'EPIE, pour application du dit arrêté que les enseignants du lycée doivent bénéficier des formations régulières.

Les maîtres-FRAM étaient sans formation initiale. Toutefois, ils participeront aux programmes de formation continue organisés à l'intention des enseignants des écoles primaires dans le cadre des journées pédagogiques (3 à 5 jours par bimestre). La circonscription scolaire définissait le thème de la formation en se basant sur les besoins exprimés par les enseignants ou sur ceux qui était constatés par les encadreurs locaux (directeur d'école, chef ZAP, conseiller pédagogique, inspecteurs).

#### 1- Recyclage et stage de formation dans l'enseignement

Depuis, 1992, à Madagascar, la formation continue est organisée sous forme de stages modulaires à l'intention des enseignants. Conçue dans le cadre de l'amélioration qualitative de l'enseignement, la formation continue est un prolongement nécessaire de la formation initiale des enseignants car elle cherche à approfondir à la lumière de la pratique ce que la formation initiale n'a pas pu être réalisée. Elle comporte deux volets, celui du recyclage et du perfectionnement. Le premier se fixe pour but l'actualisation des connaissances au point de vue de la méthode et du contenu. Le

second vise l'amélioration de la capacité de l'argent et l'optimisation des acquis des enseignants ainsi que l'amélioration de leurs potentialités respectives.

Alors, face à ces importances de la formation, les stages de formation sont nécessaires afin de mettre les enseignants à la hauteur de nouvelles méthodes pédagogiques et des exigences des changements fréquents des programmes. Toutefois, l'enseignant ne devra pas attendre de stage pour s'auto former car « un enseignant de vocation à la passion de perfectionnement en permanence son art d'enseigner »<sup>55</sup>. Cette formation ne se réalise qu'au sein des écoles et instituts spécialisés (ENS ; INFP<sup>49</sup>...). Pourtant, « elle doit se poursuivre pendant la carrière et prend la forme d'une formation permanente, c'est à dire formation cyclique régulier réservé à tout enseignant en activité. La formation intéresse à la fois la culture générale et la connaissance dans la discipline »<sup>50</sup>. A part l'expérience pratique d'enseignement, la formation des enseignants est tellement nécessaire car « la familiarité avec les matières enseignées, la compétence acquise dans le maniement de certains procédés comme l'animation du groupe classe et l'utilisation de la technologie de l'éducation sont au cœur de la plupart des programmes de formation des maîtres »<sup>51</sup>.

L'amélioration de la formation des enseignants, qui tiendra à faire d'eux des experts en pédagogie autant que des spécialistes de leur discipline, apparaît comme une nécessité. L'instance supérieure devrait penser à l'amélioration de la qualité et la pertinence du programme tout en révisant progressivement le curriculum et réorganisant le système d'inspection et d'évaluation pédagogique afin que les enseignants soient au diapason de l'innovation pédagogique récente à savoir « l'information de l'enseignement ». Il serait souhaitable que le haut responsable de l'éducation change en mieux le processus d'apprentissage tout en forçant la maîtrise de la langue française comme la langue d'enseignement à tous les niveaux. Pour ce faire, il faudrait réaliser un programme de formation des enseignants en langue française. En réalité, la formation des enseignants est toujours située après la formation académique or cette dissociation des formations académiques et pédagogiques qui est presque négligées récemment, pourrait être préjudiciable en créant de spécialiste d'une discipline plutôt que pédagogiques. Devant l'enseignement de masse (effectif pléthorique) et l'hétérogénéité des classes, devant les exigences relatives des niveaux de connaissance, l'enseignant ne peut plus « transvaser » un savoir. Il lui faudra maîtriser les techniques pédagogiques les plus élaborés, les connaissances les plus récentes en psychologie, il doit devenir un véritable professionnel en psychologie, cela n'exclue pas ce qu'il domine parfaitement. Pour rendre opérationnelles les stratégies sus-évoquées :

---

<sup>49</sup> Institut Nation de Formation Pédagogique

<sup>50</sup> Manuel de Pédagogie Appliquée « Notre Beau Métier » Mecaïre F, les classiques Africains 1993, p 48.

<sup>51</sup> Marcel GRAHAY et Dominique LAFONTAINE « L'art et la science de l'enseignement édition 200 p 48.

- La formation des chefs d'établissements s'avère nécessaire car l'école doit s'ouvrir vers le monde extérieur pour y puiser ses ressources et pour y produire ses résultats. Dans ce sens, le renforcement des capacités rationnelles et institutionnelles des chefs d'établissement a le droit de citer afin d'assurer le développement des partenariats de l'école (partenaires quantitatifs, financières et techniques) en vue d'accroître le potentiel économique et financier de l'établissement.

- La formation des enseignants pour l'amélioration de la performance pédagogique de l'équipe enseignante des lycées serait une nécessité. Pourquoi ?

L'enseignement ne se limite pas au transfert mécanique du savoir inhérent aux disciplines respectives. Son efficacité dépend dans une large mesure des facteurs psychologie s'avère incontournable pour l'équipe enseignante d'un lycée, d'un CISCO afin d'assurer le développement qualificatif du climat de l'établissement et en vue de promouvoir en enseignant adapté à l'environnement scolaire local tout en développant ses connaissances psychologiques.

- La formation pédagogique des enseignants du lycée s'avère indispensable actuellement.

- Sa raison d'être et les différences manifestées chez les apprenants.

- La formation des chefs d'établissements s'avère nécessaire car l'école doit s'ouvrir vers le monde extérieur pour y puiser ses ressources et pour y produire ses résultats. Dans ce sens, le renforcement des capacités rationnelles et institutionnelles des chefs d'établissement a le droit de citer afin d'assurer le développement des partenariats de l'école (partenaires quantitatifs, financières et techniques) en vue d'accroître le potentiel économique et financier de l'établissement.

- La formation des enseignants pour l'amélioration de la performance pédagogique de l'équipe enseignante des lycées serait une nécessité. Pourquoi ?

L'enseignement ne se limite pas au transfert mécanique ses savoirs inhérents aux disciplines respectives. Son efficacité dépend dans une large mesure des facteurs psychologie s'avère incontournable pour l'équipe enseignante d'un lycée, d'un CISCO afin d'assurer le développement qualificatif du climat de l'établissement et en vue de promouvoir en enseignant adapté à l'environnement scolaire local tout en développant ses connaissances psychologiques.

- La formation pédagogique des enseignants du lycée s'avère indispensable actuellement.

- Sa raison d'être et que les différences manifestées chez les apprenants (Capacité d'apprentissage, intellectuelles, âges-conditions sociales, origine etc.....) peuvent devenir un vrai obstacle à la réussite de l'élève à l'école et l'efficacité de l'enseignement. La capacité de maîtriser, par

la suite, la différenciation pédagogique dans une classe en vue de promouvoir un enseignement répondant aux besoins spécifiques de chacun des élèves d'une même, tout en initiant sommairement ces enseignants à la psychologie.

- Cette formation est une nécessité car les innovations pédagogiques introduites dans une classe pourraient déstabiliser et décourager l'enseignant dans l'accomplissement de ses fonctions.

- La formation des enseignants en pédagogie est suggérée car la professionnalisation de la fonction d'enseignant vise l'accroissement de l'efficacité de l'établissement.

Dans cette optique, tout enseignant devrait être en mesure de centrer l'enseignement sur l'apprenant, les activités de l'élève (l'enfant construit sa pensée, son savoir, partir de son action) et de s'approprier des mécanismes d'auto évaluation d'une part et d'auto régulation d'autre part en vue de la capacité des enseignants de centrer l'enseignement sur l'apprenant et s'approprier de la technique de l'évaluation formative. Il appartient aux responsables de l'Etat d'initier les directeurs d'école surtout les proviseurs du lycée au système managérial afin d'atteindre les objectifs poursuivis. La réussite scolaire de l'élève est liée à une bonne organisation de l'établissement, or qui dit organisation dit management.

Le management peut se concevoir « comme une démarche rationnelle par laquelle les ressources humaines, physiques et financières sont coordonnées vers la réalisation des buts poursuivis » (M) LA FLAMME. Cette démarche se traduit par un processus qui consiste à planifier, organiser et contrôler les activités de façon à en tirer un rendement optimal. Le management est un élément crucial de notre civilisation « considérant que les réalisations sociales économiques et politiques en dépendent étroitement » (M) FLAMME<sup>52</sup>.

Le rôle du système managérial consiste à « assurer que l'organisation soit au diapason avec son environnement, qu'elle soit adéquatement finalisée, et que ses composantes ou sous-systèmes soient synthétiquement intégrés ». L'adaptation de l'établissement à son environnement outre qu'elle ne rende pas attractif. L'enseignement, réduira les ruptures et prépare l'élève à son insertion sociale et professionnelle.

## 2- Solution au niveau pédagogique : Concernant la méthodologie

La réussite de l'élève à l'école dépend de sa motivation aux activités relatives à l'appropriation des connaissances, de savoir. Concernant l'appréciation de l'histoire, il a été constaté que les élèves des classes Terminales éprouvent plus de besoin à apprendre cette matière. Cette prédisposition

---

<sup>52</sup>M FLAMME : *Le management : approche systématique*, Gaëtan Morin Editeur p17

résulterait du fait que l’Histoire constitue un module obligatoire affecté d’un coefficient déterminant aux examens du baccalauréat. Par contre, les classes de seconde et de première perçoivent la matière différemment. Toutefois, la motivation des élèves est fonction du taux de leur participation à toutes les activités de classe (déplacement au tableau, questions, réponses,...). Le taux de participation des élèves reflète également le degré d’appréciation de la matière. D'où le renforcement de la motivation des élèves reste impératif. Il est nécessaire de motiver les élèves. La motivation pourrait donc nourrir la réussite de l’enseignement de l’Histoire et de Géographie car :

- l’élève motivé se sent responsable de son rendement
- il utilise des stratégies qui favorisent et soutiennent l’apprentissage
- il travaille au perfectionnement des stratégies autorégulatrices
- il entreprend des tâches pleines de confiance et de ressource
- il trouve des façons de conter les difficultés
- il sait ce qu’il ne connaît pas
- il est capable de trouver l’information dont il a besoin

Pour cela, l’enseignement de l’histoire doit être supporté par la concrétisation et l’actualisation des leçons par des illustrations et des exemples concrets. La loi du 13 mai 1995 stipule dans son article 3 que : « l’éducation et la formation à Madagascar...doivent notamment : libérer l’initiative ; favoriser la créativité ; cultiver le goût de l’effort ; développer l’esprit d’entreprise, le souci d’efficacité, l’esprit de compétition, le sens de la communication, la recherche de l’excellence»<sup>53</sup>.

Pour concrétiser cela, l’administration scolaire doit diminuer l’effectif des élèves par section en créant une autre classe parallèle.

Entre 2004 et 2006, deux mille maîtres FRAM par an ont été sélectionnés par voie de concours pour suivre une formation pédagogique (CRINFP) : 6 mois de cours intra-muros et 6 mois de stage pratique en alternance dans les écoles. A l’issue de leur formation, ils avaient le statut de contractuels de l’Etat pendant 6 mois, avant d’accéder au statut de fonctionnaire.

En 2005, 7500 nouveaux maîtres FRAM ont reçu une formation initiale courte de 12 jours, axée particulièrement sur la prise en main d’une classe. La formation a été assurée par des ONG. Elle n’a pas été reconduite les années suivantes. Ce programme continuera et recevra les nouveaux recrutés.

---

<sup>53</sup> Bulletins Officiels 1995.

## II- Réforme curriculaire

Il n'est point nécessaire de préciser que le programme scolaire actuel datait de la Troisième République, plus précisément en 1996. Après 20 années, il serait plus que temps de le rénové et de l'actualisé en fonction des besoins du monde actuel, c'est-à-dire Madagascar. Nous trouvons que certains rubrique voir même des chapitres du programme scolaire devraient être actualisés ou à étudier dans les classes antérieures, et que des nouvelles devront être étudiés à leurs places. A notre avis, les élèves de la classe de seconde ou T10 devront commencer à étudier la Chine et les autres pays émergents car c'est à partir de ce niveau d'étude que les élèves commencent à avoir des esprits d'analyse plus mature. Concernant l'étude de Madagascar, ils devraient étudier la place de Madagascar dans l'Océan Indien car n'oublions pas que notre pays y occupe une place prépondérante.

Le développement de nouvelles approches pédagogiques constituerait également une solution adéquate :

- Renforcement de l'Approche Par les Compétences (APC) développé en 2000 et qui a été généralisé en 2005 pour que l'enseignant ainsi que l'apprenant sachent avec précision ce que l'enseignement de l'Histoire et Géographie attend d'eux et vis vers ça.
- De même pour l'Approche Par les Situations (APS) qui était développé en 2008.

La dotation ou le renforcement des divers matériaux didactiques :

- Dotations d'outils et matériels pédagogiques comme par exemple des vidéos projecteurs.
- Dotation de manuels standards pour tous les enseignants FRAM.

Ces recommandations pourront être favorables pour l'enseignement de la matière. C'est-à-dire, de faire aimer d'avantage aux apprenants cette matière.

## Chapitre II : PERSPECTIVES D'AVENIR SUR L'ENSEIGNEMENT A MADAGASCAR

### I- LA DOTATION DE NOUVEAUX MATERIELS, A TITRE DE MOTIVATION

#### 1- L'utilisation des nouvelles technologies

L'Etat malgache s'est intégré dans la dimension de la nouvelle technologie des systèmes éducatifs. Une convention de partenaire portant sur la poursuite des remises des tablettes numériques aux lycées, articulée d'une dotation de matériels informatiques, des postes téléviseurs numériques, ainsi que des Smartphones. L'accord a été signé le mercredi 2 juillet 2015 entre le Ministère de l'Education National (MEN) et celui du Ministère de la Poste, de la Télécommunication et des Nouvelles Technologies qui prévoit en outre l'électrification des établissements bénéficiaires par source d'énergie renouvelable. Des installations de matériels de production d'énergie solaire sont de ce fait planifiées. L'objectif est d'améliorer la qualité de l'enseignement à Madagascar. Ceci pourrait être utile pour l'enseignement de l'Histoire et Géographie car les cours pourront être facilement assimilés par les apprenants grâce à leurs utilisations, par exemple l'emploi des vidéos projecteurs pour l'enseignement de quelques cours d'Histoire ou de Géographie.

#### 2- Concernant les moyens à mettre en œuvre

##### a. Renforcement de la pratique du français

Autre chose aussi, il importe d'améliorer le processus d'apprentissage en renforçant la maîtrise de la langue française, imposée par l'administration comme langue d'enseignement à tous les niveaux au même titre que le malgache. Le programme de formation des enseignants en langue française devrait être lancé. Le MENRS<sup>54</sup> devrait recruter auprès du secteur privé et de la société civile des services pour assurer une plus large conversion des formations et le contrôle de qualité. On doit augmenter le volume horaire pour l'apprentissage des langues étrangères pour que les élèves puissent avoir plusieurs occasions pour les approfondir. Dans l'enseignement malgache, le français est considéré à partir de 1991 (après avoir été abandonné au profit du malgache à partir de 1975 avec la malgachisation de l'enseignement) comme langue d'enseignement au lycée.

##### b. Contenus des cours et les méthodes bien préparés

Il serait mieux qu'il existe pour chaque cours un descriptif du cours qui expose les objectifs, le contenu, les méthodes pédagogiques, le mode d'évaluation (question intermédiaire). Il est convenable aussi que le contenu du cours soit cohérent avec les objectifs pédagogiques et didactiques ; soit bâtie

---

<sup>54</sup>Ministère de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique

en fonction des critères de progression intellectuelle, psychologique. Dans ce sens, les méthodes pédagogiques seront utilisées en fonction de leur adéquation avec les objectifs pédagogiques et la nature du cours, la taille de la classe, le niveau de la classe, le matériel pédagogique et l'équipement pédagogique disponibles. Pour arriver à cet objectif, le professeur d'Histoire doit se référer des textes officiels car ces derniers délimitent des contenus. Les programmes désignent, sur le plan national, les thèmes que les élèves doivent étudier par niveau de classe. Ils tracent un cadre et c'est l'enseignant qui va choisir de quelle manière il va présenter ces objectifs d'étude. Le programme qui étant obligatoire dit être suivi et traite dans son ensemble n'est pas pour autant un carcan, il ne constitue ni un cahier des charges, ni un véritable itinéraire de progression. La liberté de l'enseignant est grande. Les programmes désignent des cadres chronologiques et des thèmes sans indiquer forcément l'ordre et l'angle d'étude ; l'enseignant est donc invité à mettre un point une programmation annuelle. Dans le cadre scolaire, l'amour du travail implique la préparation soignée des cours et des activités éducatives. L'enseignement de l'Histoire-géographie comme toutes les autres matières nécessite des préparations.

#### c. Programme scolaire allégé

Le programme scolaire en vigueur actuellement est défini par loi N°94/033 en date du 13 mars 1995, conformément à l'orientation générale de la politique éducative à Madagascar. En ce qui concerne le contenu par rapport au volume horaire, beaucoup d'enseignants s'en plaignent, considérant que le temps imparti du contenu du programme en général et à la manière d'histoire géographie en particulier, ne s'avère pas suffisant. Ainsi, la plupart des enseignants proposent soit l'allègement, soit l'adaptation du contenu pour éviter la mise en œuvre d'un programme limitatif, surtout dans le cadre des examens officiels.

Le programme doit être allégé, en veillant de supprimer certains thèmes car il n'est tellement nécessaire de changer le contenu. A défaut de temps, les professeurs n'arrivent pas à terminer le programme scolaire, ils abandonnent certains exercices pratiques malgré l'importance de ces derniers dans l'enseignement de l'histoire. Dans ce sens, il faut insister sur les thèmes qui intéressent les élèves, à priori l'histoire de Madagascar. Il est donc conseillé aux professeurs de débuter le programme d'histoire par celle de Madagascar si cette dernière figure dans le programme.

Nous pensons que lorsque le programme serait allégé, les élèves s'intéresseraient mieux à leur tour au cours et auront des séances consacrés à la pratique d'exercices d'histoire, car avec un programme surchargé, le professeur ne cherche qu'à dispenser un listing de leçon, présenté sous forme de cours magistral. En plus, on doit adapter le programme scolaire aux réalités Malgaches et conformes aux besoins de la société, car l'éducation scolaire doit correspondre aux mentalités et

réalités du pays pour faciliter d'abord l'apprentissage des cours par des enfants malgaches et ensuite les connaissances acquises lesquelles seraient bénéfiques pour tous en raison de leur pertinence.

## II- SUR LE PLAN INSTITUTIONNEL

### 1. Politique de l'Etat

Les enseignants sont convaincus de l'intérêt suscité par la dépolitisation du système éducatif. Ils l'ont exigée chaque fois que possible. Pour eux, l'Administration ignore tous les problèmes afférents à l'éducation contemporaine. L'autorité compétente gère mal l'éducation et laisse les avantages aux autres occupations.

Quoi que nous disions précédemment que la municipalité aussi bien que les parents, les enseignants, la direction des établissements et les équipes pédagogiques ne doivent pas attendre l'aide de l'Etat, donc du ministère de l'enseignement, l'Etat n'est pourtant pas exclu de ce problème d'insuffisance de matériels permettant aux enseignants et aux élèves d'activer leurs classes parce que l'Etat a intérêt dans la mesure que « si une nation a perdu une partie de sa puissance matérielle, elle peut se relever et se reconstruire, elle est vouée à la décadence si elle perd sa vitalité intellectuelle »<sup>55</sup>.

Donc, pour améliorer la qualité de l'enseignement, l'Etat pourrait augmenter le budget des matériels pédagogiques, de bibliothèque, de laboratoire, d'équipements informatiques au lieu d'augmenter celui du personnel administratif, et ceci afin de doter les diplômes de compétences nécessaires au développement de la formation des citoyens (futurs) responsables capables d'apporter leur part active pour le bien de l'ensemble de la société et du pays.

Nous ajoutons ici ce que rapporte la Banque mondiale dans un rapport datant de 2001 :

« Cependant pour les raisons d'équité, la stratégie de développement du secteur d'enseignement privé que public sur la qualité du second cycle devrait également inclure des mesures destinées à aider finalement les élèves méritants issus des familles pauvres, en leur octroyant les bourses nécessaires à leur scolarisation dans le secteur privé ou leur permettent de couvrir les coûts de leur scolarisation dans le secteur public ».

Cela est possible selon notre constatation vu les aides multiples reçues par le gouvernement dans le cadre de la promotion du développement de l'éducation et de la formation à Madagascar, seulement pour y arriver, il faut mieux gérer la stratégie à adopter pour le contrôle et suivi des dépenses dans chaque système éducatif . Le but d'une telle proposition étant de réduire les coûts unitaires des élèves et des établissements. En tout, nous demandons au gouvernement, en matière

---

<sup>55</sup>Propos de Mendès -France tiré de l'ouvrage de ECHARNOZ GERARD : « L'enseignement effort improductif ? Vers une organisation scientifique du travail scolaire ». Privat 1960

d'enseignement et d'éducation, de savoir répondre de façon efficace aux défis. La création d'un système permanent de suivi et d'évaluation des politiques adoptées est un élément essentiel quand il s'agit de donner une réponse effective au défi qui se présente : mettre d'avantage l'accent sur l'amélioration de la qualité du second cycle pour répondre aux demandes du marché du travail de plus en plus modernisé. « Le gouvernement ayant fait bien l'engagement explicité de réduire la pauvreté, et puisque le ministère a engagé des reformes significatives ces dernières années » pour améliorer la production des services offerts. La poursuite des aspects les plus déterminants de ces réformes de même que la définition progressive d'autres mesures susceptibles, vont sans aucun doute contribuer à accroître les performances de l'éducation à Madagascar et ceci au bénéfice de tous les jeunes, notamment de ceux issus des familles pauvres ».

## 2. Implantation d'un contrat programme

Il a été constaté que les proviseurs des établissements publics ne parviennent pas bien gérer son établissement, à développer en même temps les relations à l'extérieur. Le développement relationnel et institutionnel est déficient. La solution que nous proposons est la formation en élaboration et en gestion d'un contrat-programme des directeurs d'établissements publics.

### a. Notion du contrat programme

Il s'agit d'un contrat conclu par l'ensemble des systèmes scolaires en vue d'exécuter et d'atteindre des objectifs communément définis et partagés : exemple construction d'un nouveau bâtiment avec un système scolaire moins élargi. On définit le système scolaire comme « un ensemble de partie coordonnée entre elles en vue d'atteindre un but ou un ensemble de buts ». De part cette définition, le système scolaire comporte deux sous-systèmes :

- un système ressource qui est composé des différents acteurs, contribuent de façon ponctuelle ou continue à l'amélioration des ressources de l'établissement (ressources financières, ressources matérielles, ressources humaines). Ici, donc le système ressources englobe les parents, la commune, la CISCO, les opérateurs économiques, les bailleurs de fonds etc.

- le système client qui est formé par des individus à l'intérieur de l'établissement auxquels il produit des résultats. Il se compose nécessairement des élèves. La pratique de ce contrat programme pour être efficace, dans une école nécessite des connaissances préalables de :

- l'approche systématique en ce sens que le chef de l'établissement doit être un homme de système ou avoir un esprit de système et considérer l'établissement comme un système ouvert c'est à dire en relation permanente avec son environnement.

- l'approche réseaux (c'est un processus de renforcement institutionnel qui repose sur les communications, la circulation de l'information et la négociation entre acteurs.

- la mise en place d'un contrat programme au niveau d'un système scolaire occasionne d'importants profits.

- L'émergence d'une véritable démocratie car l'élaboration et la gestion d'un contrat programme permettent en effet d'appeler solidairement et collectivement tous les acteurs du système scolaire (APE, proviseurs, enseignants, élèves) à identifier et à défendre leurs intérêts communs et à trouver un consensus sur les objectifs à attendre et sur les objectifs à adopter pour y parvenir.

- Le développement d'un processus de gestion d'un contrat programme permet de développer les échanges, le partage et la consultation des idées dans la prise de décision. Il favorise donc l'administration démocratique de l'établissement scolaire. Le directeur est ainsi contraint d'être en interaction dynamique avec l'ensemble des réseaux sociaux.

- Le développement qualitatif des relations avec les bailleurs de fonds. Le contrat programme est très sollicité par les bailleurs de fonds actuellement dans la mesure où il garantit l'efficacité et la pérennisation de leurs actions dans un endroit donné. Ainsi sous la pratique d'un contrat-programme dans un établissement secondaire, les facteurs sociologiques (organisationnel et économique) liés à la réussite de l'enseignement de l'histoire s'améliorent.

Les suggestions glissées dans ce chapitre ont pour buts :

- Promotion d'un enseignement répondant aux besoins spécifiques de chacun des élèves pour qu'il réussisse à l'évaluation de l'histoire.

- Accroissement de l'efficacité de l'école.

- Accroissement de l'efficacité de l'Administration

- Performance de l'Administration scolaire

- Développement qualitatif du climat de l'établissement.

Tous ces buts concourent à l'amélioration des facteurs liés à l'enseignement et l'apprentissage de l'histoire.

b. Soutien financier et matériel de l'Etat

L'Etat devrait renforcer leur relation, ou renouveler les contrats avec les différents bailleurs de fonds pour trouver des solutions immédiates à tous les problèmes qui nuisent le système éducatif à Madagascar. Par conséquent, l'Etat veille à la motivation des enseignants, en augmentant les salaires vu la situation qui prévaut actuellement dans le pays. Les salaires restent en effet dérisoires. L'Etat devrait être capable d'identifier d'abord les problèmes ensuite les besoins relatifs à l'équipement de l'établissement depuis les entretiens des salles de classe jusqu'aux matériels didactiques indispensables aux enseignants et aux élèves. A savoir la multiplication des manuels scolaires. Avant en 1972, chaque élève disposait de plusieurs livres pour étudier en classe, il va sans dire que presque la totalité des enfants maîtrisait la technique d'usage des livres. Malgré l'évolution à une vitesse fulgurante de la technologie de l'information, les manuels scolaires sont restés jusqu'à présent irremplaçables et restent les supports didactiques les plus employés tant du côté des élèves que des enseignants. En raison de la multiplicité des fonctions positives de ce type de document, il est nécessaire de relancer la production des manuels scolaires.

L'Etat doit continuer de fournir d'avantage des documents, et de renforcer les centres de documentation existant afin de résoudre les problèmes posés par le manque des manuels et des livres des maîtres par exemple. L'approvisionnement en livres et manuels dans la bibliothèque scolaire aussi devrait accompagner par la possibilité de prêt aux élèves. On doit élargir aussi les salles d'études où les élèves peuvent apprendre leurs leçons par manque de condition suffisante d'études à la maison. Pour le cas des élèves en particulier, chacun devrait en disposer et gratuitement. Vu le coût exorbitant des éditions, la réalisation d'un tel projet appelle l'intervention de l'Etat pour financer les travaux. Le Ministère de tutelle devrait accélérer le processus de production de manuels scolaires déjà lancé depuis février 2004, notamment pour le niveau lycée, afin de maintenir le ratio d'un manuel scolaire par matière et par élève. Il faudra aussi redynamiser le phénomène des bibliothèques scolaires par l'achat de manuels destinés aux élèves car non seulement les manuels existant au lycée intéressent presque tous les enseignants, mais ils s'avèrent aussi suffisants. Gérard Charnoz explique l'importance de la bibliothèque en affirmant : « une bonne bibliothèque est une contribution essentielle à l'auto éducation d'un élève »<sup>56</sup>. La dotation de la bibliothèque du lycée par des livres pour professeurs est également vivement sollicitée. Il est important ici de rappeler, l'importance du manuel dans l'enseignement de l'histoire. En histoire, il est nécessaire de se documenter, puisque « le professeur hors de sa classe, a construit ce savoir, c'est lui qui a élaboré son texte du savoir »<sup>57</sup>. Ici, le savoir scolaire dépend des manuels, le savoir est construit par l'enseignant hors de la classe et qui sera mise en œuvre pour que l'élève apprenne.

---

<sup>56</sup>Géard Charnoz « *l'enseignement, un effort productif ?* » édition Privat, 1960, p156

<sup>57</sup>Référence non retenue.

En tout cas, les manuels sont des livres qui retracent des fonctions multiples, et comme le souligne Henri Moniot « Le manuel scolaire est un objet foisonnant, multiple et fascinant, compagnon fort de la scolarité »<sup>58</sup>.

Le manuel remplit possiblement divers fonctions, il est réservoir d'information, référence d'un savoir, trésor de leçons, de révision et d'exercices, voire instrument d'apprentissage. Car on pourrait même dire que les élèves arrivent facilement à comprendre les informations livrées par ce genre d'ouvrage. Ainsi chose aussi, comme nous le savons, l'effectif des élèves par classe est nettement élevé, d'où l'utilité de les repartir dans plusieurs sections en vue d'obtenir un effectif convenable et acceptable d'environ 25 élèves par salle. Tenant une classe de 40 à 45 élèves, cet effectif est quand même non négligeable lorsque l'on envisage de préserver la qualité de l'enseignement ; le contrôle de travail individuel de chaque élève est rendu difficile comme on le sait déjà, et ce surnombre peut engendrer d'insalubrité de la salle. Il est nécessaire donc de procéder à l'augmentation du budget alloué à l'éducation. Cela permettra de renforcer le rendement du niveau de l'éducation notamment dans le niveau secondaire car on a réalisé que ces dernières années, le gouvernement accorde plus de priorité à l'éducation fondamentale. Espérons qu'avec allègement de nos dettes envers les autres pays, le budget réservé à l'amélioration du système éducatif va augmenter. En tout donc, tout le monde doit faire de son mieux pour organiser et faire progresser l'enseignement en lui fournissant tous les outils dont les élèves et les enseignants ont besoin pour que chaque élève puisse identifier son niveau, se fixer des objectifs, réfléchir ses méthodologies et évaluer ses acquisitions.

---

<sup>58</sup>Henri Moniot : « *Didactique d'histoire* » p 199.

## CONCLUSION

Afin d'améliorer le système éducatif et la qualité de l'enseignement à Madagascar, quelques suggestions sont proposées. En effet, l'étude a révélé plusieurs anomalies dans le système éducatif malgache que ce soit au niveau du processus d'enseignement ou dans l'administration générale de l'enseignement ou bien dans l'environnement scolaire des élèves.

- D'abord des propositions plus pratiques pour aider les enseignants à franchir les obstacles rencontrés quotidiennement en pratiques de classe. Elles se rapportent à la préparation, à l'illustration des matériels didactiques, à la psychopédagogie.

- Ensuite des propositions de formations des enseignants afin que ces derniers puissent dominer une classe hétérogène, maîtriser et gérer leur temps en vue de terminer à temps voulu le programme scolaire, formuler et fixer les différents objectifs opérationnels, des activités pédagogiques en cours d'une leçon, maîtriser la langue d'enseignement qui est le français.

Nous pensons que ces formations consistent à développer leurs compétences en tant que des acteurs pédagogiques et acteurs du système éducatif.

- Et puis, nous avons avancé aussi que l'amélioration continue de la qualité de l'organisation interne et de la culture de l'établissement serait une nécessité pour permettre le défi de l'intégration au niveau de l'établissement.

- Après, nous avons suggéré, l'implantation d'un contrat programme qui a pour buts : l'émergence d'une véritable démocratie sociale ; le développement d'un processus de communication interactive ; le développement qualitative des relations avec les bailleurs de fonds.

- Enfin, nous avons proposé que la dépolitisation de l'administration scolaire à tous les niveaux doive être appliquée. Pourtant, l'amélioration continue de la performance du personnel de l'établissement s'avère indispensable pour développer les capacités spécifiques des proviseurs et des enseignants.

- Concernant les perspectives d'avenir sur l'enseignement à Madagascar, la mise en place des postes budgétaires pour le recrutement de nouveaux enseignants, en particulier les enseignants-FRAM est une décision très importante. En outre, une orientation politique du régime en place qui favorise l'éducation constitue également une bonne initiative. Par ailleurs, une structuration et dynamisation de la structure en charge des enseignants-FRAM par la pérennisation du financement

des maîtres-FRAM et le renforcement de la formation est un effort louable de la part de l'Etat. Enfin, l'utilisation de nouvelles technologies et la dotation de matériels roulants comme des motos aux chefs ZAP constitue un nouvel élan pour le système éducatif malgache, afin d'accroître les rendements.

## CONCLUSION GENERALE

Le programme scolaire a été plusieurs fois modifié de la première République à la troisième République. Il est flagrant qu'à chaque changement de régime correspondait un chamboulement du programme. En résumé, pendant la première République, l'enseignement d'histoire-géographie est marqué par un changement de l'ancien programme français des lycées vers un programme africain et malgache francophones, avec des moyens de la métropole (cartes, manuel édités par l'IPAM). Ensuite, durant la deuxième République, le programme est cohérent avec le livre rouge qui procure le cadre juridique. C'était donc une histoire engagée, progressiste, nationale et un enseignement malgachisé en langue.

L'enseignement de l'histoire-géographie de la troisième République présente le modèle qui respecte « la démocratie » et « le libéralisme ».

Tous les spécialistes des programmes scolaires, notamment les anglo-saxons sont d'accord pour dire qu'il faut une adéquation entre le modèle de société qu'on veut instaurer et les objectifs de l'enseignement, surtout l'enseignement de l'histoire et de la géographie.

L'UERP fait actuellement des efforts pour rendre efficaces les programmes scolaires. Pour cela, ils ont rénové la méthode utilisée pour l'élaboration des programmes.

Malgré tout cela, certains utilisateurs de programmes scolaires éprouvent des difficultés dans plusieurs domaines.

Dans le domaine du contenu, selon certains qui enseignaient dans les zones rurales, les contenus des nouveaux programmes ne sont pas compatibles avec le niveau de connaissance des élèves. Ce problème s'est empiré à cause de la généralisation de l'utilisation de la langue française comme langue d'enseignement.

Actuellement, on remarque un écart important entre le niveau des élèves qui habitent en ville et ceux qui vivent à la campagne.

Cette francisation de l'enseignement à Madagascar nous amène à poser la question suivante :Est-ce-que la situation de dépendance de Madagascar est identique à celle d'avant 1972 ? Est-ce donc un retour en arrière ou une évolution ?

Le manque des manuels et des matériels didactiques et l'insuffisance de formation des enseignants de niveau III constituent aussi des difficultés dans l'application de ce nouveau programme, surtout dans l'étude de l'histoire et de géographie de Madagascar.

Arich LEWY a mentionné qu' « on ne peut pas considérer qu'un programme est définitif avant d'avoir mis au point les matériels didactiques correspondant à ses exigences ».<sup>59</sup>

Il reste donc beaucoup à faire, avant d'avoir des bons programmes scolaires, qui sont constamment remis à jour.

L'amélioration faite par l'UERP devrait aboutir à un accroissement progressif des résultats scolaires, si la triple cohérence entre les objectifs, les contenus et l'évaluation n'est pas violée, car ayant des objectifs claires en vue, l'élève sait quelles activités de sa part peuvent mener à la réussite, il n'y a plus besoin de chercher à deviner les intentions cachées du professeur.

Avant de terminer cette étude, nous allons souhaiter bon vent à tous les responsables de l'UERP, car leur tâche est très difficile et il faut souligner que l'efficacité de l'éducation n'est pas seulement une question du programme mais également de moyen, à savoir : des bons manuels, de bons enseignants etc...En tant que sciences, l'enseignement de l'histoire et de la géographie doit suivre l'évolution et doit être continuellement ajuster avec les innovations scientifiques inventés par l'homme. Mais il faut faire attention au risque de dérapages des programmes d'histoire-géographie.

---

<sup>59</sup>Arich LEWY : *la planification des programmes scolaires*, in UNESCO : *Principes de la planification de l'éducation*, N° 23, Paris, 1978, 144p.

## BIBLIOGRAPHIE

### I- OUVRAGES GENERAUX :

- ANONYME : *La cité des Milles*, CITE/TSIPIKA, 1998.
- BLOCH (M) : *Apologie sur l'histoire*, Armand colin, Paris 1974. BOITEAU (P) : *Contribution à l'histoire de la Nation malgache*, Editions sociales, Paris 1958.
- CHAPUS (G .S) et RATSIMBA (E) : « *Histoire des Rois* », Traduction, de Tantara Ny Andriana, Acad. Malgache, Tana 1958.
- DESCHAMPS (H) : *Histoire de Madagascar*, 3ème édition Berger, Leurault, Paris 1972.
- FOURNET (GC) : *Vivre à Tananarive*, géographie de la capitale malgache, 2004.
- MONIOT (H) : *Didactique de l'Histoire*, Ed Nathan, 1993.
- PLAN INTERIMAIRE DE L'EDUCATION (2013-2015): Lettre d'endorsement par les membres du groupe local des partenaires de l'éducation, Madagascar, février 2013.
- RAMAMONJISOA (J) : *Antananarivo : étude de croissance urbaine*, 1972
- RANDRIANARISOA (P) : *Madagascar d'une République à une autre, 1958-1982*, Tome I, Tananarive 1991.

### II- OUVRAGES SPECIFIQUES

- ANVANZINI (G) : *La pédagogie d'aujourd'hui, institution, discipline, pratique*, DUNOD, Savoir enseigner, Paris 1993. CLIGNET (R) et ERNST (B) : *L'école à Madagascar*, Edition Karthala, Paris 1995.
- COURY (D) et RAKOTO-TIANA (N) : *Madagascar : « en marche vers l'éducation primaire universelle pour tous »*, édition IRD, Marseille 2010.
- DE LANDSHEERE(G) : *Comment les maîtres enseignent ? Analyse des interactions verbales*, collection pédagogique et recherche, Bruxelles 1969.
- DUBOIS (JM) : *Les cahiers du SIST, la rédaction scientifique de mémoires et de thèse : former régulière et par articles*, édition Estern, Belgique 2004.
- HUGON(P) : *Aperçues historiques de l'enseignement à Madagascar*, In Annuaire des pays de l'Océan Indien vol II, 1975, Presse Universitaire, Aix Marseille, juin 1977.
- MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE : « *repère statistique* », Direction de la planification de l'Education, MEN 2009.
- RATOVONANAHAHARY (R), RAZAFIMBELO (C) : *La formation des maîtres de 1960 à nos jours*.
- ROHEN d'Aigle pierre, *Exclusion scolaire et moyen d'inclusion au premier cycle primaire à Madagascar*, UNICEF février 2012.

- PROJET « *Education pour tous à Madagascar* » EPTM, Madagascar, décembre 2005.
- Propos de BLOOM cité par CRAHAY (M) : « *L'école peut-elle être juste et efficace* » édition De Boeck Université, Bruxelles 2003.

### **III- OUVRAGE SUR L'HISTOIRE DE MADAGASCAR ET SUR L'HISTOIRE**

- RATSIRAKA (D) : « *la charte sur la révolution socialiste malagasy* ».

### **IV- OUVRAGES SUR LA PEDAGOGIE**

- BABIN (N) : *Programmes, Instruction, Conseils pour l'école élémentaire*, Hachette, Paris 1986.
- DALONGEVILLE Alain : « Enseigner l'histoire à l'école », Pédagogie pour demain, Hachette Education, Paris, 1995, 128p.
- DE LANDSHEER (G) : « Dictionnaire de l'évaluation et de recherche en éducation », PUF, Paris, 1979.
- DE LANDSHEERE (V) et (G) : *Définir les objectifs de l'éducation*, PUF, Paris 1989.
- D'HAINAUT (L) : *Définir les objectifs de l'éducation*, Nathan, 2<sup>ème</sup> édition, Paris 1980.
- HEMELIME (D) : *Les objectifs pédagogiques en formation initiale et en formation continue*, 10<sup>ème</sup> édition, ESF, édition, Paris 1992.
- LEFEVRE Lucien : Encyclopédie moderne d'éducation : « le maître, observateur et acteur », conduite de la classe, Orientation scolaire, Les éditions ESF, Paris, 1978.
- Le PELLEC (J), ALVARES (VM), AUGIDIER (F) : *Enseigner l'histoire : un métier qui s'apprend*, Hachette, Paris 1991.
- RF Mager : *Comment définir les objectifs pédagogiques*, 2<sup>ème</sup> édition, Bordas, Paris 1990.
- RAFANOMEZANTSOA (R) : Contribution à l'élaboration de documents pédagogiques d'histoire pour la notion de civilisation et de la civilisation préhistorique en T10, Mémoire de CAPEN 1988.
- RAMAROLAHY (A) : Etudes et recherches de documents pédagogiques pour l'enseignement des civilisations antiques en classe de T10, décembre 1987.
- POCTZAR (J) : *La définition des objectifs pédagogiques*, 3<sup>ème</sup> édition, les éditions ESF, Paris 1987.
- UNICEF : *Déclaration mondiale sur l'éducation pour tous et cadre d'action pour répondre aux besoins éducatifs fondamentaux*, Thaïlande, 5-9 mars 1990.

### **V- OUVRAGES SUR L'ENSEIGNEMENT DE L'HISTOIRE ET DE LA GEOGRAPHIE ET L'ENSEIGNEMENT EN GENERAL A MADAGASCAR**

- AUDIGIER F. : « *Analyser les situations d'enseignement-apprentissage* », Acte du 6<sup>e</sup>

Colloque : 13, 14,15 Mars 1991, INRP.

- BERNARD Rey : « *Les relations dans la classe, au collège et au lycée* », ESF éditeur, Collection pratique et enjeux pédagogique, Paris, 1999.
- CARDINET Jean : « *Evaluation scolaire et mesure* », Pédagogie en développement, De Boeck Université, Bruxelles, 1992.
- CHARNOZ (G) : « *Enseignement, un effort productif ?* », éd. Privat, Paris 1960.
- CHRISTIANE / DAVID J. : « *Faire la classe aujourd’hui, réalité et moyen* », Armand Colin, Paris, 1983.
- De LANDSHEERE G. : « *Evaluation continue et examens, Précis de docimologie* », 13 Bruxelles, Labor, 6è édition, 1992,310p.
- DUVAL Armand / Gérard Le TOURNEUR : « *Ma communication en classe et apprentissage de l'enfant* », Armand Colin, Paris, 1987.
- Du Burgonde Gérard « L'architecture scolaire », Paris, 1966.
- Edgard Fréderic (A) : « *Problème d'exploitation des documents et des matériels didactiques de l'enseignement de l'histoire et de la géographie* », Paris, 1995.
- FERRE A. : « *Enseigner métier difficile* », collection Barrelier, Armand Colin, 4è édition, Paris, 1969.
- GONVERS (J.P.) : « *Barrière sociale et sélection scolaire* », Université de Lausanne, 1974.
- ICEM : « *Histoire partout, Géographie tout le temps* », Pédagogie Freinet, Syros, Paris, 1984.
- LAFONTAINE(D) : « *L'art et la science de l'enseignement* », éd 2000, Paris, 2000.
- LAURENCE C. / VERGOUX A : « *La didactique en question* », Hachette éducation, France, 1994.
- LAUTREY (J) : « *Classes sociales, milieu familial, intelligence* », PUF Paris, 1980.
- LIEURY (A) : « *Manuel de Psychologie Générale* », Dunod, Bordas, Paris, 1990, 263p.
- LE PELLEC J. / VIOLETTE MARCOS A : « *Enseigner l'Histoire, un métier qui s'apprend*», Hachette Education, Paris, 1991, 128p
- MACAIRE (F): « *Notre beau métier* », Manuel de pédagogie appliquée, Les classiques africains, 1973.
- MEIRIEU (P): « *Apprendre, Oui mais Comment ?* », Edition ESF, Collection Pédagogique, 9è, 1992.
- MICHAUX (M) : « *Enseigner aujourd’hui* », Histoire cycle 3, Bordas, Paris, 2001, 124p.
- MICHAUD Madeleine : « *Enseigner aujourd’hui* », Histoire Cycle 3, Bordas, Pédagogie, HER, Paris, 2001, 124p.

- MONIOT (H) : « *Enseigner l'histoire des manuels à la mémoire* », Série cours et contribution pour les sciences de l'éducation, col. Exploitation et recherche en science de l'éducation, éd.Peter Lang, Paris, 1984
- MUCCHIELLI (R) : « *Les méthodes actives dans la pédagogie des adultes* », 7è éd. ESF, Paris, 1991.
- RANDRIANASOLO (S A) : *L'enseignement de l'histoire et de la géographie dans les écoles indigènes de Madagascar à travers les programmes et manuels scolaires 1916-1939*, Mémoire de CAPEN 1984.
- RAKOTOMALALA (A) : *Histoire et Géographie, enseignement et idéologie à travers les manuels scolaires du XIX siècle*, Mémoire de CAPEN.
- RATRIMOARIVONY RAKOTOANOSY (M I) : *Historique et Nature de l'enseignement à Madagascar de 1896-1960*, Université Paris Sorbonne, Paris IV 1986.
- RAZAFINDRAKOTO (H) : *L'ajustement structurel et la dynamique des terroirs de Faravohitra et d'Ambohitsara dans les Vakinakaratra*, Mémoire de CAPEN 1993.
- OLLIVIER : « *Communiquer pour enseigner* », Hachette, Paris.
- PIVETEAU (J) : *Guide pour une école de promotion*, collective Nathan, Paris, 1993
- PELPEL : « *Se former pour enseigner* », Bordas, Paris, 1986.
- POSTIC Marcel J./ De KETELE Marie : « *Observer les situations éducatives* », Pédagogie d'aujourd'hui, PUF, Paris, 1988.
- REBOUL Olivier : « *Qu'est-ce qu'apprendre ?* », PUF, Paris, 1995.
- ROLLAND(V) : « *La motivation en contexte scolaire* », Hachette, Paris, 1994.
- TSITAMPIHY (H L) : Conception et élaboration de documents pédagogiques pour l'enseignement de la géographie en T10, Mémoire de CAPEN 1988.
- Thierry Desjardins « *Le scandale de l'éducation nationale* », Paris, 1991.
- VECCHI (Gérard) : « *Aider les élèves à apprendre* », Hachette, Paris, 1992.
- WILLIAMS et NAREMORE : « *Les analyses fonctionnelles des différentes sociales* », Londres, 1969.

## VI- ENCYCLOPÉDIAS

- Encyclopédie BORDAS, Volume II, Paris 1980.
- Dictionnaire historique, Volume 17, Paris 1971.
- Dictionnaires Encyclopédiques.

## VII- REVUES

- AUDIGIER : « *Enseigner les sociétés, transmettre des valeurs* », Revue française, INRP, 1994.
- Bulletin économique de Madagascar : « Tana et ses environs », 1926.
- CERES, Revus de la FAO, N°143, septembre-octobre 1993.
- Ecole publique de Madagascar, N°42, mai 1960.
- Journal officiel 1956-1996.
- Journal Office du 10/03/73.
- Journal Officiel n°2379 du 21/08/96.
- MINESEB PEM : « Nitadytoko ka nahitavato », Journal diffusé gratuitement dans les lycées et les collèges, Repère N°21.
- Madagascar Action Plan.
- Revue française d'études politiques africaines, N°52, avril 1970 p.57-56.
- VERGNAUD : « Revue française de pédagogie », N° 45, paris, 1978.

## VIII- WEBOGRAPHIE

- <http://fr.africatime.com/madagascar/articles/education-greve-desenseignants-fram-ce-jour>, consulté mois de mars 2016.
- <http://tools.wmflabs.org/geihack/geohack.php>, consulté au mois de mars 2016.
- <http://www.ibe.unesco.org/>, consulté au mois de mars 2016.
- <http://www.monde-diplomatique>, consulté au mois de mars 2016.
- Encyclopédie Encarta 2009, Microsoft Corporation

## **TEXTES OFFICIELLES**

- Ordonnance N° 60-069 du 22 juin 1960 fixant les principes généraux de l'enseignement et de la formation professionnelle.
- Ordonnance N°62-056 modifiant et complétant l'ordonnance N°60-049 du 22 juin 1960 fixant les principes généraux de l'enseignement et de la formation professionnelle.
- Ordonnance N°78-040 portant cadre général du système d'éducation et de formation.
- Ordonnance N°94-033 portant cadre général de l'éducation.
- Discours de Mr le Président TSIRANANA et de Mr Laurent BOTOKELY ministre de l'éducation nationale à l'occasion de la cérémonie de baptême du Lycée J.J Rabearivelo, le jeudi 05 mai 1960.
- Arrêté N°2953 fixant les programmes de géographie pour les classes du second cycle des lycées et écoles normales (classe de 2<sup>nde</sup>, 1<sup>ère</sup>, Tle). J.O du 16 octobre 1965.
- Arrêté N° 2819 du 18 juillet 1967, fixant les programmes d'histoire et de géographie dans les classes de 1<sup>er</sup> et de 2<sup>nd</sup> cycle. J.O du 05 août 1967.
- Arrêté N°50/80 MINISEB fixant les programmes T6 et T7. J.O du 08 janvier 1980.
- Note circulaire N°15277/EN/SA/1 JORDM du décembre 1960 programme concernant l'enseignement de la langue malgache, civilisation et histoire de Madagascar.
- Circulaire 9359 AC/SA 6 du 14 juin 1966, fixant horaires, programmes et manuels d'histoire et de géographie, J.O du 27 août 1966.
- Circulaire 9359 AC/SA 6 du 04 juillet 1960 relative aux horaires, programmes et manuels d'histoire et géographie pendant l'année scolaire 1967-1968 J.O du 15 juillet 1967.
- Circulaire N° 30009 AC/SA 6 concernant les horaires et les programmes d'histoire et de géographie dans les classes de terminales C et D des lycées classiques et modernes de Madagascar pour l'année scolaire 1970-1971.
- Ministeran'nyfanbeazam-pirenena: "Fandaharam-pianarana 1975".
- Ministeran'nyfanabeazam-pirenena: "Fandaharam-pianarana 1976".
- MINISEB « Programmes scolaires T11, CNEP 1982 applicable à partir de 1983-1984 enseignement général, secondaire, niveau II ».
- MINISEB « Programmes scolaires enseignement général, secondaire, niveau II, T12 ».
- MINISEB: « Fandaharam-pianarana T110, SAFM, taom-pianarana 1986 CNAPMAD ».
- MINISEB: "Fandaharam-pianarana, SAFM, CNEP, T11 ACD 1987".
- MINISEB: "Programmes scolaires T12, 1988".
- Décision n° 1001-90/MINESEB relative à l'usage des langues dans les établissements scolaires des niveaux I, II, III.

- MINISEB, UERP: " Programmes scolaires 1986-1987-1988-1989 réaménagés et applicables à partir de 1990-1991" T6 à T12.
- UERP : « Programmes scolaires des lycées de Madagascar pendant la période transitoire de 1992 à septembre 1992 ».
- UERP : « Lycées programmes à partir de l'année scolaire 1995-1996 ».
- Lois N° 2004-004 du 26 juillet 2004 et N° 2008-011 du 17 juillet 2008 portant orientation générale du SEEFM.
- Projet de loi N° 2005-041 du 23 novembre 2005 modifiant certaines dispositions en matière d'orientation du SEEFM.

# **ANNEXES**

## **ANNEXE 1**

### **PROGRAMME DE L'ENSEIGNEMENT DU SECOND DEGRE SUR L'ENSEIGNEMENT DE L'HISTOIRE ET DE LA GEOGRAPHIE**

**(Source : JOURNAL OFFICIEL de Madagascar et dépendance du 22 décembre 1956 p 3084 et 3085)**

**Classe de SECONDE**

**HISTOIRE : DIX-SEPTIEME SIECLE (1610-1789)**

#### **PREMIER TRIMESTRE**

La France de 1610-1789

Tableau de l'Europe

La guerre de 30 ans

L'Angleterre de 1603-1660. Les deux premiers Stuarts, la révolution de Growell

Les provinces Unies au dix-septième siècle : organisation politique, puissance économique

L'Angleterre de 1660-1688

#### **DEUXIEME TRIMESTRE**

Transformations économiques et sociales de l'Europe au dix-septième et au dix-huitième siècle.

#### **TROISIEME TRIMESTRE**

La civilisation intellectuelle et artistique ; l'évolution des idées en Europe aux XVIIe et XVIIIe siècles.

La question d'Orient au dix-septième siècle

Les questions coloniales au dix-huitième siècle

### **GEOGRAPHIE : GEOGRAPHIE GENERALE, PHYSIQUE ET HUMAINE**

#### **PREMIER, DEUXIEME ET TROISIEME TRIMESTRE**

Notion de géographie humaine : démographie, habitat, genre de vie.

#### **CLASSE DE PREMIERE**

### **HISTOIRE : LES DEBUTS DE L'EPOQUE CONTEMPORAINE**

#### **PREMIERE TRIMESTRE**

La Révolution (1789-1799)

#### **DEUXIEME TRIMESTRE**

L'évolution politique et sociale de l'Angleterre et des Etats-Unis de la fin du XVIIIe siècle jusqu'au milieu du XIXe siècle

Les causes et les conséquences de la révolution de 1848

L'Europe de 1830-1848

La monarchie de juillet : histoire intérieure

La seconde République : histoire intérieure

### **GEOGRAPHIE : LA France et La France D'OUTRE MER**

Rappel des notions générales de morphologie, de climatologie et de l'hydrologie

Etude physique et humaine de la France par grande région géographique

Bilan de la population et de la vie économique de la France

La France d'outre-mer

## **CLASSE TERMINALE**

### **HISTOIRE : L'EPOQUE CONTEMPORAINE**

(Au milieu du XIXe siècle jusqu'en 1939)

#### **PREMIER TRIMESTRE**

L'évolution de l'Europe de 1851-1871

#### **DEUXIEME TRIMESTRE**

L'évolution politique et économique des principaux Etats

#### **TROISIEME TRIMESTRE**

Les transformations du monde entre 1914-1939

### **GEOGRAPHIE : LES PRINCIPALES PUISSANCES ECONOMIQUES ET LA VIE ECONOMIQUE DU GLOBE**

## **ANNEXE 2**

### **PROGRAMME D'HISTOIRE ET DE GEOGRAPHIE 1967**

**(Arrêté n°2819, Journal Officiel du 05 août 1967)**

#### **HISTOIRE**

Classe de SECONDE

Horaire hebdomadaire 2 heures

Nombre de leçon : 50

#### **PREMIERE PARTIE (24 leçons)**

##### **L'AFRIQUE ET MADAGASCAR, DES ORIGINES AU MILIEU DU XXe SIECLE**

- I. Les méthodes d'étude de l'histoire africaine et malgache
- II. La préhistoire et l'Antiquité
- III. L'Afrique du VIIe au XVIe siècle
  - L'Islam en Afrique
  - L'Abyssin
  - Les royaumes bantous
- IV. Le tournant de XVIe au XVIIe siècle
- V. La renaissance africaine jusqu'au milieu du XIXe siècle
- VI. L'Afrique septentrionale de la Conquête turque et l'ouverture du canal de Suez
- VII. Madagascar jusqu'en 1896
  - Rétrospective de l'histoire malgache jusqu'en 1810
  - Le XIXe siècle malgache
  - Les problèmes de civilisation de 1810 à 1896
  - Madagascar en 1896

#### **DEUXIEME PARTIE (26 leçons)**

##### **LES FAITS DOMINANTS DE L'EVOLUTION EUROPEENNE ET LEUR INFLUENCE SUR LE RESTE DU MONDE DU MILIEU DE XVIe SIECLE à 1870**

- I. Présentation chronologique de la période
- II. Absolutisme Libérale (1770-1870)
  - La législation de la liberté
  - Angleterre
  - France
    - Le heurt de la France révolutionnaire et de l'Europe monarchique (1792-1795)
    - L'essai d'organisation de l'Europe par Napoléon Ier et ses conséquences
    - Les réactions contradictoires aux conquêtes françaises
    - Le statut européen de 1815 et les contestations qu'il suscite
    - Le remembrement politique de l'Europe et les revendications des nationalités (1851-1871)
    - L'église et les bouleversements issus des idées nouvelles de 1789-1871
    - Pénétration des idées libérales en Europe Orientale
    - L'Empire Ottoman subit le contre coup des évènements européens (1798-1870)
- III. Transformation de l'économie de la fin du XVIe siècle au milieu du XIXe siècle
  - Evolution de l'agriculture
  - Le premier âge industriel (fin du XVIIIe siècle-1830)
  - La révolution des transports
  - Le libéralisme économique, la mobilisation des capitaux
  - Les zones de développement industriel
  - L'évolution du commerce international
  - L'influence des transformations économiques sur le monde (1800-1871)
- IV. Les conséquences sociales du développement économique
  - Villes et campagnes

Controverses sur les rôles de l'industrie dans la crise sociale

L'hostilité à l'industrie

La résignation au développement industriel et l'essai d'en adoucir les conséquences sociales

L'optimisme industrialiste

Les mouvements socialistes en Europe de 1843-1850

Le socialisme critique et scientifique

Les ouvriers et l'Etat (1850-1871)

## **CLASSE DE PREMIERE**

Horaire hebdomadaire : 2 heures

Nombre de leçon : 50

HISTOIRE DU MONDE DE 1870-1939

### **PREMIERE PARTIE** : de 1870-1914

I. L'Afrique et Madagasikara à la veille de la poussée impérialiste

II. Les transformations du monde et le fondement de l'impérialisme

III. Les poussées impérialistes et les résistances

Les positions européennes

En Afrique septentrionale : conquêtes-rivalités-résistances

En Afrique au sud du Sahara

A Madagasikara :

Des « temps malgaches » à la colonisation française

Madagasikara sous le régime colonial

En Asie

L'expansion européenne en Asie du sud-est, en Asie centrale et en Sibérie

L'impérialisme américain

IV. Evolution interne des grandes puissances mondiales : Etats-Unis, Japon, Royaume-Uni, France, Allemagne, Russie.

V. Marche à la guerre

### **DEUXIEME PARTIE** : de 1914-1939

I. La première guerre mondiale et ses conséquences

II. L'Afrique et Madagasikara jusqu'en 1939

Les systèmes coloniaux de 1918-1939

L'administration coloniale

Les méthodes d'exploitation. Evolution de la vie économique ; sociale ; culturelle et politique

L'Afrique devant la colonisation

Bilan pour les pays colonisés

L'exemple de Madagasikara

Madagasikara sous le régime colonial

La civilisation malgache à l'époque coloniale : son évolution

III. La crise de 1929

IV. L'évolution des grands Etats européens

La construction planifiée de l'URSS

Les régimes totalitaires

Les démocraties libérales

V. Les questions asiatiques

Le Japon impérialiste de 1920-1941

La crise chinoise de 1911-1937

## **TROISIEME PARTIE :**

### **LE MOUVEMENT INTELLECTUEL ET ARTISTIQUE DE 1870-1939**

- ❖ Les progrès scientifiques et les formes nouvelles de la vie quotidienne
- ❖ Les grands courants de la vie littéraire et artistique

### **CLASSE DE TERMINALE**

Horaire hebdomadaire : 2 heures

Nombre de leçon : 50

### **LE MONDE CONTEMPORAINE (1939-1960)-LES CIVILISATIONS CONTEMPORAINES**

#### **PREMIERE PARTIE**

##### **LE MONDE CONTEMPORAINE (1939-1960)**

I. La deuxième guerre mondiale et ses conséquences- les essais de regroupement du monde

II. La décolonisation et la naissance d'un Tiers-Monde

Les formes diverses d'accession à l'indépendance

En Asie

Au Moyen Orient et Maghreb

En Afrique anglophone

En Afrique francophone et Madagascar

Les problèmes des pays colonisés : retard économique, aspects de sous-développement

Les tentatives de regroupement (Ligue Arabe, Bandoeng, les partis et les groupes d'Etat d'Afrique et de Madagascar)

III. L'exemple de Madagsikara : la nation Malgache, la République

#### **DEUXIEME PARTIE**

##### **LES CIVILISATIONS CONTEMPORAINES**

###### **LA NOTION DE CIVILISATION**

I. Les civilisations européennes

L'Europe Occidentale

L'Europe socialiste

II. Les civilisations américaines

III. Les civilisations musulmanes

IV. Les civilisations africaines et malgaches

Les fondements traditionnels

Islam et Christianisme en Afrique Noire et à Madagascar

Les problèmes de la modernisation

Madagasikara entre l'Asie et l'Afrique

Les nouvelles expressions littéraires et artistiques en Afrique et à Madagascar

V. Les civilisations de l'Asie et de l'Océan Indien

VI. L'évolution des sciences et des techniques- L'esprit nouveau

#### **GEOGRAPHIE**

##### **CLASSE DE SECONDE**

Horaire hebdomadaire : 2 heures

Nombre de leçon : 36 leçons et 12 séances de travaux pratiques

##### **GEOGRAPHIE GENERALE PHYSIQUE**

I. Introduction

II. Les climats

III. La structure  
IV. Le relief  
V. Les grands ensembles morpho climatiques

En zone froide glaciaire  
En zone tempérée  
En zone subtropicale  
En zone aride et subaride  
En zone tropicale à saison contrastées  
Dans l'Asie des moussons  
En zone tropicale et équatoriale humide

Les systèmes montagnards

VI. Mers et côtes

Hydrologie marine

Le littoral

#### TRAVAUX PRATIQUES

Des commentaires de photographies aériennes

Des travaux de cartographie sur le pays

Des observations climatiques

L'observation sur le terrain des phénomènes d'érosion élémentaire

#### CLASSE DE PREMIERE

Horaire hebdomadaire : 2 heures

Nombres de leçon : 40 leçons et 08 séances de travaux pratiques

#### GEOGRAPHIE GENERALE HUMAINE ET ECONOMIQUE

#### PREMIERE PARTIE

##### GEOGRAPHIE HUMAINE

- I. Introduction
- II. La population
- III. Les sociétés agricoles
- IV. L'homme dans le désert
- V. Les sociétés agricoles dans les zones de savanes
- VI. Les sociétés agricoles dans les forêts denses et humides
- VII. Les sociétés agricoles de l'Asie des moussons
- VIII. La pêche
- IX. De l'artisanat à grande industrie
- X. Les structures industrielles modernes
- XI. Les paysages industriels et l'aménagement de l'espace
- XII. La ville et ses problèmes

#### DEUXIEME PARTIE

##### LE SOUS-DEVELOPPEMENT

##### CARACTERES GENERAUX DE SOUS-DEVELOPPEMENT

Insuffisance de l'infrastructure

Problèmes financiers et monétaires

Problèmes humains

##### DEVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE

##### DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

##### PROBLEMES SOCIAUX ET CULTURELS

## PROGRAMMATION ET PLANIFICATION

### TROISIEME PARTIE

#### GEOGRAPHIE ECONOMIQUE

- I. Les grands produits agricoles
- II. Les produits de l'élevage et de la pêche
- III. Les grandes sources d'énergie
- IV. Les grands minerais
- V. Les industries métallurgiques
- VI. Les industries chimiques
- VII. Les industries textiles
- VIII. Moyen de transport
- IX. Les courants d'échanges
- X.

#### TRAVAUX PRATIQUES

##### CLASSE DE TERMINALES

Horaire hebdomadaire : 2 heures

Nombre de séances : 51

##### GRANDE PUISSANCE : ETUDE ECONOMIQUE

- I. Les pays
  - Les Etats-Unis
  - Le Royaume-Uni
  - La France
  - L'Allemagne fédérale
  - Le Japon
  - L'URSS
  - La Chine
- II. Efforts de regroupement économique

Différentes orientation : Marché commun, A.E.L.E, COMECON

##### LE TIERS-MONDE : ETUDE ECONOMIQUE

- I. Les problèmes économiques de l'Asie des moussons
- II. Les problèmes économiques du Moyen-Orient
- III. Les problèmes économiques de l'Amérique Latine
- IV. Les problèmes économiques en Afrique
- V. Efforts d'organisation économique des Etats africaines et malgache

##### MADAGASIKARA

- I. Les grands traits de la géographie
- II. Population
- III. Etude régionale : les hautes terres, la façade, le Nord, l'Ouest, l'Est, le Sud, le Sud-Ouest
- IV. Conditions générales du développement économique malgache
- V. Les problèmes de l'agriculture et de l'industrialisation

### **ANNEXE 3**

### **PROGRAMME D'HISTOIRE ET DE GEOGRAPHIE**

#### **CLASSE DE SECONDE**

#### **PROGRAMME INTEGRÉ**

Horaire hebdomadaire : 4 heures

#### **I. LES DONNES GENERALES DE GEOGRAPHIE PHYSIQUE ET HUMAINE**

##### **A. LA TERRE**

1. La Terre dans l'univers-Coordonnée géographique

2. La représentation de la Terre : carte

##### **B. LES CLIMATS**

##### **C. LA STRUCTURE**

##### **D. LE RELIEF**

##### **E. LA DEMOGRAPHIE**

#### **II. L'HOMME DANS LA ZONE CHAUDE : UN EXEMPLE D'EVOLUTION DE CIVILISATION (MADAGASCAR)**

##### **A. CADRE GEOGRAPHIQUE**

1. Ensemble morpho climatique

2. Aspect économique et humains

3. Madagascar dans l'Océan Indien

#### **B. DE LA CIVILISATION DES ANCETRES AUX CONTACTS AVEC LE MONDE EXTERIEUR JUSQU'AU XVIIIe SIECLE**

1. La vie quotidienne

2. Aspects économiques et sociaux

3. Aspects culturels

#### **C. CIVILISATION DES ANCETRES ET APPORTS DE L'OCCIDENT AU XIXe SIECLE**

1. La vie quotidienne

2. Aspects économiques et sociaux

3. Aspects culturels

#### **D. COMPARAISONS AVEC D'AUTRES TYPES DE SOCIETES AGRICOLES DANS LA ZONE CHAUDE**

#### **III. L'HOMME DANS LA ZONE TEMPÉRÉE ET LA NAISSANCE DE LA SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE**

##### **A. CADRE GEOGRAPHIQUE**

1. Ensemble morpho climatique

2. Les sociétés rurales en Europe et dans les pays neufs

3. L'Europe politique

##### **B. LA NAISSANCE DE LA SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE**

1. Les transformations de l'économie de la fin du XVIIe au milieu du XIXe siècle

2. Les conséquences sociales l'évolution des idées

#### **CLASSE DE PREMIÈRE**

#### **I. LE MONDE INDUSTRIEL ET URBAIN**

#### **A. LES TRANSFORMATIONS DU MONDE ET LES FONDEMENTS DE L'IMPÉRIALISME DANS LA DEUXIÈME MOITIE DU XIXe SIECLE**

1. Transformations techniques et économiques

2. Transformations sociales et idéologiques, les problèmes sociaux

##### **B. INDUSTRIES ET VILLES**

1. L'artisanat

2. Le second âge industriel

3. La ville

#### **II. LES FAITS DOMINANTS DE L'EVOLUTION MONDIALE DE 1870 à 1939**

#### **A. LES POUSSÉES IMPÉRIALISTES ET LES RÉSISTANCES**

1. Les vagues impérialistes dans le monde

2. Les résistances et leurs échecs
- B. LA GUERRE DE 1914-1918 ET CONSEQUENCES JUSQU'EN 1939
  1. Le monde au début XXe siècle
  2. La guerre de 1914-1918
  3. La révolution russe de 1917 et ses prolongements
  4. La nouvelle Europe et ses problèmes, le SDN
  5. La crise de 1929 et ses conséquences
  6. Les régimes totalitaires
  7. Les démocraties libérales avant 1939
- C. L'EVOLUTION DES EMPIRES COLONIAUX DANS L'ENTREE DEUX GUERRES
  1. Asie
  2. Afrique
  3. Bilan pour les pays colonisés en 1939
  4. L'exemple de Madagascar
- III. LE SOUS-DEVELOPPEMENT
  - A. CARACTERES GENERAUX DU SOUS DEVELOPPEMENT
  - B. DEVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE
  - C. DEVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE
  - D. PROBLEMES SOCIAUX ET CULTURELS
  - E. PROGRAMMATION ET PLANIFICATION
  - F. COOPERATION INTERNATIONALE ET LES COURANTS D'ECHANGES : LES REGLES DU COMMERCE MONDIALE

## **CLASSE DE TERMINALE**

- I. L'EVOLUTION DE L'HISTOIRE CONTEMPORAINE (1939-1960)
  - A. LA DEUXIEME GUERRE MONDIALE ET SES CONSEQUENCES
    1. Les origines et les grandes étapes de la guerre. L'Afrique et Madagascar dans la guerre
    2. Les règlements du conflit ; les essais de réorganisation : l'ONU
    3. Tensions idéologiques et conflits : les deux blocs
  - B. LA DECOLONISATION ET LA NAISSANCE DU TIERS MONDE
    1. Les formes diverses d'accès à l'indépendance en Asie
    2. Les formes diverses d'accès à l'indépendance du Moyen Orient, au Maghreb et la Ligue Arabe
    3. Les formes diverses d'accès à l'indépendance en Afrique anglophone
    4. Les formes diverses d'accès à l'indépendance en Afrique francophone : les parties et les groupes d'Etat d'Afrique et Madagascar
    5. Les problèmes des pays décolonisés : le retard économique, aspects du sous-développement, une tentative de regroupement : Bandoeng
  - C. L'EXEMPLE DE MADAGASCAR : LA NATION MALGACHE
    1. La seconde guerre mondiale et le réveil politique (1940-1948)
    2. La marche vers l'indépendance (1948-1958)
    3. La République Malgache (1958-1965)
- II. LE MONDE CONTEMPORAIN : ETUDE DES PAYS ET CIVILISATIONS-NOTION DE CIVILISATION ET SON EVOLUTION
  - A. MADAGASCAR ET LA CIVILISATION MALGACHE
    1. Etude régionale
    2. Civilisation malgache
  - B. AFRIQUE ET LES CIVILISATIONS AFRICAINES
    1. Etude des pays
    2. Civilisation africaines

- C. LES CIVILISATIONS OCCIDENTALES ET LES GRANDES PUISSANCES
- D. LES CIVILISATIONS DE L'ASIE ET L'OCEAN INDIEN
- E. LES CIVILISATIONS MUSULMANES

#### **ANNEXE 4**

#### **HISTOIRE-GEOGRAPHIE-INSTRUCTION CIVIQUE INTEGREGES PROGRAMME DE 1975**

#### **CLASSE DE SECONDE**

##### **L'HOMME ET LE MILIEU NATUREL- LES ECHANGES COMMERCIAUX DANS LE MONDE**

###### **➤ LES MILIEUX NATURELS ET L'HOMME**

- A. La terre
- B. Les climats et leurs effets
- C. L'homme- sa répartition dans le monde

###### **➤ LA MAITRISE DU MILIEU NATUREL ET L'EVOLUTION DES RAPPORTS SOCIAUX**

- A. Introduction
- B. L'évolution des modes de production et des rapports sociaux de productions
  - Mode de production lignagère
  - La révolution industrielle et ses conséquences
  - L'évolution des techniques de production et transformation industrielle
  - Les transformations industrielles et la modification des structures et des rapports sociaux
  - Mode de production capitaliste
  - Mode de production socialiste

###### **➤ LES ECHANGES COMMERCIAUX DANS LE MONDE**

###### **Les différentes formes d'échanges et leur évolution**

- Le troc
- La monnaie
- Le système monétaire international

###### **Direction et nature des échanges dans le monde contemporain**

- Entre les pays riche
- Entre les pays riche et les pays du Tiers-Monde (nouvelle forme d'impérialisme)
- Entre les pays du Tiers-Monde

#### **CLASSE DE PREMIERE**

##### **I. LE MONDE DANS LA PREMIERE MOITIE DU XXe SIECLE ET LA CRISE DU CAPITALISME**

###### **A. INTRODUCTION**

###### **Le monde à la veille de la première guerre mondiale**

- L'hégémonie des grandes puissances européennes
- Les empires coloniaux
- La montée des nouvelles puissances

###### **B. LA PREMIERE GUERRE MONDIALE**

- Les causes
- Le déclenchement de la guerre
- L'extension et la généralisation du conflit
- Les conséquences

###### **C. LA REVOLUTION SOCIALISTE DE 1917 ET LE DEVELOPPEMENT DU MOUVEMENT COMMUNISTE MONDIAL**

- Les causes de la révolution russe et la création de l'URSS
- Révolution universelle et internationalisme prolétarien-Révolution et mouvement communiste dans le monde

- D. LA CRISE MONDIALE DU CAPITALISME
  - La crise de 1929
  - Les principales conséquences de la crise
- E. LA DEUXIEME GUERRE MONDIALE ET SES CONSEQUENCES
  - Les forces en présence
  - Les conséquences de la guerre
  - Le règlement du conflit ; l'ONU
  - La formation des deux Blocs
  - Le développement du nationalisme dans les pays colonisés
- F. L'ACCÉSSION À L'INDEPENDANCE DES PAYS COLONISES
  - Les facteurs de changement et les éléments de la colonisation
  - Les modes de l'accès à l'indépendance
  - Les problèmes généraux des pays nouvellement indépendants
- II. LE SOUS-DEVELOPPEMENT « APPROCHE CRITIQUE DE LA NOTION DE SOUS-DEVELOPPEMENT
  - La théorie conventionnelle et les images classiques du sous-développement
    - Sur le plan social
    - Sur le plan économique
  - Les causes réelles du sous-développement
    - Dépendance et exploitation
    - Tendance au blocage
  - La lutte contre le sous-développement
    - La thèse classique : « le cercle vicieux du sous-développement et la nécessité des aides extérieures »
    - Les solutions adoptées et les perspectives d'avenir
      - ❖ Le modèle algérien ou tanzanien
      - ❖ Le modèle ivoirien

## **CLASSE DE TERMINALE**

- I. LES CIVILISATIONS DU MONDE CONTEMPORAIN
  - INTRODUCTION : la notion de civilisation
  - CIVILISATION DES PAYS CAPITALISTE
  - A. LE CAPITALISME
    - Définition
    - Les grandes étapes de l'évolution du système
    - Antagonisme et lutte de classes en régime capitaliste
  - B. L'EUROPE OCCIDENTALE
  - C. L'AMERIQUE ANGLO-SAXONNE : l'exemple des Etats-Unis
    - L'espace américain
    - La puissance économique des Etats-Unis
    - Le régime et système économique américain
    - La société américaine
    - Le malaise du système : « société de consommation », « problèmes sociaux et raciaux »
  - D. Le Japon
    - CIVILISATION DES PAYS SOCIALISTES
  - A. FONDEMENTS IDEOLOGIQUES ET HISTORIQUES
  - B. LE MODELE SOVIETIQUE
    - Le cadre physique et historique
    - La révolution socialiste en 1917
    - Le modèle soviétique de développement
    - Le régime et système politique

- La société soviétique : « l'homme nouveau » - « le réalisme socialiste »
- C. LE MODELE CHINOIS
  - L'espace chinois
  - La révolution chinoise
  - La voie chinoise du développement
  - La révolution culturelle et la nouvelle société
- D. LE MODELE CUBAIN
  - CIVILISATION DU TIERS-MONDE
- A. PRESENTATION GENERALE
- B. ETUDE DE L'EXEMPLE MALAGASY
  - Fondements historiques de la civilisation Malagasy
  - Civilisation malagasy et « voie Malagasy » du développement
- C. Etude d'un exemple de l'Afrique noire ou de l'Amérique Latine
- II. LES GRANDS "PROBLEMES ECONOMIQUES"
  - A. Le conflit au Moyen Orient
  - B. Le problème Vietnamien
  - C. Le non-alignement
  - LES MOUVEMENTS REVOLUTIONNAIRES ANTI-IMPERIALISME DANS LE MONDE
    - A. Présentation générale
    - B. Etude des deux exemples de mouvements anti-impérialistes
      - African National Congress (ANC) ou FRELIMO ou PAIGC ou autres exemples
      - Les Tupamaros.

## **ANNEXE 5**

### **LOI N° 78-040**

**Portant cadre général du système d'éducation et de formation**

**L'assemblée Nationale Populaire a adopté**

**Le Président de la République Démocratique de Madagascar promulgue la loi dont la teneur suit :**

### **TITRE PREMIER**

#### **PRINCIPAUX GENERAUX**

**Article premier** : -Les système d'éducation et de formation des hommes, conformément aux dispositions de la Charte de la Révolution Socialiste Malagasy se donne pour finalité la construction d'une socialiste moderne décentralisée, harmonieusement équilibrée et techniquement développée.

**Art.2** : -Le plan constitue le cadre et l'instrument qui permettront la réalisation de cet objectif dont la réussite exige un enseignement de haut niveau.

**Art.3** : -Les structures à mettre en place, le contenu de la formation, les méthodes pédagogiques utilisées, le mode de gestion système obéissant aux impératifs d'édification de cette société socialiste Malagasy.

**Art.4** : -l'importation du système d'éducation et de formation des hommes dans le Révolution nécessite qu'une formation permanente soit organisée pour mettre de façon constante, l'approfondissement du savoir-faire à tous les niveaux.

**Art.5** : -Ces principes généraux régissent les objectifs concrets visés, l'orientation des jeunes, l'application des principes de démocratisation, de décentralisation et de malgachisation, le contenu et le niveau de la formation, ainsi que les méthodes pédagogiques et le système d'évaluation des connaissances, la prise en charge des dépenses d'éducation et de formation.

**Art.6** : -Toute une formation prévue par le nouveau système doit, après le premier niveau (Education de Base) préparé tout Malgache à l'exercice réel d'une profession concourant à la réalisation du Plan.

**Art.7** : -Pour concrétiser le principe de la démocratisation du système de formation et d'éducation et pour permettre aux enfants des villages dispersés d'avoir les mêmes chances de poursuivre leurs idées, ou ceux des Fokontany de venir dans les chefs-lieux de Firaiana ou de Fivondronana seront créés au niveau des Fokontany si nécessaire et surtout à partir des Firaiana, des villages scolaires socialistes dont les modalités d'existence et de fonctionnement seront définies par des textes réglementaires. De même, la création de cantines scolaires est de règle aux chefs-lieux de Fokontany dont l'étendue constitue un obstacle à la scolarisation complète, ou dans les localités pourvues d'établissement scolaires.

**Art.8** : -La décentralisation du système qui se définit comme la réparation à travers tout le Territoire nationale des différentes catégories d'établissement de formation se réalisera comme suit :

- Niveau I Fokontany
- Niveau II Firaianampokontany
- Niveau III Fivondronampokontany
- Niveau IV Faritany

**Art.9** : -la décentralisation des établissements d'enseignement supérieur (niveau IV) obéira aux principes énoncés dans l'ordonnance n°76-043 du 27 décembre 1976 portera création de l'Université de Madagascar.

**Art.10** : -La malgachisation qui se définit en ce domaine comme l'adaptation aux besoins et objectifs nationaux des programmes et méthodes pédagogiques, implique également l'utilisation de la langue nationale comme langue d'enseignement.

L'objectif est, conformément au « Livre Rouge » l'emploi du « Malgache commun» et jusqu'à la mise au point de ce Malgache commun, seront utilisés le Malgache officiel, le Malgache dans ces variantes régionales et le français.

A cette fin, sont mises en place selon un calendrier déterminé par voie réglementaire, les structures ci-après, permettant de rationaliser et de rentabiliser les efforts de recherche :

- Une Commission nationale de recherches et d'élaboration du Malgache commun.
- Des Commissions régionales de recherches et d'élaboration du Malgache commun.
- Des Commissions spécialisées pour la malgachisation des termes techniques et de toutes disciplines.

**Art.11** : - Le niveau des connaissances et de technicité dispensée à chaque palier du système sera défini en fonction de celui requis pour les besoins de l'exécution du plan.

**Art.12** : - Sur les plans des méthodes pédagogiques, l'encadrement permanent des élèves et étudiants sera utilisé pour réduire les déperditions en cours d'étude et assurer le niveau de formation requise.

Dans le nouveau système, l'évaluation des connaissances s'effectuera au moyen du contrôle continu et (ou) des examens.

**Art.13** :-Dans le cadre du nouveau système, la prise en charge des dépenses d'éducation et de formation est repartie selon les niveaux et les cas, entre :

- Les entreprises et coopératives socialistes,
- Les collectivités décentralisées,
- L'Etat.

Par ailleurs, l'école sera productive en vue de participer à ces dépenses de formation et d'éducation.

**Art.14** : - Afin de leur permettre de transmettre leur technicité aux ouvriers et aux paysans, tous les techniciens recevront un minimum de formation pédagogique.

## **ANNEXE 6**

### **T 11 CNEP 82**

#### **Applicable à partir de 1983-1984**

## **CHAPITRE I**

### **INTRODUCTION**

A. Rappel des différents modes de production, en insistant sur le passage du mode de production capitaliste

B. Le capitalisme

1. La naissance du capitalisme

a. La production marchande du capitaliste

• Les facteurs de leur puissance maritime et coloniale

• Les conséquences

b. Les différentes phases du capitalisme

• Le capitalisme commercial

• Le capitalisme financier et industriel

L'exemple de l'Angleterre victorienne (1831-1901)

Pourquoi une révolution ?

Les facteurs favorables à la naissance de cette révolution

La Révolution Industrielle

Les conséquences en Angleterre et dans le monde

• Economie financière

2. Le capitalisme monopoliste et l'impérialisme

a. Le développement industriel et ses conséquences

b. Les problèmes des débouchés et le passage à l'impérialisme

## **CHAPITRE II**

### **RIVALITES DES PUISSANCES IMPERIALISTE à DE LA 2<sup>ème</sup> MOITIE DU XIXe SIECLE**

A. Cartes politiques des puissances impérialistes (avant et après les guerres mondiales)

B. Les causes des rivalités

C. Manifestations et conséquences de ces rivalités

## **CHAPITRE III**

### **EVOLUTION DES RAPPORTS DE FORCES DANS LE MONDE DU XXe SIECLE**

A. Emergence du socialisme

1. Tableau schématique démontre les contradictions engendrant une révolution

2. Exemple de la Russie (URSS)

B. Impact du socialisme dans le monde

C. La décolonisation

1. Aspiration des pays colonisés à l'indépendance

- Facteurs externes

- Facteurs internes

Exemple de lutte armée

Exemple de lutte politique

a. A l'échelle nationale

b. A l'échelle internationale

## **HISTOIRE**

### **T12 (1984)**

### **LE MONDE CONTEMPORAIN**

I. EVOLUTION DES RAPPORTS DE FORCE DANS LE MONDE AU XXe SIECLE

1. Evolution au sein du monde capitalisme

2. Extension et développement du système socialiste
  3. Bipolarisation et ses conséquences
- II. LES GRANDES PUISSANCES
- A. Présentation et localisation des grandes puissances (cartes)
  - B. Les pays capitalistes

Exemple I : les USA

1. Les fondements de la puissance américaine
2. L'économie américaine
3. Le régime et le système politique américain
4. La société américaine

Exemple II : le Japon

1. Le milieu naturel et les fondements historiques
2. L'économie japonaise
3. Le système politique japonais
4. La société japonaise
- C. Les pays socialistes

Exemple I : L'URSS

1. Le cadre historique et politique
2. Le modèle soviétique de développement
3. La démocratie socialiste à travers les institutions, les politiques et judiciaires
4. Une société de travail
5. Les relations internationales

Exemple II : la Chine

1. Le milieu naturel et les fondements historiques
2. Le modèle chinois de développement
3. Le rôle du parti communiste chinois
4. Une Chine hier sous-développé qui vient aujourd'hui se hisser au rang de grande puissance mondiale

III. LES PAYS DU TIERS-MONDE

- A. Différentes formes de décolonisation (Amérique latine au XVIII<sup>e</sup>, Afrique, Asie au XX<sup>e</sup> siècle)

Les facteurs de la décolonisation

- B. Similitude et hétérogénéité du Tiers-Monde
1. Géographie du sous-développement
2. Problèmes du Tiers-Monde
3. Recherche de solutions

## **ANNEXE 7**

### **GEOGRAPHIE (T10)- 1986**

#### **CAHPIITRE I**

##### **L'HOMME DECOUVRE LA TERRE**

L 1-2 : comment voir et représenter la terre

- Dessin, les premières cartes, la télédétection, les projections, les cartes et leurs échelles, les courbes de niveau

#### **CAHAPITRE II**

##### **LA TERRE ET SES RICHESSES**

L 3-4 : la mobilité de l'écorce terrestre

L 5-6 : les étendues océaniques

L 7-8 : les masses continentales : le relief

L 9-10 : les ressources non renouvelables

#### **CHAPITRE III**

##### **LES SOUECES DE VIE**

L 11-12 : le soleil, une étoile parmi d'autre

L 13-14 : le soleil

L 15 : le cycle continu de l'eau

L 16 : le mouvement de l'air

L 17-18la circulation atmosphérique (schéma)

#### **CHAPITRE IV**

##### **LES MILIEUX DE LA VIE**

### **HISTOIRE (T 10) – 1986**

#### **HISTOIRE DES CIVILSATIONS DES ORIGINES JUSQU'à LA FIN DU MOYEN AGE**

#### **CHAPITRE I**

##### **LA NOTION DE LA CIVILISATION**

L 1-2 : Etude générale d'une civilisation

L 3 : les grandes périodes de l'histoire

## CHAPITRE II

### CIVILISATION DE LA PREHISTOIRE ET DE L'ANTIQUITE

L 1-2 : ce qui se passe à l'époque quaternaire : changement de climat, l'apparition des hommes

L 3-4 : La vie des hommes préhistoriques

L 5-6 : La civilisation égyptienne pendant l'Antiquité

L 7-8 : La civilisation de la Grèce antique

L 9-10 : La civilisation romaine pendant l'Antiquité

## CHAPITRE III

### LES CIVILISATIONS DU MOYEN AGE

L 1-2 : La civilisation musulmane

L 3-4 : la civilisation de l'occident médiéval

L 5-4 : l'essor de l'Empire ottoman

L 6 : Les civilisations précolombiennes en Amérique

## CHAPITRE IV

### LA CIVILISATION TRADITIONNELLE MALGACHE

L 1 : Les fondements de la civilisation malgache

L 2-3 : Organisation économique et sociale de l'époque classique

### HISTOIRE (T11 A, C, D)- 1987

### LE MONDE DU XVI<sup>e</sup> à LA FIN DU XIX<sup>e</sup> SIECLE

## CHAPITRE I

### LE TOURNANT DES XVI<sup>e</sup> ET DU XVII<sup>e</sup> SIECLE

L 1-2 : la renaissance du XVI<sup>e</sup> siècle

L 2-3 : Le classicisme au XVII<sup>e</sup> siècle

## CHAPITRE II

### LE MONDE AU XVII

L 1-2 : les bouleversements économiques

L 3-4 : L'éclat de l'activité intellectuelle

L 5-6 : Le système colonial et les rivalités européennes

## CHAPITRE III

### MADAGASCAR AUX XVIIe ET XVIIIe SIECLE

L 1-2 : Les nouvelles stratifications sociales à l'époque classique

L 3-4 : Les relations inter-royaumes et les essais de l'unification de l'île

L 5 : l'organisation économique féodale

L6 : L'oligarchie Merina

## CHAPITRE IV

### LE MONDE AU XIXe SIECLE

L 1-2 : Les transformations économiques en Europe au XIXe siècle

L 3-4 : L'impérialisme européen

L 5-6 : Madagascar vers la fin du XIXe siècle

### GEOGRAPHIE (T11 A, C, D) – 1987

### GEOGRAPHIE HUMAINE ET ECONOMIQUE

## CHAPITRE I

### ETUDE DE LA POPULATION DU GLOBE

L 1 : Composition et répartition de la population mondiale

L 2-3 : les mouvements de la population

L 4 : Structure de la population

## CAHPITRE II

### LES ACTIVITES AGRICOLES

L 1 : Les types de culture et d'élevage

L 2 : Les types d'aménagements de la campagne et l'habitat rural

L 3 : les activités de la pêche et de la forêt

## CHAPITRE III

### LES INDUSTRIES ET LES VILLES

L 1 : Les matières premières et les sources d'énergie

L 2-3 : De l'artisanat aux industries de pointe

L 4 : les villes et les fonctions urbaines- Les zones portuaires

## CHAPITRE IV

### LES ACTIVITES TERTIAIRES

L 1-2 : Les échanges commerciaux et l'ordre économique mondial

L 3-4 : Les transports et la technologie

L 5 : La civilisation des loisirs

## CHAPITRE V

### LA VIE DANS L'OCEAN

L 1 : le peuplement des eaux marines

L 2 : L'exploitation économique des ressources marines : ressources énergétiques et minérales

L 3 : Les océans dans l'économie de demain

## CHAPITRE VI

### LES GRANDS PROBLEMES DU MONDE ACTUEL

L 1 : la conservation de la nature

L 2-3 : Les grands ensembles régionaux

- La CEE
- Le COMECOM
- Actions économiques de l'OUA des Non-alignés

L 4 : La faim dans le monde

### HISTOIRE (T12) – 1988

### LES GRANDES PUISSANCES DU MONDE CONTEMPORAINS ET MADAGASCAR APRES 1945

#### INTRODUCTION

#### PRESENTATION

## CHAPITRE I

### LES ETATS-UNIS

1-1 Le système politique américain

1-2 Brève histoire des Etats-Unis depuis 1945

1-3 La société américaine

## CHAPITRE II

### LA FRANCE

2-1 : brève histoire de la France après la deuxième guerre mondiale

2-2 : la vie politique française actuelle

2-3 : la société française

### CHAPITRE III

#### L'UNION SOVIETIQUE

3-1 : L'URSS après la deuxième mondiale

3-2 : Le régime politique de l'URSS

3-3 : La société soviétique

### CHAPITRE IV

#### MADAGASCAR

4-1 : Brève histoire de Madagascar après 1945

4-2 : Le régime politique de la RDM

4-3 : La société malgache contemporaine

Source : Arrêté n°5608/87- MINISEB, fixant l'application des programmes d'enseignement en T8, T9 de l'Ecole Secondaire de Base et T12 de l'Ecole Secondaire Spécialisée

## T12 GEOGRAPHIE

### CHAPITRE I

#### LES ETATS-UNIS

1-1 Les réalités naturelles

1-2 La population américaine

1-3 L'économie américaine

1-4 La présence planétaire des Etats-Unis

### CHAPITRE II

#### LA FRANCE

2-1 : Les réalisés naturelles

2-2 : La population française

2-3 : L'économie française

### CHAPITRE III

#### L'UNION SOVIETIQUE

3-1 : les réalisés naturelles

3-2 : La population soviétique

3-3 : L'économie de l'URSS

### CHAPITRE IV

#### LE SOUS-DEVELEPPEMENT DES PAYS DU TIERS-MONDE

4-1 : Localisation des pays du Tiers-Monde

4-2 : Aspects et causes humains du sous-développement

4-3 : Aspects et causes économiques du sous-développement

4-4 : La recherche de solution

4-5 : Madagascar, un pays du tiers-Monde

## **ANNEXE 8**

### **REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA**

#### **TANINDRAZANA – FAHAFAHANA – FAHAMARINANA**

**Loi N°94 – 033**

**Portant orientation générale du Système d'Education et de Formation Madagascar**

**L'Assemblé Nationale a adopté en sa séance du 23 novembre 1994 ;**

**Le président de la République, vu la Décision N° 04 – HCC/D.3 du 18 janvier 1995, promulgue la Loi dont la teneur suit :**

#### **TITRE PREMIER**

#### **PRINCIPES FONDAMENTAUX**

##### **SECTION 1 : Droit à l'Education et à la Formation et finalité**

**Article premier** : conformément aux droits et devoirs économiques, sociaux et culturels énoncés dans la Constitution, et dans la fidélité aux engagements internationaux du peuple Malgache, la République de Madagascar reconnaît toute personne – enfant, adolescent ou adulte – le droit à l'éducation et à la Formation.

**Article 2** : l'éducation et la formation à Madagascar visent à favoriser l'épanouissement physique, intellectuel, moral et artistique de la personnalité de l'individu, dans la pleine jouissance de sa liberté. L'éducation et la Formation doivent prioritairement conférer aux membres de la société Malgache le sens de la responsabilité et la capacité.

- De protéger l'environnement et notamment de respecter et faire fructifier, sans crispation passée, le patrimoine culturel, linguistique et spirituel de la communauté.
- De promouvoir l'Education d'autrui
- De défendre la cause de la justice sociale
- D'être et de se montrer tolérants envers les systèmes sociaux, politiques ou religieux différents du leur, mais en veillant à ce que ce soient sauvegardées les droits de la personne et les valeurs humanistes communément admises ;
- Ainsi que d'œuvrer pour la sauvegarde de la souveraineté et la cohésion nationales, la paix et la solidarité internationales dans un monde caractérisé par l'interdépendance.

**Article 3** : l'Education et la formation à Madagascar doivent préparer l'individu à une vie active intégrée dans le développement social, économique et culturel du pays en ce sens, elles doivent notamment :

- Libérer l'initiative
- Favoriser la créativité
- Cultiver le goût de l'effort
- Développer l'esprit d'entreprise, le souci d'efficacité, l'esprit de compétition, le sens de la communication, la recherche d'excellence.

**Article 4** : l'Education et la Formation doivent être protégées contre tout risque de dérives, notamment contre leur confiscation par un groupe social, politique, religieux ou autre.

## **ANNEXE 9**

### **PROGRAMME D'HISTOIRE ET DE GEOGRAPHIE à PARTIR DE 1900-1991**

**(Source : Arrêté n° 5097-90 MINESEB)**

#### **T 10**

##### **HISTOIRE DES CIVILISATIONS : DES ORIGINES JUSQU'A LA FIN DU MOYEN AGE (19 leçons)**

###### **I- LA NOTION DE LA CIVILISATION**

1. Eude générale d'une civilisation

2. Les grandes périodes de l'Histoire

###### **II- LES CIVILISATIONS DE LA PREHISTOIRE ET DE L'ANTIQUITE**

1. La préhistoire

2. La civilisation de l'Egypte antique

3. La civilisation romaine pendant l'Antiquité

###### **III- LE MOYEN AGE**

1. La civilisation musulmane

2. La civilisation de l'occident médiéval

3. Les civilisations précolombiennes

###### **IV- LA CIVILISATION TRADITIONNELLE MALGACHE**

1. Les fondements de la civilisation malgache

2. Organisation économique et sociale des premiers malgaches

#### **T 11**

##### **LE MONDE DU XVIe à LA FIN DU XIXe SIECLE (19 leçons)**

###### **I- LES TEMPS MODERNES**

1. La renaissance

2. Le XVIIe siècle ou le siècle de Louis XIV

###### **II- LE MONDE AU XVIIIe SIECLE**

(Le siècle des lumières et des révolutions en Europe, le siècle de la traite en Afrique)

###### **III- MADAGASCAR AU XVIIIe SIECLE**

###### **LE TEMPS DES ROYAUMES**

1. Les grands royaumes malgaches

2. Economie et société du royaume malgache

###### **IV- LE MONDE AU XIXe SIECLE**

1. Les transformations économiques en Europe au XIXe siècle

2. L'impérialisme européen

3. Madagascar à la fin du XIX e siècle

#### **T 12**

##### **LES GRANDES PUISSANCES DU MONDE CONTEMPORAIN ET MADAGASCAR APRES 1945 (20 leçons)**

###### **I- LES ETATS-UNIS**

1. Le système politique américain

2. Brève histoire des Etats-Unis

###### **II- LA FRANCE**

1. Brève histoire de la France

2. La vie politique française actuelle

###### **III- L'UNION SOVIETIQUE**

###### **IV- MADAGASCAR (pour les terminales seulement)**

1. Brève histoire de Madagascar depuis 1945

2. Le régime politique de la RDM

#### **T 10**

##### **GEOGRAPHIE GENERALE**

(19 leçons)

- I- LA TERRE DANS L'ESPACE
- II- LA REPRESENTATION DE LA SURFACE DE LA TERRE ET LA LECTURE DE LA CARTE
- III- LA MOBILITE DE L'ECORCE TERRESTRE
- IV- LE RELIEF
- V- MER ET OCEAN
- VI- LE CLIMAT
- VII- LES MILIEUX DE VIE

T 11

GEOGRAPHIE HUMAINE ET ECONOMIQUE (19 leçons)

- I- ETUDE DE LA POPULATION DU GLOBE
- II- LES ACTIVITES AGRICOLES
- III- LES INDUSTRIES ET LES VILLES
- IV- LES ACTIVITES TERTIAIRES
- V- LES GRANDS PROBLEMES DU MONDE ACTUEL

T 12

QUELQUES GRANDES PUISSANCES CONTEMPORAINES ET LE TIERS-MONDE

- I- LES ETATS-UNIS PREMIERE PUISSANCE DU MONDE
  - 1. Les facteurs qui expliquent cette puissance
  - 2. L'économie américaine
- II- LA FRANCE
  - 1. Les facteurs naturels et humains de développement de la France
  - 2. L'économie française
- III- L'UNION SOVIETIQUE
  - 1. Les facteurs naturels et humains de développement de l'URSS
  - 2. L'économie soviétique
- IV- LE SOUS-DEVELOPPEMENT

## **ANNEXE 10**

**(Période de transition, janvier 1992 à septembre 1992)**

CLASSE DE SECONDE

HISTOIRE DES CIVILISATIONS, DES ORIGINES à LA FIN DU MOYEN AGE

I- LA NOTION DE CIVILISATION

1. Etude générale d'une civilisation

2. Les grandes périodes de l'histoire

II- LES CIVILISATIONS DE LA PREHISTOIRE ET L'ANTIQUITE

1. La préhistoire

2. Aperçu sur quelques civilisations de l'Antiquité

III- LE MOYEN AGE

1. La civilisation musulmane

2. La civilisation de l'occident médiévale

GEOGRAPHIE (T10)-janvier 1992-septembre 1992

I- LA TERRE DANS L'ESPACE

II- LA REPRESENTATION DE LA SURFACE DE LA TERRE ET LA LECTURE DE CARTE

III- LA MOBILITE DE L'ECORCE TERRESTRE

IV- LE RELIEF

V- MERS ET OCEANS

VI- LE CLIMAT

HISTOIRE (T11)-1992

I- LES TEMPS MODERN

1. La renaissance

2. Le XVII<sup>e</sup> siècle

II- LE MONDE AU XVIII<sup>e</sup> SIECLE

III- LE MONDE AU XIX<sup>e</sup> SIECLE

IV- MADAGASCAR DU XVII<sup>e</sup> AU XIX<sup>e</sup> SIECLE

(T 11)-1992

GEOGRAPHIE HUMAINE ET ECONOMIQUE

I- ETUDE DE LA POULATION DU GLOBE

1. Composition et répartition de la population mondiale

2. Les mouvements de la population

3. Structure de la population

II- LES ACTIVITES AGRICOLES

1. Les types de cultures et d'élevage

2. Les types d'aménagement des campagnes et d'habitat rural

3. Les activités de la pêche et de la forêt

III- LES INDUSTRIES ET LES VILLES

1. Les matières premières et les sources d'énergie

2. De l'artisanat aux industries de pointe

3. Les villes et les fonctions urbaines

IV- LES ACTIVITES TERTIAIRES

1. La distribution des biens

2. Les transports

3. Les activités de services

V- LES GRANDS PROBLEMES DU MONDE ACTUEL

1. La conservation de la nature

2. La faim dans le monde

HISTOIRE (T12)-1992

INTRODUCTION

PRESENTATION

## CHAPITRE I

### LES ETATS-UNIS

- I- Le système politique américain
- II- Brève histoire des Etats-Unis depuis 1945

## CHAPITRE II

### LA FRANCE

- I- Brève histoire de la France après la deuxième guerre mondiale
- II- La vie politique française actuelle

## CHAPITRE III

### MADAGASCAR

#### GEOGRAPHIE (T12)-1992

##### QUELQUES GRANDES PUISSANCES CONTEMPORAINES ET LE TIERS-MONDE

- I- LES ETATS-UNIS PREMIERE PUISSANCE MONDIALE
  - 1. Les facteurs qui expliquent cette puissance
  - 2. L'économie américaine
- II- LA FRANCE
  - 1. Les facteurs naturels et humains de développement de la France
  - 2. L'économie française
- III- LE SOUS-DEVELOPPEMENT DES PAYS DU TIERS-MONDE
  - 1. Localisation des pays du Tiers-Monde et commentaire
  - 2. Aspects et causes humaines du sous-développement
  - 3. Aspects et causes économiques du sous-développement
  - 4. La recherche des solutions
  - 5. Madagascar : un pays du Tiers-Monde

#### LA REVOLUTION RUSSE

- La révolution de 1917
- La consolidation du pouvoir
- Le parti communiste de l'Union Soviétique au pouvoir

#### LA CRISE DE 1929

- La crise aux Etats-Unis
- L'extension de la crise en Europe

#### LA MONTEE DES REGIMES FASCISTES EN EUROPE

- L'Italie fasciste
- L'Allemagne nazie

#### LA DEUXIEME GUERRE MONDIALE

- Les origines de la guerre et les opérations militaires
- Bilan et conséquences immédiates de la guerre

#### MADAGASCAR, COLONIE FRANCAISE

- L'administration coloniale
- L'économie malgache sous la colonisation
- Les luttes d'ordre colonial

#### CLASSE DE PREMIERE

#### GEOGRAPHIE (1995-1996)

#### LA POPULATION DE LA TERRE

- L'inégale répartition des hommes sur la terre
- La croissance de la population mondiale

- Structures et politique de la population
- Les mouvements de la population

## LA GESTION DES RESSOURCES ET DE L'ENVIRONNEMENT

- Les ressources et les réserves dans le monde
- La gestion de l'environnement

## LES ACTIVITES AGRICOLES ET LES ESPACES RURAUX

- Les différentes branches de l'agriculture
- Les espaces agricoles
- La pêche
- La forêt

## LES ACTIVITES INDUSTRIELLES ET LES ESPACES INDUSTRIELLES

- Artisanats et industries
- Les espaces industriels

## LES TRANSPORTS, LES ECHANGES ET LE TOURISME

- Les transports
- Les échanges dans le monde
- Le tourisme

## CLASSE DE TERMINALE

### HISTOIRE

#### LE MONDE AU XXe SIECLE

##### LE MONDE AU LENDEMAIN DE LA GUERRE MONDIALE (1945-1947)

- Bilan de la deuxième guerre mondiale
- Organisation de la paix et de la reconstruction

##### LA FORMATION DES BLOCS ET L'A GUERRE FROIDE (1947-1962)

- La formation des blocs
- La Guerre Froide : les tensions entre l'Est et l'Ouest

##### LA DETENTE

- Les facteurs favorables de la détente
- Les réalités de la détente
- Les limites de la détente

##### LA DECOLONISATION ET L'EMERGENCE DU TIERS-MONDE

- La décolonisation
- Le Tiers-Monde

##### UN MONDE EN CRISE, VERS UN RENOUVEAU DE LA DETENTE DEPUIS 1975

- Un monde en crise (1975-1985)
- Vers un renouveau de la détente
- Le souffle nouveau de la démocratie dans le Tiers-Monde

## MADAGASCAR DEPUIS 1945

- L'insurrection de 1947
- La marche vers l'indépendance
- La première république (1960-1975)
- Didier RATSIRAKA et la République Démocratique de Madagascar

## CLASSE DE TERMINALE

### GEOGRAPHIE (1995-1996)

#### LES CONTRASTES ET LES MUTATIONS DANS LE MONDE ACTUEL

- Les contrastes de peuplement et de démographie
- Les contrastes de développement
- Les caractères du sous-développement
- Les mutations dans le monde actuel

#### MADAGASCAR : UN PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT

- Les aspects du sous-développement
- L'agriculture malgache
- L'artisanat et l'industrie
- Les transports, le commerce et le tourisme
- Madagascar dans l'Océan Indien

#### LES ETATS-UNIS, PREMIERE PUISSANCE MONDIALE

- L'espace et le peuplement
- Le système économique
- L'agriculture
- L'industrie
- La présence planétaire des Etats-Unis

## **RESUME DU MEMOIRE**

Après la période coloniale, le système éducatif malgache était calqué sur celui de la France, ensuite sur ceux des pays africains d'expression française, anciens membres de la communauté française. C'était l'ancienne métropole qui prenait les décisions concernant: les méthodes d'enseignement, les programmes, les examens. C'est également elle qui octroyait le matériel, le personnel de l'éducation, les manuels, les cartes et les documents (édité par l'IPAM).

Le mouvement étudiant de 1972 a changé complètement la situation. De 1973-1975, des institutions d'élaboration des programmes scolaires tels que le BEP (Bureau d'Etude des Programme), l'OTEP (Organe Technique d'Elaboration des Programmes), la CNEP (Commission Nationale d'Elaboration des Programmes) ont été mis en place.

A partir de l'année 1986, les programmes plus classiques ont fait leurs retours. Ce fait est lié aux objectifs politiques qui tendaient vers une libéralisation et une ouverture à l'étranger. L'adoption du PAS ou Programme d'Ajustement structurel par l'Etat malgache avait pour but d'avoir l'aide de la Banque Mondiale et du FMI.

La troisième république est marquée par la reprise de l'histoire et de géographie universelle, la dépolitisation de l'enseignement, la francisation de l'enseignement et l'introduction des thèmes nouveaux (l'environnement, la tectonique des plaques, le tourisme) et l'adoption d'une nouvelle approche : l'approche curriculaire.

**Mots clés :** programme scolaire, enseignement, éducation, idéologie, néocolonialisme.

**Auteur:** RAKOTOARISON Tiana Hasina Patrick

**Adresse:** Lot VO4 Bis Ankazotokana Ambony. Antananarivo 101.

**Directeur du mémoire:** M.ANDRIAMIHANTA Emmanuel (Maître de conférences à l'Ecole Normale Supérieure d'Antananarivo).